COLL.
FOLIO
16

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1913

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

F 26
Coll folio
16

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1914

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750703

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1913

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Coll Colon 16
F 96

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1914

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1913.

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE :		
DETTE CONSOLIDÉE		14
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	Rentes 3 p. o/o amortissables	63
	Obligations des chemins de fer de l'État	75
	Annuités aux compagnies de chemins de fer	79
	Annuités diverses	119
	Annuités de rachat des canaux	128
	Obligations du Trésor. (V. le 1er vol. p. 617 et 618.)	137
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	139
	Annuités à la Caisse des Dépôts et Consignations en représentation des prêts consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier	152
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	155
	Annuités de rachat du réseau de la Compagnie de l'Ouest	160
	Cautionnements en numéraire, en rentes et cautionnement mutuel	169
DETTE FLOTTANTE. (V. le 1er vol. p. 566 et 567.)		177
DETTE VIAGÈRE	Rentes viagères pour l'année 1913	179
	Pensions inscrites au Grand-Livre de la dette viagère	181
	Compte d'emploi des crédits d'inscription	183
	Compte des pensions inscrites au Trésor	184
	Compte des opérations effectuées au cours de l'année 1913	195
	Compte des crédits ouverts et des dépenses effectuées	199
	Statistique des pensions	203
Table détaillée des matières		223

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1er JANVIER 1914.

Nos des chapitres du budget de 1913.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL au 1er janvier 1913 d'après le compte général des finances de 1912, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL au 1er janvier 1913 d'après le compte général des finances de 1912, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er janvier 1913. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS propres à l'année 1913. — Augmentations.	MODIFICATIONS propres à l'année 1913. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS propres à l'année 1913. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de la dette au 1er janvier 1914.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	14	21,922,217,434 00	"	"	"	21,922,217,434 00	"	"	"	21,922,217,434 00	
2	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	63	"	3,388,345,000 00	"	"	3,388,345,000 00	"	49,829,000 00	"	3,338,516,000 00	
3	Annuité versée à la Caisse des dépôts et consignations pour amortir une somme de rentes équivalente à celle émise en 1901	121	"	247,451,078 40	"	"	247,451,078 40	"	4,207,791 17	"	243,243,287 23	
4	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	137	181,051,404 80	"	"	"	181,051,404 80	"	6,067,275 00	1,293,349 15	173,690,780 65	
5	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 déc. 1908.)	137	35,000,000 00	"	"	"	35,000,000 00	"	"	"	35,000,000 00	
6	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	111	"	37,072,336 00	"	"	37,072,336 00	"	218,861 00	"	36,853,475 00	
7	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	79	"	302,687,628 67	"	"	302,687,628 67	"	1,560,513 39	"	301,127,115 28	
8	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. (Loi du 18 février 1898)	81	"	60,348,415 90	"	"	60,348,415 90	"	584,676 50	"	59,763,739 40	
9	Annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	82	"	50,667,895 22	"	"	50,667,895 22	"	447,953 93	"	50,219,941 29	
10	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	119	"	456,750,000 00	"	"	456,750,000 00	"	35,600,000 00	"	421,150,000 00	
11	Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909	125	"	5,784,882 02	"	"	5,784,882 02	80,951 01	7,127 69	"	5,858,705 34	
"	Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	127	"	24,619,034 61	"	"	24,619,034 61	"	"	"	24,619,034 61	
13	Annuités aux compagnies de chemins de fer	83	"	721,744,172 67	(A) 4,416,430f 00c	"	726,160,602 67	"	5,367,413 42	"	720,793,189 25	(A) Annuités rattachées au budget du Ministère des Finances, à compter du 1er janvier 1913. (Arrêté du Ministre des Travaux publics du 12 janvier 1912) [suppression des passages à niveau].
14	Rachat de concessions de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	128	"	3,855,802 65	"	"	3,855,802 65	"	32,793 19	"	3,823,009 46	
	A reporter	....	22,138,268,838 80	5,299,326,246 14	4,416,430 00	"	27,442,011,514 94	80,951 01	103,923,405 29	1,293,349 15	27,336,875,711 51	
			27,437,595,084f 94c		4,416,430f 00c				105,216,754f 44c			
								105,135,803f 43c				

Suite du **TABLEAU RÉCAPITULATIF** Suite de la **SITUATION AU** **DE LA DETTE PUBLIQUE. 1ER JANVIER 1914.**

N°s des CHAPITRES du budget de 1913.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1913 d'après le compte général des finances de 1912, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1913 d'après le compte général des finances de 1912, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er JANVIER 1913. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1913. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1913. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1913. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de LA DETTE au 1er janvier 1914.	OBSERVATIONS.
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME. (Suite.)											
	Report	....	22,138,268,838f 80c	5,299,326,246f 14c	4,416,430f 00c	"	27,442,011,514f 94c	80,951f 01c	103,923,405f 29c	1,293,349f 15c	27,336,875,711f 51c	
	2° MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
143	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire. — 1° Enseignement supérieur	140	"	1,349,877 66	"	"	1,349,877 66	"	51,972 09	"	1,297,905 57	
	2° Enseignement secondaire	142	"	3,724,798 60	"	"	3,724,798 60	"	192,735 06	"	3,532,063 54	
	3° Enseignement primaire	150	"	8,023,281 00	"	"	8,023,281 00	"	742,451 99	"	7,280,829 01	
	TOTAL	....	"	13,097,957 26	"	"	13,097,957 26	"	987,159 14	"	12,110,798 12	
	3° MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.											
29	Annuités de remboursement des avances faites par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse aux Sociétés de crédit immobilier	152	"	3,327,400 00	"	"	3,327,400 00	8,365,000 00	133,200 00	"	11,559,200 00	
	4° MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.											
77	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	156	"	24,381,000 00	"	(A) 3,993,000f 00c	20,388,000 00	"	211,000 00	"	(B) 20,177,000 00	(A) Rattachement au budget du Ministère des Finances, à partir du 1er janvier 1913, des annuités de remboursement des avances faites pour la suppression des passages à niveau de la ceinture de Paris (R. D.).
78	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	158	"	964,230,000 00	"	"	964,230,000 00	51,333,000 00	10,426,000 00	"	1,005,137,000 00	
	TOTAL	....	"	988,611,000 00	"	3,993,000 00	984,618,000 00	51,333,000 00	10,637,000 00	"	1,025,314,000 00	(B) Non compris le capital afférent aux secondes voies.
	BUDGETS ANNEXES DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.											
	ANCIEN RÉSEAU.											
13	Obligations amortissables	75	"	26,802,415 43	"	"	26,802,415 43	14,811,820 99	174,215 70	"	41,440,020 72	
	RÉSEAU RACHETÉ DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST.											
12	Annuité de rachat à la Compagnie de l'Ouest	160	"	2,708,203,000 00	"	"	2,708,203,000 00	"	35,716,000 00	"	2,672,487,000 00	
13	Obligations amortissables	75	"	273,197,584 57	"	"	273,197,584 57	85,188,179 01	1,775,784 30	"	356,609,979 28	
			"	2,981,400,584 57	"	"	2,981,400,584 57	85,188,179 01	37,491,784 30	"	3,029,096,979 28	
	TOTAL GÉNÉRAL	....	22,138,268,838 80	9,312,565,603 40	4,416,430 00	3,993,000 00	31,451,257,872 20	159,778,951 01	153,346,764 43	1,293,349 15	31,456,396,709 63	
			31,450,834,442f 20c		423,430f 00c			5,138,837f 43c	154,640,113f 58c			
"	Cautionnements en numéraire	169	104,354,149 31	"	"	"	104,354,149 31	5,535,180 00	"	9,726,060 35	100,163,268 96	(C) La situation détaillée de la dette flottante du Trésor se trouve dans le 1er volume du Compte général des finances, pages 566 et 567.
"	DETTE FLOTTANTE (C)	179	1,523,665,160 22	"	"	"	1,523,665,160 22	557,218,263 91	"	"	2,080,883,424 13	

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1914.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1913.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1913.	ACCROIS-SEMENTS.	DÉCROIS-SEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1914.	OBSERVATIONS.
18	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	790f 00c	"	"	790f 00c	(A) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges qui, à cette date, incombent au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter :
14	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	151,426 30	1,714f 26c	3,999f 94c	149,140 62	
17	Pensions civiles. (Lois du 22 août 1790 et lois subséquentes.)	448,601 31	36,384 00	20,782 95	464,202 36	
19	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	55,298 00	"	4,250 00	51,048 00	
20	Pensions militaires de la Guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	128,866,264 72	10,138,337 38	5,007,562 45	133,997,039 65	1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1914 pour une somme de 15,242,000 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ;
21	Pensions militaires de la Marine (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	45,488,578 00	3,138,419 00	2,908,041 00	45,718,956 00	
22	Pensions militaires des Colonies. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	2,258,616 00	1,139,833 00	81,124 00	3,317,325 00	2° La somme de 27,500 francs inscrite au budget de 1914 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine, de la préfecture de police et des services de l'Algérie (Décrets des 11 juin 1881 et 7 juin 1902).
23	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	718 00	"	"	718 00	
24	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	3,900 00	"	"	3,900 00	
26	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	117,924,855 00	11,136,727 00	6,639,752 00	122,421,830 00	
27	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	54,000 00	"	"	54,000 00	
28	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	1,145 69	"	"	1,145 69	
30	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	1,725,763 00	13,158 00	107,463 00	1,631,458 00	
31	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	313,407 00	3,209 00	31,982 00	284,634 00	
32	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante. (Lois des 27 juin 1885 et 9 décembre 1905.)	43,721 00	"	5,000 00	38,721 00	
33	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	39,356 00	150 00	5,575 00	33,931 00	
37	Pensions aux ministre des cultes (Loi du 9 décembre 1905)	7,852,293 00	12,502 00	407,374 00	7,457,421 00	
38	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.	180,300 00	"	19,700 00	160,600 00	
	TOTAUX	305,408,243 02	25,620,433 64	15,242,606 34	315,786,070 32	
29	Suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,640,679 00	"	173,133 00	1,467 546 00	
35	Allocations supplémentaires	2,801,008 00	67 00	277,128 00	2,523,947 00	
36	Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins.	400,000 00	20,000 00	"	420,000 00	
	TOTAUX	310,249,930 02	25,640,500 64	15,692,867 34	(A) 320,197,563 32	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1913.

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1914, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 9 juillet 1902 [conversion des rentes 3 1/2 p. o/o (1894)].

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° Deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes ;

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes ;

5° *Un état présentant le mouvement des rentes* 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1914 [1] :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1913.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1913.		SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1914.		
		Accroissement.	Décroissement.	MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	657,666,523f 027	//	//	657,666,523f 027	21,922,217,434f	4,484,811
NET du décroissement.....		//				

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds ;*

---

[1] Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 63 à 74, présentent, au 1er janvier 1914, la situation suivante :

Nombre des parties	428,221
Montant des rentes inscrites	100,155,480 francs.
Montant du capital nominal	3,338,516,000 francs.

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période,* le montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées.*

D'après ce tableau (voir pages 42 à 55), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 2,142,322,126 845

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1914..... 2,205,629,763 845

Les annulations s'élèvent à 1,547,963,240 fr. 818, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,321,838,214f 818	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 950 et 951 du Compte des finances de 1884) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations		1,547,963,240 818	1,547,963,240 818
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1914..			657,666,523 027 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1914.*

11° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée,* mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités.* C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 63 à 74) le compte détaillé.

I. — RENTES ÉMISES.

1° *Rentes provenant d'emprunts.*

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"	"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 / 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"	"	"	"	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"	"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"	"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815 — 1,674,500; Payement des sommes dues aux puissances alliées — 6,615,944; Remboursement des reconnaissances de liquidation — 1,294,776	9,585,220	"	"	"	"	"	"	"	9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Cie, Hope et Cie, Bagneault et Cie, Delesser et Cie (adjudication).	5
6	L. 1821-1822-1823	*Idem* — 19,114,516; Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerres d'Espagne.) — 4,000,000	23,114,516	"	"	"	"	"	"	"	23,114,516	10 juillet 1823	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"	3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères / (adjudication).	7
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"	"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"	"	"	"	1,021,945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"	"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"	8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem.*	14
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309,104	"	"	"	"	"	"	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848.	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"	"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	16
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"	"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	4,550,640	"	"	"	"	4,550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	8,052,120	"	"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00	Souscriptions publiques.	20
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50		21
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	4,389,760	"	"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"	"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61.	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"	"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem.*	27
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"	"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT A.

1° *Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	"	"	"	"	"	"	14,249,339	"	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	"	"	"	"	"	"	19,514,315	"	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	"	"	"	"	"	"	39,830,306	"	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	"	138,975,295	"	"	"	"	"	"	139,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	"	207,026,310	"	"	"	"	"	"	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	4,404,287	"	4,404,287	Année 1875		146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	18,947,368	"	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	"	"	"	"	"	"	13,157,894	"	13,157,894	*Idem*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	"	"	"	"	1,879,699	"	1,879,699	*Idem*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Émission de rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	"	28,184,376	"	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	"	"	"	"	"	"	"	45,624	45,624	Année 1894		1,303,542	1,393,837 25		39
40	L. 6 décembre 1901	Émission de rentes 3 p. o/o pour la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine	"	"	"	"	"	"	7,950,000	"	7,950,000	Année 1901	100 00	265,000,000	264,999,659 21		40
		Totaux	126,653,072	346,001,605	"	17,566,230	"	11,227,597	267,448,657	45,624	768,942,785			19,040,402,907	14,670,081,849 22		
			472,654,677			17,566,230											
			768,942,785														

ÉTAT B.

2° *Rentes provenant de conversions.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS. 5 p. o/o	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉROS D'ORDRE.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	"	1,034,764	"	"	"	24,459,035 00	"	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	—— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	158,097,609 08	"	"	"	"	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	—— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	135,255,410 00	"	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	—— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	306,164,085 30	"	"	"	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	—— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	37,632,997 00	"	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	—— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
7	L. 9 juillet 1902	—— 3 1/2 p. o/o (1894) en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	203,638,159 102	"	203,638,159 102	6,787,938,638		7
		Totaux	"	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195		
				465,296,458 38									
				1,103,877,291 323									

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. du 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI	Rentes consolidées	40,216,000f 00c	//	//	//	//	//	//	//	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	//	//	//	//	//	//	//	6,086,000 00	121,720,000	2
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	//	//	//	//	//	//	//	11,428,193 00	228,563,860	
3	L. 24 avril 1806. L. 15 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant :											
		1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	//	//	//	//	//	//	//	5,000,000 00	100,000,000	3
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	//	//	//	//	//	//	//	750,000 00	15,000,000	
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	//	//	//	//	//	//	//	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	//	//	//	//	//	//	//	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	//	//	//	//	//	//	//	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	//	//	//	//	//	//	//	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	//	//	//	//	//	//	//	1,499,654 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères. (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.)	24,253,168 00	//	//	//	//	//	//	//	24,253,168 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus.	240,000 00	//	//	//	//	//	//	//	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	//	//	//	//	//	//	//	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	//	//	//	//	//	//	25,995,310	//	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	//	//	//	//	//	//	//	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	//	//	//	//	//	15,294,420	110,430,463	//	125,724,883 00	4,063,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	//	//	//	//	//	//	//	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848	//	//	//	//	//	//	13,541,574	//	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	//	//	//	//	//	//	//	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor	//	//	//	//	//	//	2,152,786	//	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	//	//	//	//	//	11,869	//	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	//	//	1,915,945	//	//	//	//	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	//	//	//	1,051	//	//	//	//	1,051 00	23,355	20
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	//	//	//	//	//	//	4,403,436	//	4,403,436 00	146,781,200	21
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	//	//	//	500,000	//	//	//	//	500,000 00	11,111,111	22
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	//		//	//	//	//	600,000	//	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie	//	//	//	//	//	//	441,176	//	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	//	//	2,416,996	//	15,294,420	157,576,614	//	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872
		Report	133,774,163f 60	"
25	D. 19 mars 1858	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie	"	"
26	A. 9 juillet 1862	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	"	"
27	L. 2 août 1868	Conversion des titres mexicains	"	"
28	L. 26 mars 1873	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	"	"
29	L. 22 décembre 1880	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	"
30	L. 27 avril 1883	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	"	"
31	L. et D. 7 novembre 1887	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement	"	"
32	L. 11 décembre 1902	Rétablissement d'une partie des rentes cédées à la Caisse des dépôts et consignations	"	"
		TOTAUX	133,774,163 60	"
			133,774,163f 60c	

lidations ou remises à divers. (Suite.)

FONDS. 4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
"	2,416,996f	"	15,294,420f	157,576,614f	"	309,062,193f 60c	8,364,108,594f	
"	8,397	"	"	"	"	8,397 00	186,600	25
"	298,283	"	"	"	"	298,283 00	6,628,511	26
"	"	"	"	5,701,606	"	5,701,606 00	190,053,533	27
"	"	"	"	350,000	"	350,000 00	11,666,667	28
"	50	"	"	"	"	50 00	1,111	29
"	"	3,963	"	"	"	3,963 00	88,067	30
"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,497	31
"	"	"	"	15,256,172	"	15,256,172	508,539,100	32
"	2,723,726	3,963	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680	
2,727,689f								
330,680,859f 522c								

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0. Ancien.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes provenant d'emprunts	126,653,072f 00	346,001,605f	"	17,566,230f 00	"	11,227,597f	267,448,657f	45,624f	768,942,785f	19,040,402,907
2° Rentes provenant de conversions	"	"	1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	"	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	133,774,163 60	"	"	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	178,884,586 922	"	330,680,859 522	9,081,278,680
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	847,318,845 024	237,640,855 841	2,203,500,935 845	58,616,224,782
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			2,203,500,935f 845c							

II. RENTES ANNULÉES.

1° *Rentes qui ont fait retour à l'État.*

ÉTAT D.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien. fr. c.	5 p. 0/0. 1871-1872. francs.	4 1/2 p. 0/0. 1825. francs.	4 1/2 p. 0/0. 1852. fr. c.	4 1/2 p. 0/0. 1883. fr. c.	4 p. 0/0. francs.	3 p. 0/0. francs.	3 1/2 p. 0/0. francs.	TOTAL DES RENTES annulées. francs.	CAPITAL NOMINAL. francs.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	Années 1814, 1815 et 1817.....	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux.....	1,812 00	"	"	"	"	"	"	"	1,812	36,240	1
2	"	——— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re.	1,291,086 00	"	"	"	"	"	"	"	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818.....	——— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan.....	273,000 00	"	"	"	"	"	"	"	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820.....	——— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	"	"	"	"	"	"	"	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions.....	——— de rentes par suite d'extinction d'usufruit.....	16,728 00	"	"	3,010 00	"	"	"	"	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822.....	——— de rentes pour déchéance encourue.....	29,914 00	"	"	"	"	"	"	"	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13.....	——— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres.....	120,690 00	"	"	"	"	"	"	"	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829.....	——— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs.....	1,330,818 00	"	"	"	"	"	"	"	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50.....	——— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre.....	45,116 00	"	"	"	"	"	"	"	45,116	902,320	9
10	*Idem*.....	——— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	"	"	"	"	"	"	"	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^on du 17 juil. 1835	——— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile...	135,196 00	"	"	"	"	"	"	"	135,196	2,703,920	11
12	D^ons des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	——— de rentes appartenant à divers régiments.....	2,318 00	"	"	"	"	"	"	"	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions.....	Extinction de majorats reversibles à l'État.....	116,002 00	"	"	194,023 00	"	"	"	"	310,025	6,631,662	13
14	D^ons des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes.....	1,312 00	"	"	"	"	"	"	"	1,312	26,240	14
15	D^on du 23 mai 1840.....	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon.	750 00	"	"	"	"	"	"	"	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2.....	——— de rentes formant la dotation de l'Université de France.....	584,151 00	"	"	"	"	"	"	"	584,151	11,683,020	16
17	D^on du 8 mai 1841.....	——— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^re de St-Germain.	1,550 00	"	"	"	"	"	"	"	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843.....	——— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères..	75 00	"	"	"	"	"	186	"	261	7,700	18
19	Année 1844.....	——— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X.....	927 00	"	"	"	"	"	"	"	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10.....	——— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction.....	285,992 00	"	"	"	"	"	"	"	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848.....	——— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	"	"	"	"	"	8,035,211	"	"	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849.....	——— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine.	6,260 00	"	"	"	"	"	"	"	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849.....	——— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..	"	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	"	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852.....	——— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852.....	3,685,592 51	"	"	"	"	"	"	"	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*.....	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties.....	"	"	"	206,432 18	"	"	"	"	206,432 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852.....	Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o échangées contre des rentes 3 p. o/o.....	"	"	"	4,475,655 90	"	"	"	"	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2.....	Rentes annulées au profit de l'État.....	"	"	"	167,358 00	"	"	22,000	"	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	11,942,315	"	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861.....	——— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	"	5,814,259	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	"	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862.....	——— de rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	"	"	298,283	"	"	"	"	"	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866..	——— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	67,341,481	"	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868.	——— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains.....	"	"	"	"	"	"	1,735,305	"	1,735,305	57,843,500	32
33	D^on 19 octobre 1875.....	——— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État.....	"	"	"	16,427 00	"	"	"	"	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880.....	——— d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	"	"	"	"	50	"	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883.....	——— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	"	4,767	"	"	"	"	"	"	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887.....	——— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge.....	"	"	"	245,555 00	"	"	"	"	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888.....	——— de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. o/o.	"	"	"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,498	37
38	D^ons 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889.....	——— de rentes appartenant à la tontine Lafarge.....	"	"	"	"	"	"	804,212 452	"	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4.....	——— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	5,560,777	"	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*.....	——— de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires.....	"	"	"	"	60,692 00	"	"	"	60,692	1,348,712	40
41	D^on 3 avril 1894.....	——— de rentes 4 1/2 p. o/o remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o..	"	"	"	"	"	"	"	1,555 555	1,555 555	44,444	41
42	Loi du 30 décembre 1900, art. 6.	——— de rentes 3 p. o/o cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	16,500,000	"	16,500,000	550,000,000	42
43	Diverses décisions.....	——— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État.....	"	262	"	828 00	83 50	"	370,081 260	1,074	372,328 760	12,392,246	43
44	"	Extinctions de dotations réversibles.....	"	"	"	"	"	"	188,342 282	"	188,342 282	6,278,077	44
45	"	Annulation de rentes pour divers motifs.....	20,272 00	"	"	1 439 00	"	"	5,401	"	27,112	617,451	45
46	L. 9 juillet 1902.....	——— 3 1/2 p. o/o remboursées aux particuliers n'ayant pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	"	"	"	60,374	60,374	1,724,971	46
47	L. du 22 avril 1905.....	Rachat de dotations réversibles.....	"	"	"	"	"	"	717,048 081	"	717,048 081	23,901,611	47
48	L. du 31 décembre 1907.....	Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000	"	7,950,000 000	265,000,000	48
		TOTAUX.....	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,533,631 997	63,003 555	193,935,399 642	5,995,271,936	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
					193,935,399,642								

II. — RENTES ANNULÉES.

2° *Rentes annulées à la suite de conversions.*

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	//	//	//	//	//	//	//	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	//	//	//	//	//	//	//	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	586,277	133,033,310	//	1,635,823	//	//	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	//	340,182,317	//	//	//	//	//	//	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	37,186,901	//	446,096	//	//	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	305,479,583 80	//	//	//	305,479,583 80	6,788,435,195	6
7	L. du 9 juillet 1902	Rentes 3 1/2 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	//	237,577,852,286	237,577,852 286	6,787,938,638	7
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852,286	1,263,516,126 176	28,375,527,201	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
			1,263,516,126 176										

ÉTAT F.

3° *Rentes rachetées à la Bourse.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	//	1,096	//	//	4,902	62,343	//	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540,978	//	138,366	1,247,921	//	838,738	41,056,347	//	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	//	139,462	1,247,921	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4. P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	148,533,631 997	63,003 555	193,935,399 642	5,995,271,936
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852 286	1,263,516,126 176	28,375,527,201
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	//	139,462	1,247,921 00	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887 00	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	189,652,321 997	237,640,855 841	1,545,834,412 818	36,694,007,348
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,545,834,412 818							

III. RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1914.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1914.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1914.	
		francs.	francs.	francs.		francs.	
Rentes 5 p. o/o (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	847,318,845 024	28,243,961,534	189,652,321 997	6,321,744,100	657,666,523f 027	21,922,217,434	
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855 841	6,789,738,738	237,640,855 841	6,789,738,738	"	"	
TOTAUX	2,203,500,935 845	58,616,224,782	1,545,834,412 818	36,694,007,348	657,666,523 027	21,922,217,434	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,410 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 avril 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,317 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
Loi du 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o	237,577,852 286	203,638,159 102	33,939,693 184	6,787,938,638	6,787,938,638	"	"	
	TOTAUX	1,263,516,126 176	1,103,877,291 323	159,638,834 853	28,375,527,201	30,494,543,195	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — MOUVEMENT ET SITUATION DES RENTES 3 P. 0/0.

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1913.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.) (A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains. — Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains. — Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705(c)	
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	28,382,290 234
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o	203,638,159 102	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 11 décembre 1902	15,256,172 00	226,844,331 102
Émission 1901	7,950,000 00	
TOTAL des accroissements		847,318,845 024
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1913 :		
Néant		"
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		847,318,845 024

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) 586,277f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) 133,033,310 00
Rentes 4 p. o/o 133,619,587f 00c
1,635,823 00
TOTAL ÉGAL 135, 55,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report 847,318,845f 024

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1913.

Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs	2,909f 00c	
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825	16,003,286 00	
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)	62,343 00	
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)	186 00	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)	123,541,209 00	
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B).	4,249,571 00	
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	22,000 00	
Rachat du palais de l'Industrie	2,492 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) — Loi du 9 juin 1857	4,000,000 00	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) — Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860	7,942,315 00	
Extinctions de dotations réversibles	188,342 282	
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)	1,735,304 00	
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)	1 00	
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897, 13 juin 1898, 22 juin 1899, 3 juillet, 19 novembre et 1er décembre 1900, 5 juin et 6 juillet 1901, 29 mars, 30 juin et 26 août 1902, 8 juillet et 11 août 1903, 20 mai 1905, 30 juin 1906, 27 septembre 1907, 24 décembre 1909, 11 janvier, 10 juin et 23 novembre 1910, 26 janvier 1911)	370,081 26	
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)	50 00	
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922	
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)	804,212 452	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)	5,560,777 00	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 déc. 1900, art. 6.)	16,500,000 00	
Rachat des Majorats et des Dotations reversibles. (Loi du 22 avril 1905.)	717,048 081	
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7,950,000 00	
TOTAL	189,652,321 997	
DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1913	"	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	189,652,321 997	189,652,321 997
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1914		657,666,523 027
Nombre d'inscriptions	4,484,811	

(A) Rentes provenant — 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur 3 p. 0/0 inscrites au 1er janvier 1914.*

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.			OBSERVATIONS.
	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	
	mixtes.	au porteur.		mixtes.	au porteur.		
				francs.	francs.	francs.	
2 francs	2,187	63,945	66,132	4,374	127,890	132,264	
3	1,544	110,807	112,351	4,632	332,421	337,053	
4	1,858	65,773	67,631	7,432	263,092	270,524	
5	4,642	256,356	260,998	23,210	1,281,780	1,304,990	
6	4,213	185,744	189,957	25,278	1,114,464	1,139,742	
7	1,801	85,054	86,855	12,607	595,378	607,985	
8	1,801	75,733	77,534	14,408	605,864	620,272	
9	1,696	96,314	98,010	15,264	866,826	882,090	
10	4,534	244,978	249,512	45,340	2,449,780	2,495,120	
20	11,105	403,553	414,658	222,100	8,071,060	8,293,160	
30	19,196	682,148	701,344	575,880	20,464,440	21,040,320	
50	9,235	285,508	294,743	461,750	14,275,400	14,737,150	
100	8,143	270,874	279,017	814,300	27,087,400	27,901,700	
200	3,877	113,681	117,558	775,400	22,736,200	23,511,600	
300	2,523	77,516	80,039	756,900	23,254,800	24,011,700	
500	1,340	33,816	35,156	670,000	16,908,000	17,578,000	
1,000	958	18,226	19,184	958,000	18,226,000	19,184,000	
1,500	245	5,771	6,016	367,500	8,656,500	9,024,000	
3,000	360	7,147	7,507	1,080,000	21,441,000	22,521,000	
TOTAUX	81,258	3,082,944	3,164,202	6,834,375	188,758,295	195,592,670	

VII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, du 31 décembre 1870 au 31 décembre 1913.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1870 AU 31 DÉCEMBRE 1913.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3).	au porteur. (4).	
31 décembre 1870	652,759	190,058	842,817	74,438	352,484	1,269,739
——— 1871	770,555	214,411	984,966	125,396	1,037,676	2,148,038
——— 1872	890,375	217,785	1,108,160	193,640	2,171,675	3,473,475
——— 1873	975,402	205,514	1,180,916	256,821	2,692,303	4,130,040
——— 1874	1,022,220	199,626	1,221,846	288,220	2,869,662	4,379,728
——— 1875	1,042,826	198,209	1,241,035	297,939	2,865,789	4,404,763
——— 1876	1,062,209	198,849	1,261,058	301,479	2,805,229	4,367,766
——— 1877	1,086,650	201,251	1,287,901	303,801	2,693,544	4,285,246
——— 1878	1,052,900	201,361	1,254,270	286,268	2,526,997	4,067,535
——— 1879	1,031,253	177,345	1,208,598	271,381	2,469,942	3,949,921
——— 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426
——— 1881	1,004,264	173,881	1,178,145	246,292	2,443,364	3,867,801
——— 1882	994,990	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616
——— 1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192
——— 1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
——— 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
——— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,059,892
——— 1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
——— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
——— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
——— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
——— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
——— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
——— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
——— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
——— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
——— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
——— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
——— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356
——— 1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176,642	2,887,770	4,222,377
——— 1900	1,087,821	95,829	1,183,650	171,507	2,982,979	4,338,136
——— 1901	1,180,634	84,564	1,265,198	164,580	3,007,838	4,437,616
——— 1902	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787
——— 1903	1,369,738	47,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188
——— 1904	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687
——— 1905	1,352,147	15,866	1,368,013	130,303	3,039,525	4,537,841
——— 1906	1,362,736	2,693	1,365,429	124,428	3,098,500	4,588,357
——— 1907	1,368,136	862	1,368,998	119,426	3,143,433	4,631,857
——— 1908	1,361,431	384	1,361,815	114,414	3,058,462	4,534,691
——— 1909	1,346,618	171	1,346,789	108 848	2,993,215	4,448,852
——— 1910	1,339,244	36	1,339,280	103,102	2,952,867	4,395,249
——— 1911	1,337,319	12	1,337,331	97,255	2,957,716	4,392,302
——— 1912	1,345,376	"	1,345,376	92,181	3,006,347	4,443,904
——— 1913	1,320,609	"	1,320,609	81,258	3,082,944	4,484,811

DATES.	MONTANT DES RENTES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1870	292,185,295	53,157,781	345,343,076	8,087,702	32,791,565	386,222,343
——— 1871	321,054,753	70,796,023	391,850,776	12,671,845	97,603,635	502,126,256
——— 1872	366,309,106	57,967,378	424,276,484	21,346,488	180,497,234	626,120,206
——— 1873	399,714,228	55,792,256	455,506,484	28,696,954	205,810,055	690,013,493
——— 1874	424,700,564	56,557,075	481,257,639	33,489,747	233,657,585	748,404,971
——— 1875	420,626,525	56,822,873	477,449,398	35,506,317	235,302,344	748,258,059
——— 1876	420,267,562	57,017,437	477,284,999	35,653,111	234,902,656	747,840,766
——— 1877	426,731,892	57,017,414	483,749,306	35,085,158	228,543,227	747,377,691
——— 1878	426,791,817	56,625,565	483,417,382	34,073,972	229,311,598	746,802,952
——— 1879	425,154,661	56,476,045	481,630,706	32,636,347	231,658,162	745,925,155
——— 1880	427,559,734	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
——— 1881	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
——— 1882	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	230,074,162	741,773,122
——— 1883	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
——— 1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
——— 1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
——— 1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
——— 1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
——— 1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
——— 1889	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
——— 1890	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
——— 1891	435,618,968	48,077,261	483,696,229	25,620,570	225,513,517	733,830,316
——— 1892	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,960,347
——— 1893	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
——— 1894	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
——— 1895	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,370	203,359,895	694,102,780
——— 1896	418,182,869	50,911,108	469,093,977	18,733,985	206,202,350	694,030,312
——— 1897	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,390,080	694,029,348
——— 1898	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
——— 1899	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,546	694,005,775
——— 1900	445,967,905	25,262,631	471,230,536	16,018,148	206,713,009	693,991,693
——— 1901	434,441,807	21,954,604	456,396,411	15,083,372	206,007,622	677,487,405
——— 1902	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
——— 1903	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
——— 1904	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820
——— 1905	449,333,475	3,385,329	452,718,804	11,081,331	202,116,192	665,916,327
——— 1906	452,962,392	280,752	453,243,144	10,470,322	201,937,407	665,650,873
——— 1907	455,382,433	78,238	455,460,671	9,802,616	200,387,571	665,650,858
——— 1908	453,009,183	38,670	453,047,853	9,311,300	195,341,705	657,700,858
——— 1909	458,197,411	18,991	458,216,402	8,786,472	190,697,984	657,700,858
——— 1910	462,288,411	1,556	462,289 967	8,378,860	186,997,873	657,666,700
——— 1911	463,362,781	490	463,363,271	7,880,378	186,422,874	657,666,523
——— 1912	461,913,675	"	461,913,675	7,446,329	188,306,519	657,666,523
——— 1913	462,073,853	"	462,073,853	6,834,375	188,758,295	657,666,523

(a) Pour les rentes 3 p. o/o amortissables, voir le tableau de la page 73.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.

(a) Voir la note de la page ci-contre.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1913.*

RENTES INSCRITES.	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
							francs.
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 000
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)....	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 000
Total.....	134,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 000
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 360
Total..	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 360
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,764	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 360
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1912)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale.....	"	"	2,744f 00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)	"	"	"	"	"	"	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	"	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o (Loi du 27 avril 1883.)	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) ..	"	"	"	"	"	"	28,382,290 234
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231f841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Réinscription de rentes au nom de la caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	15,256,172 000
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 9 juillet 1902).....	"	"	"	"	"	"	203,638,159 102
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	269,079,779 976
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.).	"	"	"	"	"	"	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626 000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	"	"	"	"	"	"	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852. en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)	"	"	"	"	"	"	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	"	"	"	"	"	"	28,184,376 000
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)...	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total	346,001,605 00	"	"	"	"	"	75,069,508 688
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	344,149,288 664
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1913.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841		847,318,845 024

RENTES ANNULÉES.	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914f 00c	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,837,039f08	"	"	1,925,815	88,175,587
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,837,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1913).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f00	"	"	"	868,908f 363
Rentes annulées pour divers motifs.....	"	"	245,555 00	"	"	"	806,949 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse.....	5,814,259f 00c	"	"	627,689f00	"	"	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'Etat.....	262 00	"	9,673 00	83 50	1,074f000	"	370,081 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	"	"	3,503,516 00	"	"	100,279	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....		"	"	"	1,555 555	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 déc. 1900).	"	"	"	"	"	"	16,500,000 000
Rentes 3 1/2 p. o/o converties en 3 p. o/o..	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"
Rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	60,374 000	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 31 déc. 1907).	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,811,280 997
Total des rentes annulées au 31 déc. 1913.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,652,321 997

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1913.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	847,318,845 024	189,652,321 997	657,666,523 027
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	237,640,855 841	"
Total.....	2,203,500,935 845	1,545,834,412 818	657,666,523 027

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 40 à 55.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1913.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	//	63,307,637f 00c	//	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	//	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	//	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	//	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	//	//	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
TOTAUX	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	//	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	//	1,096 00	//	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	131,298 00	//	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	//	895,302 00	//	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	24,135,464 00	//	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	//	1,925,815 00	//	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	//	446,096 00	//	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,522,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1913).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	//	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1913	344,149,288 664	34,811,280 997	309,338,007 667	//	
TOTAUX	847,318,845 024	189,652,321 997	673,951,043 027	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1914	.....	....	657,666,523 027		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163,762,368f 00c	Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 54.
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	//	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	//	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	//	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,696 00	//	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4,902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 00	77,746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	//	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	//	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	//	895,302 00	895,302 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	//	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	//	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1913.						
Rentes 5 p. 0/0	//	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	//	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	//	
—— 3 1/2 p. 0/0	//	237,640,855 841	237,640,855 841	237,640,855 841	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	//	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	//	446,096 00	446,096 00	//	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	344,149,288 664	692,477,804 024	34,811,280 997	657,666,523 027	
TOTAUX	386,222,343 36	1,233,962,591 805	1,620,184,935 165	962,518,412 138	657,666,523 027	

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)							PREMIÈRE PÉRIODE.				
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.) (A)											
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à	40,216,000f	"	"	40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)							DEUXIÈME PÉRIODE.				
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	"	"	6,086,000	6,086.000	"	"	"	"	"	
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)											
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"	5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"	4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"	1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)											
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"	"	5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"	750,000	750,000	"	"	"	"	"	
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"	1,637	1,637	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période.	23,091 637	23,091,637	"	23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. 0/0)	63,307,637	"	63,307,637f	63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"	
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)							TROISIÈME PÉRIODE.				
ACCROISSEMENTS.											
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. 0/0.)	35,622,768	"	"	35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	
A reporter	35,622,768	63,307,637		35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	35,622,768	63,307,637f	"	"	35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	"	"	"	43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	"	"	"	59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	"	"	"	25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459,035f	
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	"	"	"	25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
(Savoir : Pour emprunts ..... 99,073,619f Rentes remises à divers..... 91,198,407)												
TOTAL	190,272,026	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	"	53,833,174f	"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE	136,438,852	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"	190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
ANNULATIONS.												
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) .. 3,454,433	35,178,389f	"	"	"	31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissem't. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	"	"	16,020,094	"	3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"	16,020,094	"	7,068	"	"	9,740	16,003,286	
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"	51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830	164,568,100	37,813,080	202,381,180f	(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	(A) Rentes inscrites (Voir p. 41). 199,417,208f Rentes restant à inscrire.... 2,963,972 TOTAL ÉGAL..... 202,381,180	
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)												
ACCROISSEMENTS.												
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.)	31,158,734	"	"	"	31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	"	"	"	8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	"	"	"	315	315	"	"	"	"	"	
Rétablissements (5 p. o/o)	109	"	"	"	109	109	"	"	"	"	"	
[redacted]												
TOTAL	39,251,805	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		"	35,530,347	"	35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	"	26,098,472	"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE	13,153,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"	74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"	"	"	"	"	"	"		

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report..... 13,153 333f 00	164,568,100f 00	99,441,899f	//	//	//	//	//	//	//	//	
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o..... 876,066 00	//	//	//	876,066f 00	807,539f 00	1,096f	//	//	4,902f	62,529f	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.)..... //	//	32,000,000	//	32,000,000 00	32,000,000 00	//	//	//	//	//	
Reste en rentes actives..... 12,277,267 00	12,277,267 00	//	//								(A) Rentes inscrites (Voir p. 41)..... 244,287,266f Rentes restant à inscrire..... 60
Total des rentes annulées pendant la 4e période.....	//	//	//	32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	//	//	4,902	62,529	Total égal..... 244,287,266
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848.	176,845,367 00	67,441,899	244,287,266f00	(A) 244,287,266 00	146,749,591 00	1,026,600	//	//	26,507,375	70,003,700	
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)											
ACCROISSEMENTS.											
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.)..... 14,935,387f00	//	//	//		14,935,387f 00	//	//	//	//	//	
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.)..... 35,774,513 00	//	//	//	35,774,513 00	20,068,284 00	//	//	//	//	15,706,229f	
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.)..... 6,817,348 60	//	//	//	6,817,348 60	6,817,348 60	//	//	//	//	//	
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.)..... 6,000,000 00	//	//	//	6,000,000 00	6,000,000 00	//	//	//	//	//	
Total..... 63,527,248 60	//	//	//	//	//	//	//	//	//		
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o).....	//	18,608,355	//	18,608,355 00	//	//	//	//	//	18,608,355	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o)..... 1,019,054 00	//	1,019,054	//	//	//	//	//	//	//	//	
Reste..... 62,508,194 60	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Total.....	//	87,069,308	//								
Total des rentes créées pendant la 5e période.....	//	//	//	82,135,603 60	47,821,019 60	//	//	//	//	34,314,584	
ANNULATIONS.											
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.)..... 8,035,211f Annulations diverses (5 p. o/o)..... 549,487 — 8,584,698f00	//	//	//	8,035,211 00 549,487 00	//	//	//	//	8,035,211f	//	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :											
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)..... 28,622,606f Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o)..... 46,441,087 — //	//	75,063,693	//	28,622,606 00 46,441,087 00	8,232,978 00 //	131,298f //	//	//	805,833 15,294,420	19,452,497 31,146,667	
Reste en rentes actives..... 53,923,496 60	53,923,496 60	//	//								(B) Rentes inscrites (Voir p. 41)..... 239,304,528 Rentes restant à inscrire..... 3,469,950
Total des rentes annulées pendant la 5e période.....	//	//	//	83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	//	//	24,135,464	50,599,164	Total égal..... 242,774,478
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852.....	230,768,863 60	12,005,615	242,774,478f60	(B) 242,774,478 60	185,788,145 60	895,302	//	//	2,371,911	53,719,120	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.) Report.....		230,768,863f 60c	12,005,615f	#	SIXIÈME PÉRIODE.							
ACCROISSEMENTS.												
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2 p. 0/0. (Décret du 14 mars 1852).....	158,097,609f 08	#	#	#	158,097,609f 08	#	#	158,097,609f 08	#	#	#	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :												
Montant des rentes 5 p. 0/0 restant à inscrire.....	2,128,828f											
Diminution d'un dixième.....	212,883											
RESTE à inscrire en rentes 4 1/2 p. 0/0.....	1,915,945	1,915,945 00	#	#	#	1,915,945 00	#	#	1,915,945 00	#	#	#	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852. — 3 p. 0/0.)..		4,403,436 00	#	#	#	4,403,436 00	#	#	#	#	#	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852.—4 1/2 p. 0/0.)		500,000 00	#	#	#	500,000 00	#	#	500,000 00	#	#	#	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. 0/0.)....		71,709,380 00	#	#	#	71,709,380 00	#	#	16,992,520 00	#	#	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856.—3 p. 0/0)		200,000 00	#	#	#	200,000 00	#	#	#	#	#	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.—3 p. 0/0.).		441,176 00	#	#	#	441,176 00	#	#	#	#	#	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. 0/0.).....		1,051 00	#	#	#	1,051 00	#	#	1,051 00	#	#	#	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. 0/0.)..		7,942,315 00	#	#	#	7,942,315 00	#	#	#	#	#	7,942,315	
Rétablisst d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858.—4 1/2 p. 0/0)		8,397 00	#	#	#	8,397 00	#	#	8,397 00	#	#	#	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. 0/0.)..		25,773,370 00	#	#	#	25,773,370 00	#	#	573,710 00	#	#	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. 0/0.).....		4,000,000 00	#	#	#	4,000,000 00	#	#	#	#	#	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. 0/0.).....		12,092,520 00	#	#	#	12,092,520 00	#	#	#	#	#	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0 (Loi du 12 février 1862), savoir:												
4 1/2 p. 0/0.....	133,619,387f	135,255,410 00	#	#	#	135,255,410 00	#	#	#	#	#	135,255,410	
4 p. 0/0.....	1,635,823											
Report au compte des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....		298,283 00	#	#	#	298,283 00	#	#	298,283 00	#	#	#	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. 0/0.)...		14,249,339 00	#	#	#	14,249,339 00	#	#	#	#	#	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. 0/0.).....		19,514,315 00	#	#	#	19,514,315 00	#	#	#	#	#	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. 0/0), savoir:												
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869.....	4,000,000f											
Article 2 du même arrêté.....	1,701,605	5,701,606 00	#	#	#	5,701,606 00	#	#	#	#	#	5,701,606	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1											
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. 0/0.).....		39,830,306 00	#	#	#	39,830,306 00	#	#	#	#	#	39,830,306	
TOTAL.....		501,934,458 08	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. 0/0).....		#	75,990,468	#	#	75,990,468 00	#	#	#	#	#	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. 0/0).....	3,381,280f	9,869,446f 00	#	9,869,446	#								
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. 0/0).....	6,488,166												
RESTE.....		492,065,012 08	#	#	#	#	#	#	#	#	#	#	
TOTAL des rentes créées pendant la 6e période.....		#	#	#	#	577,924,926 08	#	#	178,387,515 08	#	#	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.												
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :												
Rentes 5 p. 0/0 à convertir.....	175,664,010f 09	175,664,010f 09	#	#	#	175,664,010 09	175,664,010f 09	#	#	#	#	#	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement.	158,097,609 08												
RÉDUCTION.....	17,566,401 01												
Annulation des rentes 5 p. 0/0 de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion.....	2,128,828 00		#	#	#	2,128,828 00	2,128,828 00	#	#	#	#	#	
Remboursts effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. 0/0).	3,685,592 51		#	#	#	3,685,592 51	3,685,592 51	#	#	#	#	#	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. 0/0).....	206,432 18		#	#	#	206,432 18	#	#	206,432 18	#	#	#	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852.—4 1/2 p. 0/0)	4,475,655 90		#	#	#	4,475,655 90	#	#	4,475,655 90	#	#	#	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 converties en rentes 3 p. 0/0. (Loi du 11 février 1862.).....	135,255,410 00		#	#	#	135,255,410 00	#	#	#	#	1,635,823f	#	
A reporter.....	321 415,928 68	492,065 012 08	230,768,863 60	97,865,529	#	321,415,928 68	181,478,430 60	586,277	137,715,398 08	#	1,635,823	#	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report		321,415,928f 68	492,065,012f 08	230,768,863f 60c	97,865,529f	//
Report des rentes 4 1/2 p. o/o (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852)		298,283 00	//	//	//	//
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. o/o)		427,646 00	//	//	//	//
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. o/o)	(A) 33,699f					
	1,701,605	1,735,305 00	//	//	//	//
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.)	1					
TOTAL		323,877,162 68	323,877,162 68			
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:						
Rentes rachetées antérieures à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. o/o.)		4,308,000 00			//	//
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)		2,467,363 00			//	//
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)		3,381,280 00		//	//	//
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. o/o.)		7,942,315 00		//	93,844,726	//
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. o/o.)		4,000,000 00		//	//	//
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. o/o.)		71,745,768 00		//	//	//
RESTE en rentes actives		68,187,849 40	168,187,849 40	//	//	//
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période						
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871		398,956,713 00		4,020,803	402,977,516f	
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1913.)						
ACCROISSEMENTS.						
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. o/o.)		138,975,295f 00	//	//	//	//
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. o/o.)		207,026,310 00	//	//	//	//
Rentes créées en fav. des princes de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. o/o.)		400,000 00	//	//	//	//
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. o/o.)		350,000 00	//	//	//	//
Rétablis d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 o/o.)		50 00	//	//	//	//
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)		306,164,085 30	//	//	//	//
Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. o/o.)		3,963 00	//	//	//	//
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		13,157,894 00	//	//	//	//
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		1,879,699 00	//	//	//	//
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)		18,947,368 00	//	//	//	//
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o		37,632,997 00	//	//	//	//
Rentes 3 p. o/o. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations		194 922	//	//	//	//
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)		28,184,376 00	//	//	//	//
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)		237,595,231 841	//	//	//	//
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. o/o.)		45,624 000	//	//	//	//
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901.)		7,950,000 000	//	//	//	//
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations		15,256,172 000	//	//	//	//
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o		203,638,159 102	//	//	//	//
TOTAL		1,217,207,419 165	//	//	//	//
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. o/o)		9,196,513f				
Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. o/o)		383,484	9,579,997 000	//	9,579,997	//
RESTE à reporter		1,207,627,422 165	398,956,713 00		13,600,800	//
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter						

(A) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0	3 p. 0/0.	
321,415,928f 68	181,478,430f 60	586,277f	137,715,398f 08	//	//	1,635,823f	//	
298,283 00	//	298,283	//	//	//	//	//	
427,646 00	1,715 00	//	365,015 00	//	//	//	60,916f 00c	
1,735,305 00	//	//	//	//	//	//	1,735,305 00	
4,308,000 00	4,308,000 00	//	//	//	//	//	//	
2,467,363 00	//	//	1,247,921 00	//	//	23,165	1,196,277 00	
3,381,280 00	//	10,742	1,608,705 00	//	//	266,827	1,495,006 00	
7,942,315 00	//	//	//	//	//	//	7,942,315 00	
4,000,000 00	//	//	//	//	//	//	4,000,000 00	
71,745,768 00	//	//	//	//	//	//	71,745,768 00	
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	//	//	1,925,815	88,175,587 00	(A) Rentes inscrites..... 386,222,343f Rentes restant à inscrire.... 16,755,173
(A) 402,977,516 00	//	//	37,450,476 00	//	//	446,096	365,080,944 00	TOTAL ÉGAL. 402,977,516
SEPTIÈME PÉRIODE.								
138,975,295f 00c	138,975,295f 00	//	//	//	//	//	//	
207,026,310 00	207,026,310 00	//	//	//	//	//	//	
400,000 00	//	//	//	//	//	//	400,000f 00c	
350,000 00	//	//	//	//	//	//	350,000 00	
50 00	//	//	50f 00	//	//	//	//	
306,164,085 30	//	//	//	306,164,085f 30c	//	//	//	
3,963 00	//	//	//	3,963 00	//	//	//	
13,157,894 00	//	//	//	//	//	//	13,157,894 00	
1,879,699 00	//	//	//	//	//	//	1,879,699 00	
18,947,368 00	//	//	//	//	//	//	18,947,368 00	
37,632,997 00	//	//	//	//	//	//	37,632,997 00	
194 922	//	//	//	//	//	//	194,922	
28,184,376 00	//	//	//	//	//	//	28,184,376 00	
237,595,231 841	//	//	//	//	237,595,231f 841c	//	//	
45,624 000	//	//	//	//	45,624 00	//	//	
7,950,000 000	//	//	//	//	//	//	7,950,000 000	
15,256,172 000	//	//	//	//	//	//	15,256,172 000	
203,638,159 102	//	//	//	//	//	//	203,638,159 102	
//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	
//	//	//	//	//	//	//	//	
1,217,207,419 165	346,001,605 00	//	50 00	306,168,048 30	237,640,855 841	//	327,396,860024	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report		1,207,627,422f 165	398,956,713f 00c	13,600,800f	"	1,217,207,419f 165	346,001,605f	"	50f	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	"	327396,860f 024	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.														
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		"	"	"	2,492 00	"	"	"	"	"	"	2,492 00	
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. 0/0)	877,305 363		"	"	"	877,305 363	"	"	8,397	"	"	"	868,908 363	
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. 0/0)	381,073 760		"	"	"	381,073 760	262	"	9,673	83 50	1,074	"	370,081 260	
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. 0/0.)	50 00		"	"	"	50 00	"	"	"	"	"	"	50 00	
Annulation de rentes 5 p. 0/0 remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		"	"	"	4,767 00	4,767	"	"	"	"	"	"	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :														
Rentes 5 p. 0/0 à convertir	340,182,317f 00c	340,182,317 00	"	"	"	340,182,317 00	340,182,317	"	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	306,164,085 30													
RÉDUCTION	34,018,231 70													
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. 0/0 (1852) et 3 p. 0/0)	1,049,767f 45		"	"		1,049,767 452	"	"	245,555	"	"	"	804,212 452	
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 00		"	"	"	3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. 0/0. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		"	"	"	194 922	"	"	"	"	"	"	194 922	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0	34,029,202 00		"	"	"	34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"	
Annulation de rentes 3 p. 0/0 appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 00		"	"	"	5,560,777 000	"	"	"	"		"	5,560,777 000	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 00		"	"	"	60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :														
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) à convertir	305,479,583 800	305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	
Rentes 3 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	237,595,231 841													
Réduction	67,884,351 959													
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		"	"	"	1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"	
Annulation des rentes 3 p. 0/0, cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6.)	16,500,000 000		"	"	"	16,500,000 000	"	"	"	"	"	"	16,500,000000	
Annulation de rente 3 1/2 p. 0/0 aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,374 000		"	"	"	60,374 000	"	"	"	"	60,374	"	"	
Conversion de rentes 3 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	237,577,852 286		"	"	"	237,577,852 286	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"	
Annulation de recettes 3 p. 0/0 cédées par la caisse des dépôts et consignations. (Loi du 31 décembre 1907, art. 24.)	7 950,000 000		"	"	"	7,950,000 000	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000	
		953,321,899 138												
		254,305,523 027	254,305,523 027											
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :														
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. 0/0.)	9,196,513f 00c													
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. 0/0. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00	"	"	13,600,800	"	9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 00	
			4,404,287 00											
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période						962,518,412 138	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,811,280 997	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1914			657,666,523 027	"	657,666,523 027	657,666,523 027	"	"	"	"	"	"	657,666,523 027	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (a)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 60
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 08
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1913	"	1,217,207,419 165
TOTAL	130,129,170	2,075,500,593 845
	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (b)	**ANNULATIONS diverses.**
RENTES ANNULÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f00c
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,162 68
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1913	9,196,513	953,321,899 138
TOTAL	226,125,026	1,321,838,214 806

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES créées.	RENTES annulées.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES inscrites.	RENTES restant à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f	"
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208	(A) 2,963,972
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206	(B) 60
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528	(C) 3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343	(D) 16,755,173
1er janvier 1914	2,205,629,763	1,547,963,240	657,523,700	657,523,700	

	RENTES créées.	RENTES annulées.
Le montant des rentes inscrites (page 39) est de	2,203,500,935f	"
Le montant des rentes annulées (page 39) est de	"	1,545,834,412f
TOTAUX au 31 décembre 1913	2,203,500,935	1,545,834,412
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	2,205,629,763	1,547,963,240
D'où résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f (A)	

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f00c	40,216,000f00	"	"	"	"	"	"
23,091,637 00	23,091,637 00	"	"	"	"	"	"
190,272,026 00	135,647,967 00	1,034,764f	"	"	"	3,134,950f	50,454,345f00c
74,782,152 00	15,779,440 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 60	47,821,019 60	"	"	"	"	"	34,314,584 00
577,924,926 08	"	"	178,387,515f08c	"	"	"	399,537,411 00
1,217,207,419 165	346,001,605 00	"	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	327,396,860 024
2,205,629,763 845	(c) 608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024
"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
51,198,483f00c	35,177,914f00	7,068f	"	"	"	9,740f	16,003,761f00c
32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529 00
83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587 00
962,518,412 138	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	34,811,280 997
1,547,963,240 818	608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	189,652,321 997

(a) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(c) Note concernant les rentes 5 p. o/o.

TABLEAUX	RENTES 5 p. 0/0. CRÉÉES.	ANNULÉES.
N° X...	608,557,668f	608,557,668f
N° IX, page 42	606,428,840	606,428,840
DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (a)		

TOTAL DES RENTES existantes.	DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
657,523,700	"	"	"	"	"	"	657,523,700

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. o/o	15,322f
——— 3 p. o/o	948.650
TOTAL	2,963,972
(B) Rentes 3 p. o/o.	
(C) ——— 5 p. o/o.	
(D) Rentes 4 1/2 p. o/o.	3,744f
——— 3 p. o/o.	16,752,429
TOTAL	16,755,173

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. o/o (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f 00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. o/o, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. o/o, une différence en moins de 2,128,828 francs.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1914. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	"	"	"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,472,161	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	Compte général de l'Administration des finances pour 1848, page 445.
1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,911	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	1850	pour 1849, page 432.
1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,911	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	1851	pour 1850, page 424.
1852	711,751	182,318,194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,911	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	1852	pour 1851, page 426.
1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,911	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	1853	pour 1852, page 436.
1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,351	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	1854	pour 1853, page 439.
1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,227	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	1855	pour 1854, page 453.
1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,561	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	1856	pour 1855, page 448.
1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,561	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	1857	pour 1856, page 446.
1858	"	"	"	"	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,561	256,578	135,638,412	1,008,682	310,880,953	1858	pour 1857, page 450.
1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,561	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	1859	pour 1858, page 434.
1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,751	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	1860	pour 1859, page 440.
1861	"	"	"	"	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,561	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1861	pour 1860, page 456.
1862	"	"	"	"	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,015	395,792	180,621,924	1,108,676	356,044,376	1862	pour 1861, page 474.
1863	"	"	"	"	197,866	39,726,987	"	"	938	472,381	769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	1863	pour 1862, page 462.
1864	"	"	"	"	191,988	39,319,394	"	"	976	472,381	775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	1864	pour 1863, page 502.
1865	"	"	"	"	186,401	39,148,204	"	"	885	469,261	978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	1865	pour 1864, page 536.
1866	"	"	"	"	185,327	37,708,982	"	"	895	446,091	898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	1866	pour 1865, page 534.
1867	"	"	"	"	179,858	37,495,296	"	"	789	446,091	915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	1867	pour 1866, page 538.
1868	"	"	"	"	174,982	37,448,159	"	"	775	446,091	910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	1868	pour 1867, page 566.
1869	"	"	"	"	172,353	37,477,706	"	"	755	446,091	936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	1869	pour 1868, page 571.
1870	"	"	"	"	169,173	37,445,729	"	"	769	446,091	1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	1870	pour 1869, page 582.
1871	"	"	"	"	168,672	37,447,732	"	"	778	446,091	1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	1871	pour 1870, page 588.
1872	633,858	101,061,885	"	"	171,358	37,447,732	"	"	772	446,091	1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	1872	pour 1871, page 632.
1873	1,338,383	224,055,390	"	"	172,063	37,450,476	"	"	774	446,091	1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	1873	pour 1872, page 616.
1874	2,457,854	287,169,770	"	"	171,385	37,450,476	"	"	795	446,091	1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	1874	pour 1873, page 600.
1875	2,769,552	345,756,055	"	"	167,907	37,450,476	"	"	765	446,091	1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	1875	pour 1874, page 606.
1876	2,790,143	345,975,800	"	"	163,837	37,443,636	"	"	763	446,091	1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	1876	pour 1875, page 622.
1877	2,774,235	346,001,605	"	"	161,641	37,443,636	"	"	761	446,091	1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	1877	pour 1876, page 686.
1878	2,635,056	346,001,605	"	"	160,747	37,443,646	"	"	768	446,091	1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	1878	pour 1877, page 696.
1879	2,431,179	345,873,512	"	"	159,459	37,442,779	"	"	786	446,091	1,476,114	363,040,565	4,285,246	747,377,691	1879	pour 1878, page 750.

A) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917 — La période du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1848 a figuré pour la dernière fois au Compte de finances de 1904, page 60.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1914. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
1er janvier 1880	2,318,603	344,996,919	"	"	"	"	162,405	37,442,436	"	"	850	446,096
1881	2,278,436	343,893,162	"	"	"	"	166,474	37,442,210	"	"	857	446,096
1882	2,221,383	342,388,441	"	"	"	"	170,005	37,442,235	"	"	887	446,096
1883	2,295,830	340,845,836	"	"	"	"	175,086	37,433,505	"	"	962	446,096
1884	"	"	1,800,714	305,540,359	"	"	186,375	37,433,284	"	"	1,134	446,096
1885	"	"	1,970,592	305,540,359	"	"	186,632	37,433,278	"	"	1,180	446,096
1886	"	"	2,148,826	305,540,359	"	"	193,285	37,433,232	"	"	1,241	446,096
1887	"	"	2,208,708	305,540,359	"	"	198,506	37,432,534	"	"	1,313	446,096
1888	"	"	2,272,999	305,540,359	"	"	"	"	"	"	"	"
1889	"	"	2,188,245	305,540,303	"	"	"	"	"	"	"	"
1890	"	"	2,177,460	305,540,285	"	"	"	"	"	"	"	"
1891	"	"	2,139,946	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"
1892	"	"	2,090,662	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"
1893	"	"	1,960,667	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"
1894	"	"	1,800,064	305,540,276	"	"	"	"	"	"	"	"
1895	"	"	"	"	1,785,191	237,639,182	"	"	"	"	"	"
1896	"	"	"	"	1,823,488	237,638,405	"	"	"	"	"	"
1897	"	"	"	"	1,868,086	237,638,398	"	"	"	"	"	"
1898	"	"	"	"	1,896,775	237,638,395	"	"	"	"	"	"
1899	"	"	"	"	1,910,217	237,638,395	"	"	"	"	"	"
1900	"	"	"	"	1,879,753	237,638,374	"	"	"	"	"	"
1901	"	"	"	"	1,900,581	237,638,267	"	"	"	"	"	"
1902	"	"	"	"	1,880,787	237,638,246	"	"	"	"	"	"
1903	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1904	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1905	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1906	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1907	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1908	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1909	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1910	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1911	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1912	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1913	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1914	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
1,468,063	363,039,704	4,067,535	746,802,952	1er janvier 1880	Compte général de l'Administration des finances pour 1879, page 814.
1,456,659	363,039,256	3,949,921	745,925,155	1881	pour 1880, page 818.
1,475,526	363,038,988	3,902,426	744,820,724	1882	pour 1881, page 856.
1,502,738	363,047,685	3,867,801	743,315,760	1883	pour 1882, page 864.
1,534,969	363,047,128	3,974,616	741,773,122	1884	pour 1883, page 866.
1,563,944	363,046,046	3,523,192	706,466,867	1885	pour 1884, page 918.
1,573,758	363,038,351	3,722,348	706,465,779	1886	pour 1885, page 948.
1,649,365	391,690,289	3,917,110	706,458,038	1887	pour 1886, page 714.
1,944,224	425,398,760	4,057,892	735,109,278	1888	pour 1887, page 727.
2,029,323	433,892,251	4,217,223	730,939,119	1889	pour 1888, page 776.
1,992,005	433,856,720	4,217,568	739,432,554	1890	pour 1889, page 775.
1,952,501	433,855,132	4,169,465	739,397,005	1891	pour 1890, page 783.
1,998,965	428,200,040	4,092,447	739,395,408	1892	pour 1891, page 793.
2,154,930	456,429,070	4,089,627	733,830,316	1893	pour 1892, page 813.
2,220,186	456,467,702	4,115,597	761,969,346	1894	pour 1893, page 853.
2,242,646	456,467,213	4,020,250	762,007,978	1895	pour 1894, page 820.
2,250,222	456,464,375	4,027,837	694,106,395	1896	pour 1895, page 791.
2,257,501	456,391,914	4,053,710	694,102,780	1897	pour 1896, page 797.
2,228,438	456,390,953	4,125,587	694,030,312	1898	pour 1897, page 803.
2,262,139	456,390,456	4,125,213	694,029,348	1899	pour 1898, 2e vol., page 14.
2,342,624	456,367,401	4,172,356	694,028,851	1900	pour 1899, 2e vol., page 14.
2,437,555	456,353,426	4,222,377	694,005,775	1901	pour 1900, 2e vol., page 14.
2,556,829	439,849,158	4,338,136	693,991,693	1902	pour 1901, 2e vol., page 14.
3,729,787	666,676,950	4,437,616	677,487,404	1903	pour 1902, 2e vol., p. 14.
4,502,188	666,669,631	3,729,787	666,676,950	1904	pour 1903, 2e vol., p. 14.
4,560,687	666,652,819	4,502,188	666,669,631	1905	pour 1904, 2e vol., p. 14.
4,537,841	665,916,327	4,560,687	666,652,819	1906	pour 1905, 2e vol. page 14.
4,588,357	665,650,873	4,537,841	665,916,327	1907	pour 1906, 2e vol. page 14.
4,631,857	665,650,858	4,588,357	665,650,873	1908	pour 1907, 2e vol. page 14.
4,534,691	657,700,858	4,534,691	657,700,858	1909	pour 1908, 2e vol., p. 14.
4,448,852	657,700,858	4,448,852	657,700,858	1910	pour 1909, 2e vol., p. 14.
4,395,249	657,666,700	4,395,249	657,666,700	1911	pour 1910, 2e vol., p. 14.
4,392,302	657,666,523	4,392,902	657,666,523	1912	pour 1911, 2e vol., p. 14.
4,443,904	657,666,523	4,443,904	657,666,523	1913	pour 1912, 2e vol., p. 14.
4,484,811	657,666,523	4,484,811	657,666,523	1914	pour 1913, 2e vol., p. 14.

XI. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1913.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1913.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1914.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
	francs.	francs.	francs.	francs.
Rentes 3 p. o/o.....	1,811,347,065	562,111,358	538,011,258	1,835,447,165

DETTE

REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1914.

En exécution de la loi du 11 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci après

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142,000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882 ..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	403 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	585,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B).....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115
qu'on ne peut répartir en 170 séries; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475

On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590

unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371f56}{735,590} = 400f788,168,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de : $\frac{3,459,359,545f\ 45c}{8,508,293} = 406f\ 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1913. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1913. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1914. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18
1	175	Souscription publique..	41	134	1,099,700	245,076	12,568	257,644	842,056
2	172	*Idem*.....	38	134	2,402,324	502,812	27,934	530,746	1,871,578
3	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	36	134	2,499,170	499,834	29,402	529,236	1,969,934
4	170	*Idem*.....	36	134	198,390	39,678	2,334	42,012	156,378
5	170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	36	134	735,590	147,118	8,654	155,772	579,818
6	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	36	134	152,660	30,532	1,796	32,328	120,332
7	169	Souscription publique..	35	134	913,783	178,431	10,814	189,245	724,538
8	169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	35	134	139,763	27,291	1,654	28,945	110,818
9	163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. 0/0 perpétuelle.	29	134	366,913	60,777	4,502	65,279	301,634
		TOTAUX.....			8,508,293	1,731,549	(C) 99,658	1,831,207	6,677,086

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes; 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal; et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.
Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1914, on aura :
$15 \times 6,677,086 = 100,156,290f$
$500 \times 6,677,086 = 3,338,543,000f$ (Voir note page 69).

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans deux séries.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.		
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	122,538,000	505,186,470 00	627,724,470 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	251,406,000	1,012,179,390 00	1,263,585,390 00
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	269,756,000	1,089,863,677 50	1,359,619,677 50
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	191,686,000	762,147,229 37	953,833,229 37
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	30,388,500	111,112,173 75	141,500,673 75
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	865,774,500	3,480,488,940 62	4,346,263,440 62

DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1913.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1914.		
Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
6,284,000	12,725,100 00	19,009,100 00	128,822,000	517,911,570 00	646,733,570 00	421,028,000	303,422,940 00	724,450,940 00
13,967,000	28,283,175 00	42,250,175 00	265,373,000	1,040,462,565 00	1,305,835,565 00	935,789,000	674,396,595 00	1,610,185,595 00
15,868,000	32,132,700 00	48,000,700 00	285,624,000	1,121,996,377 50	1,407,620,377 50	1,063,156,000	766,186,380 00	1,829,342,380 00
11,459,000	23,204,475 00	34,663,475 00	203,145,000	785,351,704 37	988,496,704 37	767,753,000	553,297,815 00	1,321,050,815 00
2,251,000	4,558,275 00	6,809,275 00	32,639,500	115,670,448 75	148,309,948 75	150,817,000	108,689,535 00	259,506,535 00
49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	915,603,500	3,581,392,665 62	4,496,996,165 62	(a) 3,338,543,000	2,405,993,265 00	5,744,536,265 00

(a) Voir note page 69.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
SÉRIES AMORTIES.							
1879	175	549,850.000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041,013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 170.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 130.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 19.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710,752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 52.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 103.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 35.
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie : 148.
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie : 88.
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie : 47.
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie : 74.
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie : 61.
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	N° de la série sortie : 171.
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	N° de la série sortie : 113.
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	N° de la série sortie : 44.
1903	151	3,762,089,500	1	24,914.500	112,488,967 50	137,403,467 50	N° de la série sortie : 121.
1904	150	3,737,175 000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	N° de la série sortie : 66.
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	N° de la série sortie : 139.
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	N° de la série sortie : 122.
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	N° de la série sortie : 132.
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	N°s des séries sorties : 99-104.
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	N°s des séries sorties : 96-111.
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	N°s des séries sorties : 6-88.
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	N°s des séries sorties : 40-147.
1912	138	3,438,201,000	2	49,829.000	102,398,595 00	152,227,595 00	N°s des séries sorties : 10-129.
1913	136	3,388,372,000	2	49,829.000	100,903,725 00	150,732,725 00	N°s des séries sorties : 53-63.
TOTAL			41	915,603,500	3,581,392,665 62	4,496,996,165 62	
SÉRIES RESTANT À AMORTIR.							
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408.855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97.913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189.056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227.000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829.000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			12	298,974,000	574,030.080 00	873,004,080 00	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			12	298,974,000	574,030,080 00	873,004,080 00	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829.000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829.000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096.697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74.743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,743,500	65,400,562 30	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,743,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 40	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 00	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614.055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,658,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242 305 00	151,729,305 00	
TOTAL			134	(A) 3,338,543,000	2,405,993,265 00	5,744,536,265 00	

(A) Dans cette somme se trouve compris le capital de 27,000 francs correspondant à 810 francs de rentes ayant fait retour à l'État et annulées. Les séries entrant dans la composition de ces rentes n'ayant pas encore été désignées par le sort pour être remboursées, il n'a pas été possible de réduire de ces 27,000 francs le capital à amortir.

RÉCAPITULATION.

Séries amorties	41	915,603,500	3,581,392,665 62	4,496,996,165 62
Séries restant à amortir	134	(A) 3,338,543,000	2,405,993,265 00	5,744,536,265 00
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146 500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le *Compte général des finances de 1895*, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1906 et 1907, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1906 a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1906, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1907, il en résulte pour cette année, comparée à 1906, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1905 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1907 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1906, soit..... 747,435f 00c
alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1907 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50
Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1907, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 — 373,717 50

Le total de la diminution pour 1907 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

Pour l'année 1907, le décompte de ces intérêts s'établit comme il suit :

Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1907 montait à 3,662,431,500 francs.
L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de..... 109,872,945f 00c
Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1907 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef..... 373,717 50

Le montant des intérêts à payer en 1907 est ainsi ramené à..... 109,499,227 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à..... 109,499,227 50

A déduire :

1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435f 00c
2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci..... 373,717 50
— 1,121,152 50

MONTANT des intérêts pour 1908..... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier..... 3,587,688,000f
INTÉRÊTS à 3 p. o/o..... 107,630,640f
A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909..... 747,435
INTÉRÊTS à payer en 1909..... 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1914, des crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1914 par diverses lois était de..... 127,624,395f

(Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.)

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1913 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500
Emission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....		36,034,860
Emission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....		40,463 400
Emission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....		5,503,695
TOTAL.....		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1913 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1913 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1907, soit dix-sept fois 747,435 francs, ci.....	12,706,395	
6° Pendant les années 1908, 1909, 1910, 1911 et 1912.....	7,478,050	
Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décisions ministérielles des 30 juin 1906 et 27 mai 1907).....	(A) 1,110	
TOTAL.....	25,974,045	
Décroissement pendant l'année 1913 :		
Rentes afférentes aux séries sorties le 1er mars 1913....	1,494,870	
TOTAL.....	27,468,915	27,468,915
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1914.....		100,155,480

(A) Les rentes portées au compte de réduction appartiennent aux séries suivantes :

Série 50, pour 330 francs Série 99, pour 270 francs	600 francs.	Série 4, pour 120 francs Série 101, pour 15 francs Série 111, pour 30 francs Série 126, pour 300 francs Série 169, pour 45 francs	510 francs.

Sur les 1,110 francs de rentes portés au compte de réduction, 810 francs seulement appartiennent à des séries restant à amortir, les 300 francs de surplus font partie des séries remboursées en 1909 et antérieurement.

Suite du COMPTE DES RENTES.

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1913.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1913.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1914.
	ACCROISSEMENT. (Rejets.)	DÉCROISSEMENT. (Rétablissements.)	
21,675f	3,105f	1,710f	23,070f

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	162,866	2,442,990f
30	108,340	3,250,200
60	73,307	4,398,420
150	19,174	2,876,100
300	7,913	2,373,900
600	2,450	1,470,000
1,000	684	1,026,000
3,000	958	2,874,000
TOTAUX	375,692	20,711,610

Suite du COMPTE DES RENTES.

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1913.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430.035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415 053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448 739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990
31 décembre 1900	39,314	400,133	439,447	91,833,240	22,524,315	114,357,555
31 décembre 1901	43,567	408,292	451,859	90,853,005	22,757,115	113,610,120
31 décembre 1902	44,363	411,313	455.676	90,135,900	22,726,785	112,862,685
31 décembre 1903	44,928	409,624	454,552	89,459,790	22,655,460	112,115,250
31 décembre 1904	45,529	409,155	454,684	88,858,380	22,509,435	111,367,815
31 décembre 1905	45,848	410,381	456,219	88,108,890	22,511,490	110,620,380
31 décembre 1906	46,667	411,067	457,734	87,332,820	22,539,525	109,872,345
31 décembre 1907	48,406	413,512	461,918	86,614,590	22,509,810	109,124,400
31 décembre 1908	49,454	406,322	455,776	85,423,635	22,206,165	107,629,800
31 décembre 1909	49,687	398,708	448,395	84,344,760	21,790,200	106,134,960
31 décembre 1910	50,209	389,667	439,876	83,150,220	21,489,870	104,640,090
31 décembre 1911	51,045	386,685	437,730	81,899,835	21,245,385	103,145,220
31 décembre 1912	52,095	382,106	434,101	80,435,505	21,214,845	101,650,350
31 décembre 1913	52,529	375,692	428,221	79,443,870	20,711,610	100,155,480

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

En exécution de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, il a été institué au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée aux obligations émises pour le service des Chemins de fer de l'État.

Ces obligations sont émises pour faire face aux dépenses ci-après :

1° Travaux complémentaires de premier établissement proprement dits;

2° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel naval et du matériel roulant ;

3° Dépenses complémentaires de premier établissement du matériel inventorié ;

4° Études et travaux de construction des lignes nouvelles, y compris les parachèvements ;

5° Dépenses exceptionnelles de mise en état d'entretien du matériel roulant et des voies et bâtiments afférentes à l'arriéré légué par la Compagnie de l'Ouest. L'ensemble de ces charges est fixé au maximum de soixante-quinze millions de francs (75,000,000 fr.) ;

6° Reconstitution des fonds de réserve du réseau racheté de l'Ouest en ce qui concerne l'assurance contre l'incendie, ainsi que la réserve du réseau à voie étroite (réseau breton), et constitution d'un fonds de réserve d'assurance maritime pour le réseau racheté de l'Ouest ;

7° Constitution de la dotation initiale de la réserve de l'exploitation ;

8° Accroissement du fonds de roulement ;

9° Charges nettes du capital d'établissement des lignes à l'étude ou en construction et insuffisance des produits nets des lignes partiellement exploitées jusqu'au 1er janvier de l'année qui suivra la mise en exploitation de ces lignes dans toute leur étendue.

Le maximum des émissions est fixé chaque année par la loi de finances ; le taux et l'époque des émissions sont déterminés par décret.

Aux termes de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, les obligations des Chemins de fer de l'État sont émises par séries groupant les émissions autorisées pendant une période de dix années consécutives.

Il est affecté au service des intérêts et de l'amortissement des annuités calculées de telle sorte que la charge correspondant à chaque émission soit constante et que le remboursement soit achevé dans un délai maximum de 50 ans à dater de la souscription de la première émission de chaque série, sous réserve de l'exercice du droit que l'Etat conserve de rembourser à toute époque ces obligations au pair par anticipation.

Le nombre des obligations à rembourser chaque année est augmenté ou diminué de façon à constituer un multiple de cent. Les centaines d'obligations à amortir sont désignées par voie de tirage au sort. Le tirage annuel a lieu un mois au moins avant l'époque fixée pour le remboursement qui coïncide avec l'échéance d'un coupon.

La première échéance de remboursement a été fixée au 1er février 1913 par l'article 2 du décret du 9 mars 1912.

FACULTÉ D'ÉMISSION.

LOIS ET DÉCRETS.	MONTANT DES AUTORISATIONS D'ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS AMORTISSABLES.			OBSERVATIONS.
	Ancien réseau de l'État.	Réseau racheté de l'Ouest.	Ensemble.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Années 1909 et 1910.				
13 juillet 1911 (Article 158).....	//	103,025,847 03	103,025,847 03	
Exercice 1911.				
13 juillet 1911 (article 69).....	27,910,000 00	123,259,400 00		
		213,000 00		
16 décembre 1911.....	//	713,000 00	152,466,411 15	
28 juin 1912.....	//	387,000 00		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1911 et loi du 15 juillet 1912.....	//	*– 15,988 85*		
	– 6.985,866 14	*– 12.584,766 65*	*– 19,570,632 79*	
TOTAL RELATIF À 1911.....	20,924,133 86	111,971,644 50	132,895,778 36	
Exercice 1912.				
27 février 1912.....	26,270,000 00	117,420,000 00	143,690,000 00	
13 juillet 1912.....	//	8,147,114 13	8,147,114 13	
15 juillet 1912 (Reports de 1911).....	6,985,866 14	12,584,766 65	19,570,632 79	
15 juillet 1912.....	5,076,900 00	24,956,900 00	30,033,800 00	
23 décembre 1912.....	*– 5,977,366 14*	6,508,133 35	530,767 21	
28 mars 1913.....	525,000 00	1,325,000 00	1,850,000 00	
TOTAL RELATIF À 1912.....	32,880,400 00	170,941,914 13	203,822,314 13	
Exercice 1913.				
30 juillet 1913.....	43,041,200 00	184,287,100 00	227,328,300 00	
29 décembre 1913 (Crédits supplémentaires).....	1,278,828 46	*– 1,364,593 59*	*– 85,765 13*	
29 décembre 1913 (Exercices clos).....	//	14,289 48	14,289 48	
TOTAL RELATIF À 1913.....	44,320,028 46	182.936,795 89	227,256,824 35	
TOTAL GÉNÉRAL AU 31 DÉCEMBRE 1913.....			667,000,763 87	

ÉMISSIONS ET AMORTISSEMENT.

I. — ÉMISSIONS.

Émissions antérieures au 1er janvier 1913.

En vertu du décret du 9 mars 1912, il a été émis le 23 mars 1912, avec jouissance du 1er février 1912, 600,000 obligations pour un capital nominal de..... 300,000,000f

Émissions effectuées du 1er janvier au 31 décembre 1913.

Un décret du 27 mars 1913 a autorisé le Ministre des Finances à négocier 200,000 obligations amortissables.

Ces 200,000 titres ont été émis, le 11 avril 1913, avec jouissance de ce jour pour un capital nominal de..... 100,000,000

TOTAL des émissions au 31 décembre 1913..... 400,000,000

II. — AMORTISSEMENT.

Par application de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911 et de l'article 2 du décret du 9 mars 1912, il a été amorti au 1er février 1913, 3,900 obligations représentant un capital nominal de..... 1,950,000

Le nombre des obligations existant au 31 décembre 1913 est ainsi ramené à 796,100 pour un capital nominal de..... 398,050,000

Au 31 décembre 1913, la situation des obligations émises s'établissait comme suit :

409,462 obligations au porteur en circulation pour un capital nominal de.....	204,731,000
386,178 obligations déposées en échange de certificats nominatifs pour un capital nominal de.....	193,089,000
460 obligations en dépôt à divers titres dans les Caisses de l'Agent-comptable, Chef du Service des Titres, pour un capital nominal de.....	230,000
TOTAL 796,100 obligations pour un capital nominal de.....	398,050,000

TABLEAU DES ANNUITÉS

PRÉVUES POUR L'AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS 4 0/0

DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

ÉMISES EN 1912 ET 1913.

ANNÉES.	NOMBRE D'OBLIGATIONS à amortir.	ANNUITÉ D'INTÉRÊT et amortissement.	ANNÉES.	NOMBRE D'OBLIGATIONS à amortir.	ANNUITÉ D'INTÉRÊT et amortissement.
1914	5,500	18,672,000f	1939	14,500	18,624,000f
1915	5,700	18,662,000	1940	15,200	18,684,000
1916	5,900	18,648,000	1941	15,700	18,630,000
1917	6,100	18,630,000	1942	16,300	18,616,000
1918	6,400	18,658,000	1943	17,100	18,690,000
1919	6,600	18,630,000	1944	17,700	18,648,000
1920	6,900	18,648,000	1945	18,400	18,644,000
1921	7,200	18,660,000	1946	19,100	18,626,000
1922	7,500	18,666,000	1947	20,000	18,694,000
1923	7,800	18,666,009	1948	20,700	18,644,000
1924	8,100	18,660,000	1949	21,500	18,630,000
1925	8,300	18,598,000	1950	22,400	18,650,000
1926	8,800	18,682,000	1951	23,300	18,652,000
1927	9,100	18,656,000	1952	24,300	18,686,000
1928	9,500	18,674,000	1953	25,100	18,600,000
1929	9,700	18,584,000	1954	26,300	18,698,000
1930	10,300	18,690,000	1955	27,300	18,672,000
1931	10,700	18,684,000	1956	28,300	18,626,000
1932	10,900	18,570,000	1957	29,500	18,660,000
1933	11,500	18,652,000	1958	30,600	18,620,000
1934	12,000	18,672,000	1959	31,900	18,658,000
1935	12,500	18,682,000	1960	33,100	18,620,000
1936	12,900	18,632,000	1961	34,500	18,658,000
1937	13,500	18,674,000	1962	35,900	18,668,000
1938	14,000	18,654,000			
				796,100	913,902,000

Capital emprunté	400,000,000 francs.
Capital amorti	1,950,000
Capital restant à amortir	398,050,000

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1914.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal.....	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01c
Intérêts.....	1,385,776,484 01	
A reporter.....		1,710,776,484 01

Report.....		1,710,776,484f 10c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre.....	12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre.....	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre..... 6,833,333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs.....	1,660,500,000 00	
SOMME ÉGALE.....	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1913 :		
De 1871 à 1873 inclusivement..... (A)	50,276,484f 01c	
De 1874 à 1912 inclusivement, 39 annuités à 20,500,000f.	799,500,000 00	
TOTAL.....	849,776,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1913 :		
Annuité de (intérêts et amortissement).....	20,500,000 00	
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements.....	870,276,484 01	870,276,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1914 à 1954, soit 41 annuités à 20,500,000 francs, ci..		840,500,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir.....			325,000000f 00c
Capital amorti	de 1874 à 1912 inclusivement.....	22,312,371f 33c	
	pendant l'année 1913.....	1,560,513 39	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1914.		23,872,884 72	23,872,884 72
Capital restant à amortir de 1914 à 1954.....			301,127,115 28

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884 page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 13252823328 p. o/o.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1914.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f 00c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1913	40,736,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1913	2,546,000	
TOTAL	43,282,000	43,282,000 00
Dépenses restant à effectuer de 1914 à 1958, soit 45 annuités à 2,546,000 francs, ci		114,570,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti : antérieurement à l'année 1913	7,205,762f 00c	
Capital amorti : pendant l'année 1913	584,676 50	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1914	7,790,438 50	7,790,438 50
Capital restant à amortir de 1914 à 1958		59,763,739 40

ANNUITÉ À LA COMPAGNIE D'ORLÉANS

POUR LES LIGNES ÉCHANGÉES ENTRE ELLE ET L'ÉTAT.

(Convention du 18 juin 1883.)
(Loi du 20 novembre 1883. — Arrêté ministériel du 18 janvier 1900.)

Une convention passée le 18 juin 1883, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et approuvée par la loi du 20 novembre suivant, a réglé l'échange entre cette Compagnie et l'État de diverses lignes de chemins de fer. La soulte résultant de cette opération devait être versée annuellement à la compagnie.

Le montant de cette soulte n'a été déterminé que par un arrêté pris le 18 janvier 1900 par le Ministre des travaux publics, sur le rapport de la Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et après avis conforme du Ministre des finances. Il a été fixé pour les années courues de 1884 à 1891 inclusivement ainsi qu'il suit :

1884	2,962,200f 43c
1885	2,579,032 40
1886	2,779,607 53
1887	2,344,076 08
1888	2,569,038 43
1889	2,695,233 92
1890	2,588,085 22
1891	2,350,700 02

Quant aux années ultérieures, l'article 2 dudit arrêté a transformé ces annuités variables en une annuité fixe de 2,348,000 francs que l'État s'est engagé à payer à la Compagnie d'Orléans jusqu'en 1957 inclusivement (A).

Le montant du capital correspondant aux annuités dues à la Compagnie dès 1884, calculé au taux de 3 fr. 75 p. o/o, s'élevait à 60,191,675 fr. 03, valeur au 1er janvier 1884.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1913.

Montant des dépenses à effectuer		173,487,974f 03c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1913	67,827,974f 03c	70,175,974 03
Dépenses effectuées pendant l'année 1913	2,348,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1914 (44 annuités de 2,348,000 francs)		103,312,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		60,191,675 03
Capital amorti : antérieurement au 1er janvier 1913	9,523,779 81c	
Capital amorti : pendant l'année 1913	447,953 93	
TOTAL de l'amortissement au 1er janvier 1914	9,971,733 74	9,971,733 74
Capital restant à amortir de 1914 à 1957		50,219,941 29

(A) Comme il n'a été fait aucun payement à la Compagnie d'Orléans pendant l'année 1900, le point terminal de l'annuité se trouve reporté au 1er janvier 1957.

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1914, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1914.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1913 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1912, pages 83 et suivantes	38,212,518f 82c	3,264,703,219f 14c	1,559,688,726f 16c	1,705,014,492f 98c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1913..	190,750 78	8,292,102 96	190,750 78	8,101,352 18
Situation définitive au 1er janvier 1913	38,403,269 60	3,272,995,322 10	1,559,879,476 94	1,713,115,845 16
Montant des opérations de l'année 1913, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer	»	»	38,403,269 60	38,403,269 60
Décroissement provenant de l'extinction en 1913 de l'annuité à la Compagnie de Fives-Lille	85,491 92	»	»	»
Situation au 1er janvier 1914	38,317,777 68	3,272,995,322 10	1,598,282,746 54	1,674,712,575 56

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1913.			
Compagnie du Nord	360,042 f 46 c	909,860 f 80 c	1.269,903 f 26 c
Compagnie de l'Est	4,069,955 42	"	4,069,955 42
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 84	4,548,052 20
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	13,818,734 58	3,167,451 51	16,986,186 09
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,388,917 28	8,462,978 86
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00
Syndicat de Grande-Ceinture	"	22,478 35	22,478 35
Compagnie de Fives-Lille	"	85,491 92	85,491 92
TOTAL des accroissements antérieurs à 1913 à reporter	29,635,793 98	12,279,674 82	41,915,468 80

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.	
Report	29,635,793 f 98 c	12,279,674 f 82 c	41,915,468 f 80 c	
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1913.	"	"	"	
Annuités afférentes à la suppression des passages à niveau. — Compagnie du Nord	47,947 33			
— de l'Est	48,877 88			
— d'Orléans	47,046 77	"	(A) 190,750 78	190,750 78
— de Paris-Lyon-Méditerranée	46,878 80			
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1914	29,635,793 98	12,470,425 60	42,106,219 58	
Décroissements antérieurs à l'année 1913	3,473,958 86	228,991 12	(B) 3,702,949 98	
Décroissements pendant l'année 1913	"	85,491 92	(C) 85,491 92	
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1914	3,473,958 86	314,483 04	3,788,441 90	
Annuités inscrites au 1er janvier 1914	26,161,835 12	12,155,942 56	38,317,777 68	

(A) Annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1913. (Arrêté du Ministre des Travaux publics du 12 janvier 1912.)

(B) Rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)

(C) Extinction de l'annuité à la compagnie de Fives-Lille.

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	1,841,833f 66c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	50,352 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875 à reporter	173,233,805 00	8,063,012 66		

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (date des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.				
Report	173,233,805f 00c	8,063,012f 66c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876	24,000,000 00	1,099,311 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1868 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (a)	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.)	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter	335,053,605 00	15,473,268 96		

(a) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités*

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	335,053,605f 00c	15,473,268f 96c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1878...	59,200,000 00	2,711,663 24		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2 295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
Total des annuités inscrites pendant l'année 1879...	50,000,000 00	2,295,727 40		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	452,953,605 00	20,883,618 14		

inscrites au 1er janvier 1914.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	452,953,605f 00c	20,883,618f 14c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
Total des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
Total des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
Total des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	559,503,605 00	25,892,378 10		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
Total des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1913.....	565,003,605 00	26,161,835 12		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	"	"	"	Annuité supprimée par suite du rachat de la Compagnie de l'Ouest. (Loi du 13 juillet 1908.)
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Eloi	4,656,170f 00c	213,983f 84c	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1845	4,656,170 00	213,983 84		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	47,856,170 00	2,193,780 62		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS (Suite).				
Report	47,856,170f 00c	2,193,780f 62c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882	7,0000,00 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A. (2) Voir même compte et même page, observation B.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1956 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	117,731,170 00	5,453,110 48		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	117,731,170f 00c	5,453,110f 48c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868.— Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Aix	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875.— Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 4 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431 86		
A reporter	217,712,717 24	10,387,028 62		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	217,712,717f 24c	10,387,028f 62c		Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1901. (Loi du 25 février 1901.) Antérieurement au 1er janvier 1901, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes	4,594,542f 68c 5,189,108 27 1,442,099 08	11,225,750 03	3,9959616 3,8958154 3,6498546	Convention du 5 août 1887. — Loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958 (70 ans). — Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1958 (69 ans). — Amortissement du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1958 (68 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1901	11,225,750 03	471,647 21		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1903. (Loi du 31 mars 1903.) Antérieurement au 1er janvier 1903, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (matériel roulant, outillage, mobilier, etc.)	"	"	4,865	Capital amorti en 1913. (Dernier payement : le 1er août 1913).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1913. (Loi du 30 juillet 1913.) Antérieurement au 1er janvier 1913, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Suppression des passages à niveau	1,116,327 48	47,947 33	2,87094	
COMPAGNIE DE L'EST.				
Suppression des passages à niveau	1,117,394 64	48,877 88	3,28423	Convention du 8 mai 1886. Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1950 (39 ans). Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1954 (43 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Suppression des passages à niveau	1,116,133 90	47,046 77	3,18858	Loi du 16 août 1886. Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1956 (45 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Suppression des passages à niveau	1,116,413 39	46,878 80	3,27618	Amortissement du 1er janvier 1912 au 1er janvier 1958 (47 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1913	4,466,269 41	190,750 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1913	256,698,222 68 (a)	12,155,942 56		(a) Le total des sommes à amortir pour le remboursement des avances au 31 décembre 1913 est de 256,698,222f 68c En ajoutant le capital afférent à la Cie de Fives-Lille (amorti en 1913, soit 895,531 56 on trouve 257,593,754 24
RÉCAPITULATION.				
Subventions	565,003,605 00	26,161,835 12		(Voir tableau, page 102).
Avances	256,698,222 68	12,155,942 56		De même le total (Subventions et avances est de 821,701,827f 68c 895,531 56 822,597,359 24
TOTAL GÉNÉRAL	821,701,827 68 (a)	38,317,777 68		(Voir même tableau).

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1913.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	5,568,382f 09c	82,839,631f 79c	88,408,013f 88c	287,336f 21c	1,554,497f 45c	1,841,833f 66c	5,855,718f 30c	84,394,129f 24c	90,249,847f 54c	34,328,086f 70c	41,187,093f 36c	75,515,180f 06c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	413,533 39	6,054,700 61	6,468,234 00	21,469 85	116,152 15	137,622 00	435,003 24	6,170,852 76	6,605,856 00	2,564,996 76	3,077,505 24	5,642,502 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	4,132,391 00	41,691,909 50	45,824,300 50	264,677 00	1,556,365 74	1,821,042 74	4,397,068 00	43,248,275 24	47,645,343 24	33,102,932 00	41,559,820 34	74,662,752 34
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	562,646 00	5,911,971 48	6,474,617 48	39,164 00	230,293 02	269,457 02	601,810 00	6,142,264 50	6,744,074 50	4,898,190 00	6,149,547 82	11,047,737 82
TOTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	10,676,952 48	136,498,213 38	147,175,165 86	612,647 06	3,457,308 36	4,069,955 42	11,289,599 54	139,955,521 74	151,245,121 28	74,894,205 46	91,973,966 76	166,868,172 22
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	2,480,167 88	44,443,256 08	46,923,423 96	133,450 65	983,773 73	1,117,224 38	2,613,618 53	45,427,029 81	48,040,648 34	21,761,181 47	30,748,364 39	52,509,545 86
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	846,167 69	14,663,765 91	15,509,933 60	46,315 99	341,432 35	387,748 34	892,483 68	15,005,198 26	15,897,681 94	7,552,516 32	10,671,655 66	18,224,171 98
TOTAL	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	3,326,335 57	59,107,021 99	62,433,357 56	179,766 64	1,325,206 08	1,504,972 72	3,506,102 21	60,432,228 07	63,938,330 28	29,313,697 79	41,420,020 05	70,733,717 84
A reporter	119,003,605 00	333,781,736 62	452,785,341 62	14,003,288 05	195,605,235 37	209,608,523 42	792,413 70	4,782,514 44	5,574,928 14	14,795,701 75	200,387,749 81	215,183,451 56	104,207,903 25	133,393,986 81	237,601,890 06

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1914*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.			PENDANT L'ANNÉE 1913.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	119,003 605f00c	333,781,736f62c	452,785,341f62c	14,003,288f05c	195,605,235f37c	209,608,523f42c	792,413f70c	4,782,514f44c	5,574,928f14c	14,795,701f75c	200,387,749f81c	215,183,451f56c	104,207,903f25c	133,393,986f81c	237,601,890f06c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)....	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	2,843,801 43	63,206,154 30	66,049,955 73	157,646 77	1,176,695 77	1,334,342 54	3,001,448 20	64,382,850 07	67,384,298 27	23,415,218 80	33,294,339 15	56,709,557 95
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	5,892,995 40	94,872,317 62	100,765,313 02	303,193 09	1,774,442 23	2,077,635 32	6,196,188 49	96,646,759 85	102,842,948 34	39,203,811 51	49,095,689 59	88,299,501 10
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	192,629 83	3,004,378 16	3,197,007 99	10,033 13	58,719 73	68,752 86	202,662 96	3,063,097 89	3,265,760 85	1,297,337 04	1,624,659 51	2,921,996 55
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	135,156 07	2,038,612 61	2,173,768 68	7,214 95	43,337 81	50,552 76	142,371 02	2,081,950 42	2,224,321 44	957,628 98	1,216,139 70	2,173,768 68
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	912,223 83	15,080,829 77	15,993,053 60	49,931 90	349,894 44	399,826 34	962,155 73	15,430,724 21	16,392,879 94	7,737,844 27	10,654,167 37	18,392,011 64
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen...	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	1,009,157 81	13,497,349 63	14,506,507 44	57,510 44	345,448 10	402,958 54	1,066,668 25	13,842,797 73	14,909,465 98	7,633,331 75	9,693,885 47	17,327,217 22
TOTAL.....	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	10,985,964 37	191,699,642 09	202,685,606 46	585,530 28	3,748,538 08	4,334,068 36	11,571,494 65	195,448,180 17	207,019,674 82	80,245,172 35	105,578,880 79	185,824,053 14
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	2,695,991 87	44,091,988 93	46,787,980 80	139,116 91	835,632 69	974,749 60	2,835,108 78	44,927,621 62	47,762 730 40	18,464,891 22	23,449,341 58	41,914,232 80
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	2,658,019 76	43,470,975 76	46,128,995 52	137,157 49	823,863 25	961,020 74	2,795,177 25	44,294,839 01	47,090,016 26	18,204,822 75	23,119,069 07	41,323,891 82
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	341,693 55	5,051,664 81	5,393,358 36	18,877 76	119,413 48	138,291 24	360,571 31	5,171,078 29	5,531,649 60	2,639,428 69	3,445,385 87	6,084,814 56
TOTAL.....	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	5,695,705 18	92,614,629 50	98,310,334 68	295,152 16	1,778,909 42	2,074,061 58	5,990,857 34	94,393,538 92	100,384,396 26	39,309,142 66	50,013,796 52	89,322,939 18
A reporter.....	256,120,272 00	779,216,133 02	1,035,336,405 02	30,684,957 60	479,919,506 96	510,604,464 56	1,673,096 14	10,309,961 94	11,983,058 08	32,358,053 74	490 229,468 90	522,587,522 64	223,762,218 26	288,986,664 12	512,748,882 38

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.			PENDANT L'ANNÉE 1913.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	256,120,272f 00c	779,216,133f 02c	1,035,336,405f 02c	30,684,957f 60c	479,919,506f 96c	510,604,464f 56c	1,673,096f 14c	10,309,961f 94c	11,983,058f 08c	32,358,053f 74c	490,229,468f 90c	522,587,522f 64c	223,762,218f 26c	288,986,664f 12c	512,748,882f 38c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central.....	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	139,707 59	3,160,368 91	3,300,076 50	7,763 05	59,585 45	67,348 50	147,470 64	3,219,954 36	3,367,425 00	1,185,862 36	1,710,123 14	2,895,985 50
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	4,176,891 98	68,311,528 18	72,488,420 16	215,533 42	1,294,642 00	1,510,175 42	4,392,425 40	69,606,170 18	73,998,595 58	28,607,574 60	36,329,968 46	64,937,543 06
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon.....	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	1,486,549 75	25,879,658 93	27,366,208 68	77,676 46	517,241 12	594,917 58	1,564,226 21	26,396,900 05	27,961,126 26	11,435,773 79	15,335,517 31	26,771,291 10
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	10,125,786 64	165,603,718 64	175,729,505 28	522,504 54	3,138,526 82	3,661,031 36	10,648,291 18	168,742,245 46	179,390,536 64	69,351,708 82	88,072,639 66	157,424,348 48
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres...	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	5,467,924 76	89,426,008 36	94,893,933 12	282,152 46	1,694,804 48	1,976,956 94	5,750,077 22	91,120,812 84	96,870,890 06	37,449,922 78	47,559,225 64	85,009,148 42
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	908,502 07	14,161,096 13	15,069,598 20	47,794 27	287,085 69	334,879 96	956,296 34	14,448,181 82	15,404,478 16	6,343,703 66	8,056,134 62	14,399,838 28
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	6,183,879 29	94,828,126 31	101,012,005 60	327,646 99	1,968,080 41	2,295,727 40	6,511,526 28	96,796,206 72	103,307,733 00	43,488,473 72	55,227,804 48	98,716,278 20
Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	1,645,440 36	26,910,604 44	28,556,044 80	84,907 07	510,010 53	594,917 60	1,730,347 43	27,420,614 97	29,150,962 40	11,269,652 57	14,311,804 23	25,581,456 80
Lyon à Montbrison.....	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	1,221,014 65	21,879,937 07	23,100,951 72	65,699 21	484,323 45	550,022 66	1,286,713 86	22,364,260 52	23,650,974 38	10,713,286 14	15,137,778 88	25,851,065 02
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	2,334,466 07	35,212,444 21	37,546,910 28	124,621 34	748,562 62	873,183 96	2,459,087 41	35,961,006 83	38,420,094 24	16,540,912 59	21,005,997 69	37,546,910 28
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	442,319 87	6,671,831 47	7,114,151 34	23,612 46	141,832 92	165,445 38	465,932 33	6,813,664 39	7,279,596 72	3,134,067 67	3,980,083 67	7,114,151 34
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	2,296,325 72	30,168,866 48	32,465,192 20	132,384 34	795,192 58	927,576 92	2,428,710 06	30,964,059 06	33,392,769 12	17,571,289 94	22,314,517 62	39,885,807 56
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	712,627 58	10,749,061 12	11,461,688 70	38,042 31	228,508 59	266,550 90	750,669 89	10,977,569 71	11,728,239 60	5,049,330 11	6,412,358 59	11,461,688 70
TOTAL.....	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	37,141,436 33	592,963,250 25	630,104,686 58	1,950,337 92	11,868,396 66	13,818,734 58	39,091,774 25	604,831,646 91	643,923,421 16	262,141,558 75	335,453,953 99	597,595,512 74
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	1,011,635 56	8,428,426 12	9,440,061 68	64,199 12	272,945 94	337,145 06	1,075,834 68	8,701,372 06	9,777,206 74	6,096,040 32	6,378,326 90	12,474,367 22
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	64,701 15	553,528 65	618,229 80	4,223 80	18,673 60	22,897 40	68,924 95	572,202 25	641,127 20	409,200 05	438,003 75	847,203 80
TOTAL.....	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	1,076,336 71	8,981,954 77	10,058,291 48	68,422 92	291,619 54	360,042 46	1,144,759 63	9,273,574 31	10,418,333 94	6,505,240 37	6,816,330 65	13,321,571 02
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions..	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	68,902,730 64	1,081,864,711 98	1,150,767,442 62	3,691,856 98	22,469,978 14	26,161,835 12	72,594,587 52	1,104,334,690 12	1,176,929,277 74	492,409,017 38	631,256,948 76	1,123,665,966 14

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1914.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.			PENDANT L'ANNÉE 1913.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Suppression des passages à niveau	1,117,394f 64c	984,354f 20c	2,101,748f 84c	12,180f 07c	36,697f 81c	48,877f 88c	12,580f 09c	36,297f 79c	48,877f 88c	24,760f 16c	72,995f 60c	97,755f 76c	1,092,634f 48c	911,358f 60c	2,003,993f 08c
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	111,393,457 12	146,093,457 12	4,392,061 18	71,830,612 10	76,222,673 28	226,636 34	1,361,336 02	1,587,972 36	4,618,697 52	73,191,948 12	77,810,645 64	30,081,302 48	38,201,509 00	68,282,811 48
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	397,455 04	6,771,844 76	7,169,299 80	21,957 96	161,870 24	183,828 20	419,413 00	6,933,715 00	7,353,128 00	3,580,587 00	5,059,338 40	8,639,925 40
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	289,227 81	5,247,161 49	5,536,389 30	17,487 75	136,866 93	154,354 68	306,715 56	5,384,028 42	5,690,743 98	2,693,284 44	4,021,144 14	6,714,428 58
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	463,981 26	6,205,677 54	6,669,658 80	26,441 63	158,826 67	185,268 30	490,422 89	6,364,504 21	6,854,927 10	3,509,577 11	4,456,959 79	7,966,536 90
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	2,422,534 54	35,336,998 48	37,759,533 02	131,440 35	789,523 87	920,964 22	2,553,974 89	36,126,522 35	38,680,497 24	17,446,025 11	22,155,436 35	39,601,461 46
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	1,216,022 93	13,589,248 91	14,805,271 84	76,868 45	480,182 11	557,050 56	1,292,891 38	14,069,431 02	15,362,322 40	10,407,108 62	13,824,590 74	24,231,699 36
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	509,269 00	5,691,230 97	6,200,499 97	32,193 00	201,101 98	233,294 98	541,462 00	5,892,332 95	6,433,794 95	4,358,538 00	5,789,793 63	10,148,331 63
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	3,711,848 00	49,645,421 68	53,357,269 68	211,533 00	1,270,613 38	1,482,146 38	3,923,381 00	50,916,035 06	54,839,416 06	28,076,619 00	35,655,675 34	63,732,294 34
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	1,533,206 38	18,446,892 62	19,980,099 00	101,641 37	652,324 63	753,966 00	1,634,847 75	19,099,217 25	20,734,065 00	14,165,152 25	18,632,368 75	32,797,521 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	302,610 35	2,566,905 64	2,869,515 99	21,642 14	111,823 72	133,465 86	324,252 49	2,678,729 36	3,002,981 85	2,675,747 51	3,130,017 40	5,805,764 91
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	398,158 80	6,286,436 36	6,684,595 16	24,144 30	172,461 44	196,605 74	422,303 10	6,458,897 80	6,881,200 90	3,577,696 90	4,974,652 79	8,552,349 69
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	15,636,375 29	221,618,430 55	237,254,805 84	891,986 29	5,496,930 99	6,388,917 28	16,528,361 58	227,115,361 54	243,643,723 12	120,571,638 42	155,901,486 33	276,473,124 75
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	463,981 27	6,205,677 53	6,669,658 80	26,441 63	158,826 67	185,268 30	490,422 90	6,364,504 20	6,854,927 10	3,509,577 10	4,456,959 80	7,966,536 90
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	1,623,934 15	21,719,871 29	23,343,805 44	92,545 61	555,893 43	648,439 04	1,716,479 76	22,275,764 72	23,992,244 48	12,283,520 24	15,599,358 48	27,882,878 72
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	1,159,953 20	15,514,193 44	16,674,146 64	66,104 03	397,066 71	463,170 74	1,226,057 23	15,911,260 15	17,137,317 38	8,773,942 77	11,142,399 05	19,916,341 82
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	2,110,277 24	34,566,251 72	36,676,528 96	127,921 00	1,271,005 22	1,398,926 22	2,238,198 24	35,837,256 94	38,075,455 18	23,893,349 00	40,457,257 12	64,350,606 12
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	21,456,466 82	32,682,216 85	1,222,762 19	9,763,683 00	10,986,445 19	80,981 87	390,665 34	471,647 21	1,303,744 06	10,154,348 34	11,458,092 40	9,922,005 97	11,302,118 48	21,224,124 45
Suppression des passages à niveau	1,116,413 39	1,086,890 21	2,203,303 60	10,303 09	36,575 71	46,878 80	10,640 64	36,238 16	46,878 80	20,943 73	72,813 87	93,757 60	1,095,469 66	1,014,076 34	2,109,546 00
TOTAL	66,473,710 66	174,588,117 49	241,061,828 15	6,591,211 14	87,806,252 69	94,397,463 83	404,634 78	2,809,695 53	3,214,330 31	6,995,845 92	90,615,948 22	97,611,794 14	59,477,864 74	83,972,169 27	143,450,034 01
A reporter	204,691,105 30	558,589,319 56	763,280,424 86	22,239,766 50	309,461,381 05	331,701,147 55	1,309,201 16	8,342,924 31	9,652,125 47	23,548,967 66	317,804,305 36	341,353,273 02	181,142,137 64	240,785,014 20	421,927,151 84

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.			PENDANT L'ANNÉE 1913.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report	204,691,105f 30c	558,589,319f 56c	763,280,424f 86c	22,239,766f 50c	309,461,381f 05c	331,701,147f 53c	1,309,201f 16c	8,342,924f 31c	9,652,125f 47c	23,548,967f 66c	317,804,305f 36c	341,353,273f 02c	181,142,137f 64c	240,785,014f 20c	421,927,151f 84c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	730,979 73	7,733,367 18	8,464,346 91	39,833 55	169,162 67	208,996 22	770,813 28	7,902,529 85	8,673,343 13	3,729,186 72	3,899,175 31	7,628,362 03
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	1,766,534 62	18,688,970 48	20,455,505 10	96,264 15	408,810 05	505,074 20	1,862,798 77	19,097,780 53	20,960,579 30	9,012,201 23	9,423,007 07	18,435,208 30
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	573,990 91	6,278,672 39	6,852,663 30	33,854 35	161,936 03	195,790 38	607,845 26	6,440,608 42	7,048,453 68	3,392,154 74	3,852,089 32	7,244,244 06
Suppression des passages à niveau	1,116,327 48	753,618 39	1,869,945 87	15,898 24	32,049 09	47,947 33	16,354 67	31,592 66	47,947 33	32,252 91	63,641 75	95,894 66	1,084,074 57	689,976 64	1,774,051 21
TOTAL	20,491,327 48	51,368,808 89	71,860,136 37	3,087,403 50	32,733,059 14	35,820,462 64	186,306 72	771,501 41	957,808 13	3,273,710 22	33,504,560 55	36,778,270 77	17,217,617 26	17,864,248 34	35,081,865 60
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	572,087 99	8,629,215 39	9,201,303 38	30,539 90	183,443 94	213,983 84	602,627 89	8,812,659 33	9,415,287 22	4,053,542 11	5,147,763 01	9,201,305 12
Embranchement de Saint-Éloi															
Suppression des passages à niveau	1,116,133 90	1,000,970 75	2,117,104 65	11,457 95	35,588 82	47,046 77	11,823 29	35,223 48	47,046 77	23,281 24	70,812 30	94,093 54	1,092,852 66	930,158 45	2,023,011 11
TOTAL	5,772,303 90	14,961,393 09	20,733,696 99	583,545 94	8,664,804 21	9,248,350 15	42,363 19	218,667 42	261,030 61	625,909 13	8,883,471 63	9,509,380 76	5,146,394 77	6,077,921 46	11,224,316 23
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	319,501 00	12,387,849 00	12,707,350 00	22,304 00	476,696 00	499,000 00	341,805 00	12,864,545 00	13,206,350 00	9,638,195 00	22,065,455 00	31,703,650 00
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	425,021 00	17,428,379 00	17,853,400 00	30,979 00	732,521 00	763,500 00	456,000 00	18,160,900 00	18,616,900 00	14,814,000 00	35,284,100 00	50,098,100 00
TOTAL	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	744,522 00	29,816,228 00	30,560,750 00	53,283 00	1,209,217 00	1,262,500 00	797,805 00	31,025,445 00	31,823,250 00	24,452,195 00	57,349,555 00	81,801,750 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	1,124,955 20	1,618,441 20	64,784 95	519,652 15	584,437 10	2,873 85	19,604 50	22,478 35	67,658 80	539,256 65	606,915 45	425,827 20	585,698 55	1,011,525 75
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.															
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure	895,531 56	386,847 24	1,282,378 80	814,003 04	382,883 84	1,196,886 88	81,528 52	3,963 40	85,491 92	895,531 56	386,847 24	1,282,378 80	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances	257,593,754 24	714,806,323 98	972,400,078 22	27,534,025 93	381,578,008 39	409,112,034 32	1,675,556 44	10,565,878 04	12,241,434 48	29,209,582 37	392,143,886 43	421,353,468 80	228,384,171 87	322,662,437 55	551,046,609 42
RÉCAPITULATION.															
Subventions	565,003,605 00	1,735,591,638 88	2,300,595,243 88	68,902,730 64	1,081,864,711 98	1,150,767,442 62	3,691,856 98	22,469,978 14	26,161,835 12	72,594,587 62	1,104,334,690 12	1,186,929,277 74	492,409,017 38	631,256,948 76	1,123,665,966 14
Avances	257,593,754 24	714,806,323 98	972,400,078 22	27,534,025 93	381,578,008 39	409,112,034 32	1,675,556 44	10,565,878 04	12,241,434 48	29,209,582 37	392,143,886 43	421,353,468 80	228,384,171 87	322,662,437 55	551,046,609 42
TOTAL GÉNÉRAL	822,597,359 24	2,450,397,962 86	3,272,995,322 10	96,436,756 57	1,463,442,720 37	1,559,879,476 94	5,367,413 42	33,035,856 18	38,403,269 60	101,804,169 99	1,496,478,576 55	1,598,282,746 54	720,793,189 25	953,919,386 31	1,674,712,575 56

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1914.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	71,860,136f 37c	95,600,041f 33c	10,418,333f 94c	36,778,270f 77c	47,196,604f 71c	13,321,571f 02c	35,081,865f 60c	48,403,436f 62c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	2,101,748 84	320,215,042 34	151,245,121 28	97,755 76	151,342,877 04	166,868,172 22	2,003,993 08	168,872,165 30	
Compagnie de l'Ouest	"	"	"	"	"	"	"	"	"	Annuités supprimées des Comptes de la Dette publique (loi du 13 juillet 1908).
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	20,733,696 99	413,577,424 95	207,019,674 82	9,509,380 76	216,529,055 58	185,824,053 14	11,224,316 23	197,048,369 37	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	241,061,828 15	1,482,580,762 05	643,923,421 16	97,611,794 14	741,535,215 30	597,595,512 74	143,450,034 01	741,045,546 75	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709,824,183 31	100,384,396 26	243,643,723 12	344,028,119 38	89,322,939 18	276,473,124 75	365,796,063 93	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672,048 12	63,938,330 28	"	63,938,330 28	70,733,717 84	"	70,733,717 84	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	31,823,250 00	31,823,250 00	"	81,801,750 00	81,801,750 00	
Syndicat de grande ceinture de Paris	"	1,618,441 20	1,618,441 20	"	606,915 45	606,915 45	"	1,011 525 75	1,011,525 75	
Compagnie de Fives-Lille	"	1,282,378 80	1,282,378 80	"	1,282,378 80	1,282,378 80	"	"	"	Capital amorti en 1913.
TOTAL	2,300,595,243 88	972,400,078 22	3,272,995,322 10	1,176,929,277 74	421,353,468 80	1,598,282,746 54	1,123,665,966 14	551,046,609 42	1,674,712,575 56	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1914.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES. SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.	DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
1914 à 1949	26,161,835f 12c	12,155,942f 56c	38,317,777f 68c	36	1,379,439,996f 48c
1950	26,161,835 12	11,798,907 35	37,960,742 47	1	37,960,742 47
1951 à 1954	25,801,792 66	11,198,134 43	36,999,927 09	4	147,999,708 36
1955	21,731,837 24	11,149,256 55	32,881,093 79	1	32,881,093 79
1956	19,991,471 88	11,149,256 55	31,140,728 43	1	31,140,728 43
1957	3,188,030 54	4,400,627 69	7,588,658 23	1	7,586,658 23
1958	3,049,739 30	3,386,258 78	6,435,998 08	1	6,435,998 08
1959	2,454,821 72	2,845,254 42	5,300,076 14	1	5,300,076 14
1960	2,054,995 38	1,446,328 20	3,501,323 58	1	3,501,323 58
1961 à 1976	"	1,262,500 00	1,262,500 00	16	20,200,000 00
1977	"	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	"	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	"	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	"	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	"	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	68	1,674,712,575 56

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9 980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1976
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier.....	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février,.....	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril.....	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet.....	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre.....	2,260,000	113,000
	TOTAUX.....	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
Total	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805,000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	Totaux pour l'échéance de janvier..	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980.
	Totaux pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	Totaux pour l'échéance de juillet..	2,525,000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	Totaux pour l'échéance d'octobre .	2,260,000	113,000		
	Total général	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS
AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement de obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717.567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14.628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'applipuent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1914 figure ci-après, page 118.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951

Les annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391f 495
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030 905
TOTAL.....	545,422 40

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 02986513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887.).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1914 figure ci-après, page 118.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 059504755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 23.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888.)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507 099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1914 figure ci-après, page 118.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement.....	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration.....	7,417 16
TOTAL.....	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration.....	3,708 58
TOTAL.....	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 03022147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de.....	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de.....	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887.....	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr. 70 chacune. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887.).....	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX.....	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1914 figure ci-après, page 118.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 9 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1914.

DÉSIGNATION des années auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT des dépenses annuelles.	DURÉE des engagements	MONTANT des dépenses pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1914 à 1950.....	2,482,302f 73c	37 ans.	91,845,201f 01c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936 880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
Totaux.....		46 ans.	100,542,826 73	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1914.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1913.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT l'année 1913.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT à l'année 1914.	MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1914.
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	945,176f86c	62,883f00c	1,008,059f86c	11,016,212f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	1,676,435 43	112,312 00	1,788,747 43	15,895,042 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	300,485 06	19,930 00	320,415 06	4,712,524 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	348,926 28	23,736 00	372,662 28	5,229,697 00
Totaux	40,343,359 63	3,271,023 63	218,861 00	3,489,884 63	36,853,475 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	28,240,412 44	671,967 53	28,912,379 97	19,112,659 73
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	41,180,566 07	978,532 80	42,159,098 87	25,011,638 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	11,717,703 34	288,344 70	12,006,048 04	9,468,112 20
Compagnie du Midi	23,560,129 32	13,138,590 82	324,596 70	13,463,187 52	10,096,941 80
Totaux	160,230,066 13	94,277,272 67	2,263,441 73	96,540,714 40	63,689,351 73
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	29,185,589 30	734,850 53	29,920,439 83	(A)30,128,871 73
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	42,857,001 50	1,090,844 80	43,947,846 30	(B)40,906,680 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	12,018,188 40	308,274 70	12,326,463 10	(C)14,180,636 20
Compagnie du Midi	29,162,488 60	13,487,517 10	348,332 70	13,835,849 80	(D)15,326,638 80
Totaux	200,573,425 76	97,548,296 30	2,482,302 73	100,030,599 03	100,542,826 73

(A) 41 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1914 au 1er juillet 1954.
(B) 37 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1914 au 1er janvier 1951.
(C) 46 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1914 au 1er janvier 1959.
(D) 44 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1914 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR
VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
AU 1er JANVIER 1902.

(CHAPITRE 10 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

EXERCICE 1913.

LOI DU 30 MARS 1902, ART. 41.

. . . . . .

« A dater du 1er janvier 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux diverses caisses gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations, en raison des avances consenties par elles aux titres ci-après :

« 1° Conversion de l'Emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des 26 décembre 1892 et 26 décembre 1895);

« 2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

« 3° Liquidation des Caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895);

« 4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

« 5° Indemnités de rachat à la Compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

« La Caisse des Dépôts et Consignations recevra en payement des obligations amortissables productives d'un intérêt de trois pour cent (3 p. 0/0) et remboursables au moyen de quarante-quatre demi-annuités, dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière à celle du 16 novembre 1923.

« Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897. »

En exécution de ces dispositions, les sommes dues par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la date du 1er janvier 1902, ont été arrêtées au chiffre de 785,565,019 fr. 84 c. suivant détail ci-après :

Caisses vicinale et scolaire	415,670,721f 79c
Expéditions de Madagascar et du Siam	83,493,000 00
Suppléments de pensions militaires	89,357,660 60
Emprunt Morgan	168,967,937 45
Rachat du canal du Midi (principal et intérêts)	28,075,700 00
TOTAL ÉGAL	785,565,019 84

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT antérieur à 1913.	AMORTISSEMENT pendant l'année 1913.	TOTAL DES AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1914.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 10. Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902	785,565,019 84	328,815,019 84	35,600,000 00	364,415,019 84	421,150,000 00

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette annuité est calculée au taux de 3 p. 0/0.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR

VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1ER JANVIER 1902.

(Loi de finances du 30 mars 1902. — Article 41.)

TERMES SEMESTRIELS.	ANNÉES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT.	INTÉRÊTS.	MONTANT DES ANNUITÉS.	NOMBRE de SÉRIES AMORTIES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1	1902	785,565,019 84	12,665,019 84	12,839,524 89	25,504,544 73	253 1/2	(A) Les reversements effectués par la Caisse des dépôts sur le montant de l'annuité ordonnancée, ci 25,504,544f 73c ont été de..... 1,746,073 14
2		772,900,000	12,900,000	11,593,500	24,493,500	258	
3	1903	760,000,000	13,100,000	11,400,000	24,500,000	262	ce qui ramène à.... 23,758,471 59 le chiffre des payements.
4		746,900,000	13,300,000	11,203,500	24,503,500	266	
5	1904	733,600,000	13,500,000	11,004,000	24,504,000	270	
6		720,100,000	13,700,000	10,801,500	24,501,500	274	
7	1905	706,400,000	13,900,000	10,596,000	24,496,000	278	Ces reversements ont été motivés par la différence de jouissance des diverses annuités.
8		692,500,000	14,150,000	10,387,500	24,537,500	283	
9	1906	678,350,000	14,350,000	10,175,250	24,525,250	287	
10		664,000,000	14,550,000	9,960,000	24,510,000	291	
11	1907	649,450,000	14,800,000	9,741,750	24,541,750	296	
12		634,650,000	15,000,000	9,519,750	24,519,750	300	
13	1908	619,650,000	15,200,000	9,294,750	24,494,750	304	
14		604,450,000	15,450,000	9,066,750	24,516,750	309	
15	1909	589,000,000	15,700,000	8,835,000	24,535,000	314	
16		573,300,000	15,900,000	8,599,500	24,499,500	318	
17	1910	557,400,000	16,150,000	8,361,000	24,511,000	323	
18		541,250,000	16,400,000	8,118,750	24,518,750	328	
19	1911	524,850,000	16,650,000	7,872,750	24,522,750	333	
20		508,200,000	16,900,000	7,623,000	24,523,000	338	
21	1912	491,300,000	17,150,000	7,369,500	24,519,500	343	
22		474,150,000	17,400,000	7,112,250	24,512,250	348	
23	1913	456,750,000	17,650,000	6,851,250	24,501,250	353	
24		439,100,000	17,950,000	6,586,500	24,536,500	359	
25	1914	421,150,000	18,200,000	6,317,250	24,517,250	364	
26		402,950,000	18,450,000	6,044,250	24,494,250	369	
27	1915	384,500,000	18,750,000	5,767,500	24,517,500	375	
28		365,750,000	19,050,000	5,486,250	24,536,250	381	
29	1916	346,700,000	19,300,000	5,200,500	24,500,500	386	
30		327,400,000	19,600,000	4,911,000	24,511,000	392	
31	1917	307,800,000	19,900,000	4,617,000	24,517,000	398	
32		287,900,000	20,200,000	4,318,500	24,518,500	404	
33	1918	267,700,000	20,550,000	4,015,500	24,565,500	411	
34		247,150,000	20,850,000	3,707,250	24,557,250	417	
35	1919	226,300,000	21,150,000	3,394,500	24,544,500	423	
36		205,150,000	21,450,000	3,077,250	24,527,250	429	
37	1920	183,700,000	21,800,000	2,755,500	24,555,500	436	
38		161,900,000	22,100,000	2,428,500	24,528,500	442	
39	1921	139,800,000	22,450,000	2,097,000	24,547,000	449	
40		117,350,000	22,800,000	1,760 250	24,560,250	456	
41	1922	94,550,000	23,100,000	1,418,250	24,518,250	462	
42		71,450,000	23,450,000	1,071,750	24,521,750	469	
43	1923	48,000,000	23,800,000	720,000	24,520,000	476	
44		24,200,000	24,200,000	363,000	24,563,000	484	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

(CHAPITRE 3 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

La loi de finances du 31 décembre 1907 (art. 24 et 25) a autorisé l'annulation au Grand-Livre de la dette publique d'un titre de rente 3 p. o/o de 7,950,000 francs, portant jouissance du 1er octobre 1907 et représentant un capital nominal de 265,000,000 francs.

Cette inscription, cédée par la Caisse des Dépôts et Consignations par prélèvement sur le portefeuille de la Caisse d'épargne postale, doit lui être remboursée au moyen de cinquante-sept demi-annuités semestrielles, la première venant à échéance le 1er avril 1908 et la dernière, le 1er avril 1936.

Le montant de ces demi-annuités, représentées par des obligations du Trésor, est fixé ainsi qu'il suit :

De 1908 à 1910	5,500,000 francs.
De 1911 à 1914	5,800,000 —
En 1915	6,800,000 —
De 1916 à 1931	7,150,000 —
De 1932 à 1935	10,350,000 —
En 1936 (un semestre)	6,726,312 fr. 85.

SITUATION AU 1er JANVIER 1914.

Les dépenses à effectuer s'élèvent à		411,326,312f 85c
se décomposant ainsi :		
Capital	265,000,000f 00c	
Intérêts	146,326,312 85	
Remboursements effectués antérieurement à 1913	56,200,000 00	
Remboursements effectués en 1913	11,600,000 00	67,800,000f 00c
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1914		343,526,312 85

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Capital à amortir		265,000,000f 00c
Capital amorti antérieurement à 1913	17,548,921f 60c	
Capital amorti pendant l'année 1913	4,207,791 17	21,756,712 77
Reste à amortir au 1er janvier 1914		243,243,287f 23c

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. L'annuité est calculée au taux de 3 p. o/o.

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901.

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.		MONTANT DES SEMESTRIALITÉS. TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	CAPITAL RESTANT À REMBOURSER.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
					265,000,000 00
1908.	Avril	5,500,000 00	3,975,000 00	1,525,000 00	263,475,000 00
	Octobre	5,500,000 00	3,952,125 00	1,547,875 00	261,927,125 00
1909.	Avril	5,500,000 00	3,928,906 87	1,571,093 13	260,356,031 87
	Octobre	5,500,000 00	3,905,340 47	1,594,659 53	258,761,372 34
1910.	Avril	5,500,000 00	3,881,420 58	1,618.579 42	257,142,792 92
	Octobre	5,500,000 00	3,857,141 89	1,642,858 11	255,499,934 81
1911.	Avril	5,800,000 00	3,832,499 02	1,967,500 98	253,532,433 83
	Octobre	5,800,000 00	3,802,986 50	1,997,013 50	251,535,420 33
1912.	Avril	5,800,000 00	3,773,031 30	2,026 968 70	249.508,451 63
	Octobre	5,800,000 00	3,742,626 77	2,057,373 23	247,451,078 40
1913.	Avril	5,800,000 00	3,711,766 17	2,088,233 83	245,362,844 57
	Octobre	5,800,000 00	3,680,442 66	2,119,557 34	243,243,287 23
1914.	Avril	5,800,000 00	3,648,649 30	2,151,350 70	241,091,936 53
	Octobre	5,800,000 00	3,616,379 04	2,183,620 96	238,908,315 57
1915.	Avril	6,800,000 00	3,583,624 73	3,216,375 27	235,691,940 30
	Octobre	6,800,000 00	3,535,379 10	3,264,620 90	232,427,319 40
1916.	Avril	7,150,000 00	3,486,409 79	3,663,590 21	228,763,729 19
	Octobre	7,150,000 00	3,431,455 93	3,718,544 07	225,045,185 12
1917.	Avril	7,150,000 00	3,375,677 77	3,774,322 23	221,270,862 89
	Octobre	7,150,000 00	3,319,062 94	3,830,937 06	217,439,925 83
1918.	Avril	7,150,000 00	3,261,598 88	3,888,401 12	213,551,524 71
	Octobre	7,150,000 00	3,203,272 87	3,946,727 13	209,604,797 58
1919.	Avril	7,150,000 00	3,144,071 96	4,005,928 04	205,598,869 54
	Octobre	7,150,000 00	3,083,983 04	4,066,016 96	201,532,852 58
1920.	Avril	7,150,000 00	3,022,992 78	4,127,007 22	197,405,845 36
	Octobre	7,150,000 00	2,961,087 68	4,188,912 32	193,216,933 04
1921.	Avril	7,150,000 00	2,898,253 99	4,251,746 01	188,965,187 03
	Octobre	7,150,000 00	2,834,477 80	4,315,522 20	184,649,664 83
1922.	Avril	7,150,000 00	2,769,744 97	4,380,255 03	180,269,409 80
	Octobre	7,150,000 00	2,704,041 14	4,445,958 86	175,823,450 94
	A reporter	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	

ANNUITÉ À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

AMORTISSEMENT DE LA RENTE 3 P. 0/0 ÉMISE EN 1901. (*Suite.*)

ÉCHÉANCES des SEMESTRIALITÉS.	MONTANT DES SEMESTRIALITÉS.			CAPITAL
	TOTAL.	INTÉRÊTS.	CAPITAL.	RESTANT À REMBOURSER.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	193,100,000 00	103,923,450 94	89,176,549 06	
1923. Avril.....	7,150,000 00	2,637,351 76	4,512,648 24	171,310,802 70
Octobre.....	7,150,000 00	2,569,662 04	4,580,337 96	166,730,464 74
1924. Avril.....	7,150,000 00	2,500,956 97	4,649,043 03	162,081,421 71
Octobre.....	7,150,000 00	2,431,221 32	4,718,778 68	157,362,643 03
1925. Avril.....	7,150,000 00	2,360,439 64	4,789,560 36	152,573,082 67
Octobre.....	7,150,000 00	2,288,596 24	4,861,403 76	147,711,678 91
1926. Avril.....	7,150,000 00	2,215,675 18	4,934,324 82	142,777,354 09
Octobre.....	7,150,000 00	2,141,660 31	5,008,339 69	137,769,014 40
1927. Avril.....	7,150,000 00	2,066,535 21	5,083,464 79	132,685,549 61
Octobre.....	7,150,000 00	1,990,283 24	5,159,716 76	127,525,832 85
1928. Avril.....	7,150,000 00	1,912,887 49	5,237,112 51	122,288,720 34
Octobre.....	7,150,000 00	1,834,330 80	5,315,669 20	116,973,051 14
1929. Avril.....	7,150,000 00	1,754,595 76	5,395,404 24	111,577,646 90
Octobre.....	7,150,000 00	1,673,664 70	5,476,335 30	106,101,311 60
1930. Avril.....	7,150,000 00	1,591,519 67	5,558,480 33	100,542,831 27
Octobre.....	7,150,000 00	1,508,142 46	5,641,857 54	94,900,973 73
1931. Avril.....	7,150,000 00	1,423,514 60	5,726,485 40	89,174,488 33
Octobre.....	7,150,000 00	1,337,617 32	5,812,382 68	83,362,105 65
1932. Avril.....	10,350,000 00	1,250,431 58	9,099,568 42	74,262,537 23
Octobre.....	10,350,000 00	1,113,938 05	9,236,061 95	65,026,475 28
1933. Avril.....	10,350,000 00	975,397 12	9,374,602 88	55,651,872 40
Octobre.....	10,350,000 00	834,778 08	9,515,221 92	46,136,650 48
1934. Avril.....	10,350,000 00	692,049 75	9,657,950 25	36,478,700 23
Octobre.....	10,350,000 00	547,180 50	9,802,819 50	26,675,880 73
1935. Avril.....	10,350,000 00	400,138 21	9,949,861 79	16,726,018 94
Octobre.....	10,350,000 00	250,890 28	10,099,109 72	6,626,909 22
1936. Avril.....	6,726,312 85	99,403 63	6,626,909 22	»
TOTAUX.....	411,326,312 85	146,326,312 85	265,000,000 00	

ANNUITÉS AU CRÉDIT FONCIER,

POUR LE SERVICE DES EMPRUNTS

CONTRACTÉS EN EXÉCUTION DE LA CONVENTION ANNEXÉE À LA LOI DU 23 JUILLET 1909.

(TREMBLEMENTS DE TERRE DU 11 JUIN 1909.)

En vertu d'une convention approuvée par la loi du 23 juillet 1909, l'État s'est engagé à rembourse- au Crédit Foncier de France, jusqu'à concurrence des 3/5es, le montant des prêts que cet établissement a été autorisé à faire dans certaines conditions spéciales, pour la reconstruction ou la réparation des bâtiments appartenant à des particuliers et des édifices publics départementaux et communaux détruits ou endommagés par le tremblement de terre survenu le 11 juin 1909 dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

Le montant de ces prêts a été limité à 9 millions pour les particuliers et à 1 million pour les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

En exécution de l'article 2 de la convention précitée, l'État doit prendre intégralement à sa charge pendant les cinq premières années, du 1er septembre 1909 au 1er septembre 1914, l'intérêt à 3.85 p. 100 de la somme de 9 millions qui pourra être empruntée par les particuliers. A partir du 1er septembre 1914, commencera l'amortissement du capital qui s'effectuera en 40 annuités égales de 442,835 francs chacune calculée au taux de 3.85 p. 100.

Toutefois, l'article 2 de la convention stipule que l'État, en dehors des 3/5es de l'annuité qu'il a pris à sa charge, s'est porté garant des payements des 2/5 dus par les emprunteurs. Il devra donc rembourser l'intégralité de ces prêts en cas de non payement par les particuliers de la fraction qui leur incombe.

En ce qui concerne les emprunts, pouvant s'élever à 1 million, à contracter par les départements et les communes des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, leur amortissement a commencé, par suite du retard apporté à la réalisation de ces prêts, le 31 décembre 1911, ainsi qu'il résulte d'un avenant au traité passé avec le Crédit Foncier, approuvé par la loi du 26 décembre 1911.

Ces emprunts seront réalisés au taux de 3.80 p. 100. L'amortissement du capital s'effectuera en 40 annuités de 48,834 francs.

A la date du 31 décembre 1913, les prêts consentis par le Crédit Foncier dans les conditions de la loi et de la convention précitées s'élevaient, pour les particuliers, à 2,093 d'un montant de 8,789,520 fr., et pour les départements et communes, à 40 d'un montant de 997,220 francs.

Le relevé des prêts, ainsi que les sommes dont l'amortissement est à la charge de l'État, se trouvent indiqués dans les tableaux ci-après :

PRÊTS AUX PARTICULIERS.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'État.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1912.....	1,912	8,560,493f 00c	160	144,831f 00c	2,072	8,705,324f 00c	5,223,194f 40c
Prêts consentis en 1913.	21	85,396 00	"	(1) *1,200 00* *A déd.*	21	84,196 00	50,517 60
Prêts consentis au 31 décembre 1913.....	1,933	8,645,889 00	160	143,631 00	2,093	8,789,520 00	5,273,712 00

PRÊTS AUX DÉPARTEMENTS ET COMMUNES.

DÉSIGNATION.	BOUCHES-DU-RHÔNE.		VAUCLUSE.		ENSEMBLE.		3/5es DES PRÊTS À LA CHARGE de l'État.
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	
Prêts consentis au 31 décembre 1912.....	33	918,947f 65c	6	27,550f 00	39	946,497f 65c	567,898f 59c
Prêts consentis en 1913.	1	50,722 35	"	"	1	50,722 35	30,433 41
Prêts consentis au 31 décembre 1913.....	34	969,670 00	6	27,550 00	40	997,220 00	598,332 00
Capital amorti par les versements semestriels de l'État au 31 décembre 1912.....						6,210 97	13,338 66
— — pendant l'année 1913.....						7,127 69	
SOLDE au 31 décembre 1913.....							584,993 34

SITUATION DE LA DETTE AU 31 DÉCEMBRE 1913.

Prêts aux particuliers, 3/5es à la charge de l'État.....	5,273,712f 00c
Prêts aux départements et communes, 3/5es à la charge de l'État.....	584,993 34
La dette du Trésor s'élève, en conséquence, à.....	5,858,705 34

Elle est susceptible de s'accroître ultérieurement du fait de la caution de l'État sur les 2/5es restant, en cas de non remboursement par les emprunteurs.

(1) Réduction du montant de la réalisation de deux prêts, les emprunteurs ayant renoncé à la partie différée de leur emprunt.

REMBOURSEMENT À LA DETTE FLOTTANTE

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Ce chapitre comprend exclusivement la portion des avances de l'espèce encore à la charge de la dette flottante.

Les annuités de remboursement ont cessé de figurer au budget depuis 1903; mais, par application de la loi de finances du 8 avril 1910 (art. 79), on a affecté à l'atténuation de cette dette le reliquat disponible de l'excédent de recette de l'exercice 1907, s'élevant à 53,672,575 fr. 10. Cette opération a été effectuée pendant l'année 1910.

La somme à amortir, au 1er janvier 1914, est indiquée dans le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT		TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1914.
		ANTÉRIEUR à 1913.	PENDANT l'année 1913.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE . — Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires...	97,193,000 00	72,573,965 39	"	72,573,965 39	24,619,034 61

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise, pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque. Pareille annuité est acquise et à partir de l'extinction des dotations auxquelles elles étaient affectées, aux actions qui ont fait ou qui feront retour postérieurement au 1er septembre 1860.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'Etat.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'Etat :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;
20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;
401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :
362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;
39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;
401
436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;
100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.
1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 456 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées.

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

ART. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres.....	362
Actions affectées à des dotations.....	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur, qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité de la loi du 20 mai 1863, modifiée par celle du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1913 est de 59,481 fr. 90 (A). (Voir page 131.)

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	3,188,571f 03c	(B)	14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites.....	11,343,508 94		
Amortissement effectué :				
Antérieurement au 1er janvier 1913.....		10,676,277 32		
Pendant l'année 1913.....		32,793 19	(D)	
TOTAL.....		10,709,070 51		10,709,070 51
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1914.	Pour les annuités à inscrire.....	3,188,571 03		3,823,009 46
	Pour les annuités inscrites.....	634,438 43		

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1914.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	5,531,816f 70c		24,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites.....	18,744,729 42		
Montant des annuités remboursées :				
Antérieurement au 1er janvier 1913.....		17,765,921f 71c		
Pendant l'année 1913.....		59,481 90	(C)	
TOTAL.....		17,825,403 61		17,825,403 61
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1914.	Annuités à inscrire.....	5,531,816f 70c		6,451,142f 51c
	Annuités inscrites.....	919,325 81		

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 59,481 fr. 90 cent. ne représente pas un chiffre définitif. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

(B) Montant des sommes à amortir :

279 actions affectées à des dotations devant faire retour	3,188,571f 03c
701 actions de 11,428f 57c payables en 30 ans	8,011,427 57
1 action de 11,224 80 payable en 29 ans	11,224 80
1 action de 11,012 88 payable en 28 ans	11,012 88
8 actions de 10,792 49 payables en 27 ans	86,339 92
2 actions de 9,819 11 payables en 23 ans	19,638 22
2 actions de 8,982 12 payables en 20 ans	17,964 24
367 actions de 8,680 93 payables en 19 ans	3,185,901 31
1,361 actions formant un capital à rembourser de	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités effectuées pendant l'année 1913 s'élèvent à..... 59,481f 90c

(D) Amortissement propre à 1913 ..... 32,793f 19c

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

Situation, au 1er janvier 1914, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les se répartissaient comme suit :		1,400 actions
1° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées		39
Reste		1,361 actions
représentées par :		
2° Actions libres		805
3° Actions affectées à des dotations		556
Total		1,361

Au 1er janvier 1914, ces 1,361 actions se décomposent de la façon suivante :

1° Actions entièrement remboursées			994
2° Actions à rembourser.	*a*) Annuités de 660 fr. 91 en cours de remboursement	88	367
	b) Actions affectées à des dotations de 571 fr. 42	267	
	c) Actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations dont le payement est suspendu	12	
Total			1,361

MOUVEMENT ET SITUATION DES ACTIONS AU 1er JANVIER 1914.

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Les 1,361 actions formaient, à l'origine, les deux premiers groupes ci-dessus		805	556
Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1912	277		
2° Pendant l'année 1913	"		
Total	277	277	277
Résultat		1,082	279
A déduire les actions remboursées par le Trésor		994	"
Reste		88	279
Total		367	

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1914.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1913	1,082	28,362	18,744,729f42c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
Accroissements pendant l'année 1913	"	"	"	(B) Voir, pour le développement, le tableau II.
Total des accroissements en 1913	"	"	"	(C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Total général des accroissements au 1er janvier 1914	1,082	28,362	(B) 18,744,729 42	
Décroissements antérieurs à l'année 1913	992	26,881	(B) 17,765,921 71	
Décroissements pendant l'année 1913	2	90	59,481 90	
Total des décroissements au 1er janvier 1914	994	26,971	(B) 17,825,403 61	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1914	88	1,391	(C) 919,325 81	

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1914.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par annuité. Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par annuité. Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans.....	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	"	"
19 ans.....	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	"	"
30 ans.....	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	"	"
20 ans.....	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	"	"
30 ans.....	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	"	"
30 ans.....	1865.	1894.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(G) 19,827 30	"	"
27 ans.....	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(H) 17,844 57	"	"
23 ans.....	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(I) 30,401 86	"	"
28 ans.....	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(J) 18,505 48	"	"
30 ans.....	1869.	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(K) 138,791 10	"	"
27 ans.....	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(L) 124,911 99	"	"
29 ans.....	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	29	(M) 19,166 39	"	"
30 ans.....	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	660	(N) 436,200 60	"	"
30 ans.....	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(O) 19,827 30	"	"
30 ans.....	1875.	1904.	113	113	74,682 83	3,390	2,240,484 90	3,390	(P) 2,240,484 90	"	"
30 ans.....	1876.	1905.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(R) 39,654 60	"	"
30 ans.....	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(S) 19,827 30	"	"
30 ans.....	1879.	1908.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(T) 59,481 90	"	"
30 ans.....	1880.	1909.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(U) 19,827 30	"	"
30 ans.....	1881.	1910.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(V) 39,654 60	"	"
30 ans.....	1882.	1911.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	90	(X) 59,481 90	"	"
30 ans.....	1883.	1912.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(Y) 19,827 30	"	"
30 ans.....	1884.	1913.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(Z) 39,654 60	"	"
Totaux.....			994	994	656,944 54	25,722	16,999,927 02	25,722	16,999,927 02	"	"

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 30 années (1865 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 29 années (1872 à 1900 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 30 années (1872 à 1901 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 30 années (1874 à 1903 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 30 années (1875 à 1904 inclusivement).
(R) Amortissement afférent à 30 années (1876 à 1905 inclusivement).
(S) Amortissement afférent à 30 années (1877 à 1906 inclusivement).
(T) Amortissement afférent à 30 années (1879 à 1908 inclusivement).
(U) Amortissement afférent à 30 années (1880 à 1909 inclusivement).
(V) Amortissement afférent à 30 années (1881 à 1910 inclusivement).
(X) Amortissement afférent à 30 années (1882 à 1911 inclusivement).
(Y) Amortissement afférent à 30 années (1883 à 1912 inclusivement).
(Z) Amortissement afférent à 30 années (1884 à 1913 inclusivement).

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1914.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par année. Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par année. Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Sommes.
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans.....	1885.	1914.	5	5	3,30f 455c	150	99,136f 50c	145	(E') 95,831f 95c	5	3,304f 55
30 ans.....	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	56	(F') 37,010 96	4	2,643 64
30 ans.....	1888.	1917.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	52	(G') 34,367 32	8	5,287 28
30 ans.....	1889.	1918.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	50	(H') 33,045 50	10	6,609 10
30 ans.....	1890.	1919.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	48	(I') 31,723 68	12	7,930 92
30 ans.....	1891.	1920.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	69	(J') 45,602 79	21	13,879 11
30 ans.....	1892.	1921.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	66	(K') 43,620 06	24	15,861 84
30 ans.....	1894.	1923.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	120	(L') 79,309 20	60	39,654 60
30 ans.....	1895.	1924.	1	1	660 91	30	19,827 30	19	(M') 12,557 29	11	7,270 01
30 ans.....	1896.	1925.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	36	(N') 25,792 76	24	15,861 84
30 ans.....	1897.	1926.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	68	(O') 44,941 88	52	34,367 32
30 ans.....	1898.	1927.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	32	(P') 21,149 12	28	18,505 48
30 ans.....	1899.	1928.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	60	(Q') 39,654 60	60	39,654 60
30 ans.....	1900.	1929.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	56	(R') 37,010 96	64	42,298 24
30 ans.....	1901.	1930.	12	12	7,930 92	360	237,927 60	156	(S') 103,101 96	204	134,825 64
30 ans.....	1902.	1931.	1	1	660 91	30	19,827 30	12	(T') 7,930 92	18	11,896 38
30 ans.....	1903.	1932.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	22	(U') 14,540 02	38	25,114 58
30 ans.....	1904.	1933.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	30	(V') 19,827 30	60	39,654 60
30 ans.....	1906.	1935.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	32	(X') 21,149 12	88	58,160 08
30 ans.....	1907.	1936.	4	4	2,643 64	120	79,309 20	28	(Y') 18,505 48	92	60,803 72
30 ans.....	1908.	1937.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	18	(Z') 11,896 38	72	47,585 52
30 ans.....	1909.	1938.	9	9	5,948 19	270	178,445 70	45	(A'') 29,740 95	225	148,704 75
30 ans.....	1910.	1939.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	20	(B'') 13,218 20	130	85,918 30
30 ans.....	1911.	1940.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	9	(C'') 5,948 19	81	53,533 71
Totaux.....			88	88	58,160 08	2,640	1,744,802 40	1,249	825,476 59	1,391	919,325 81

RÉCAPITULATION.

Opérations terminées.....	994	994	656,944f 54c	25,722	16,999,927f 02c	25,722	16,999,927f 02c	"	"
Opérations en cours de réalisation..	88	88	58,160 08	2,640	1,744,802 40	1,249	825,476 59	1,391	919,325f 81c
	1,082	1,082	715,104 62	28,362	18,744,729 42	26,971	17,825,403 61	1,391	919,325 81

(E') Amortissement afférent à 29 années (1885 à 1913 inclusivement).
(F') Amortissement afférent à 28 années (1886 à 1913 inclusivement).
(G') Amortissement afférent à 26 années (1888 à 1913 inclusivement).
(H') Amortissement afférent à 25 années (1889 à 1913 inclusivement).
(I') Amortissement afférent à 24 années (1890 à 1913 inclusivement).
(J') Amortissement afférent à 23 années (1891 à 1913 inclusivement).
(K') Amortissement afférent à 22 années (1892 à 1913 inclusivement).
(L') Amortissement afférent à 20 années (1894 à 1913 inclusivement).
(M') Amortissement afférent à 19 années (1895 à 1913 inclusivement).
(N') Amortissement afférent à 18 années (1896 à 1913 inclusivement).
(O') Amortissement afférent à 17 années (1897 à 1913 inclusivement).
(P') Amortissement afférent à 16 années (1898 à 1913 inclusivement).
(Q') Amortissement afférent à 15 années (1899 à 1913 inclusivement).
(R') Amortissement afférent à 14 années (1900 à 1913 inclusivement).
(S') Amortissement afférent à 13 années (1901 à 1913 inclusivement).
(T') Amortissement afférent à 12 années (1902 à 1913 inclusivement).
(U') Amortissement afférent à 11 années (1903 à 1913 inclusivement).
(V') Amortissement afférent à 10 années (1904 à 1913 inclusivement).
(X') Amortissement afférent à 8 années (1906 à 1913 inclusivement).
(Y') Amortissement afférent à 7 années (1907 à 1913 inclusivement).
(Z') Amortissement afférent à 6 années (1908 à 1913 inclusivement).
(A'') Amortissement afférent à 5 années (1909 à 1913 inclusivement).
(B'') Amortissement afférent à 4 années (1910 à 1913 inclusivement).
(C'') Amortissement afférent à 3 années (1911 à 1913 inclusivement).

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX. (Suite.)

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1914.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			OBSERVATIONS.
		CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	
1914.....	88	32,783f 07c	25,377f 01c	58,160f 08c	
1915.....	83	30,789 80	24,065 73	54,855 53	
1916.....	81	30,699 43	22,834 28	53,533 71	
1917.....	81	31,927 37	21,606 34	53,533 71	
1918.....	79	31,882 76	20,329 13	52,211 89	
1919.....	77	31,836 22	19,053 85	50,890 07	
1920.....	75	31,787 85	17,780 40	49,568 25	
1921.....	72	31,076 72	16,508 80	47,585 52	
1922.....	69	30,336 91	15,265 88	45,602 79	
1923.....	69	31,550 38	14,052 41	45,602 79	
1924.....	63	28,846 88	12,790 45	41,637 33	
1925.....	62	29,339 83	11,636 59	40,976 42	
1926.....	60	29,191 59	10,463 01	39,654 60	
1927.....	56	27,715 64	9,295 32	37,010 96	
1928.....	54	27,502 45	8,186 69	35,689 14	
1929.....	50	25,958 84	7,086 66	33,045 50	
1930.....	46	24,353 60	6,048 26	30,401 86	
1931.....	34	17,396 67	5,074 27	22,470 94	
1932.....	33	17,431 63	4,378 40	21,810 03	
1933.....	31	16,807 09	3,681 12	20,488 21	
1934.....	28	15,496 60	3,008 88	18,505 48	
1935.....	28	16,116 49	2,388 99	18,505 48	
1936.....	24	14,117 51	1,744 33	15,861 84	
1937.....	20	12,038 55	1,179 65	13,218 20	
1938.....	17	10,537 40	698 07	11,235 47	
1839.....	8	5,010 65	276 63	5,287 28	
1940.....	3	1,906 50	76 23	1,982 73	
TOTAUX...	1,483	634,438 43	284,887 38	919,325 81	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Lois des 17 février 1898 et 26 décembre 1908.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 617, 618, 640 et 645.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir, en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire), le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1913 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1		DATES DES CONVENTIONS, décrets ou décisions ministérielles. 2	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Total des sommes à amortir. 3	Taux de l'intérêt nominal. 4	Nombre d'années de l'amortissement. 5	Montant total des annuités. 6	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES antérieurement au 1er janvier 1913. Capital amorti. 7	Annuités payées. 8	pendant l'année 1913. Capital amorti. 9	Annuités payées. 10	totaux au 31 décembre 1913. Capital amorti. 11	Annuités payées. 12	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 31 DÉCEMBRE 1913. Capital restant à amortir. 13	Annuités restant à payer. 14	OBSERVATIONS. 15
			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Bordeaux	Faculté de médecine et de pharmacie	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893)	250,000 00	4 00	40	505,234 80	72,799 46	239,986 53	5,542 85	12,630 87	78,342 31	252,617 40	171,657 69	252,617 40	Sur ressources de la ville.
Chambéry	École préparatoire des sciences et des lettres	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893)	72,500 00	4 00	40	146,518 00	22,719 26	73,259 00	1,671 73	3,662 95	24,390 99	76,921 95	48,109 01	69,596 05	Emprunt communal.
Lyon	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891)	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	357,528 95	1,102,638 90	24,740 59	50,119 95	382,269 54	1,152,758 85	609,743 46	852,039 15	Sur ressources de la ville.
	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891) [par semestre]	30,724 96	3 82	35	55,983 90	14,481 08	35,189 88	988 39	1,599 54	15,469 47	36,789 42	15,255 49	19,179 48	Crédit algérien.
Montpellier	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1891) [par semestre]	129,963 43	3 82	35	236,805 80	61,252 98	148,849 36	4,180 70	6,765 88	65,433 68	155,615 24	64,529 75	81,190 56	*Idem.*
	Facultés de droit, des sciences et des lettres	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891) [par semestre]	78,321 89	3 82	35	142,710 40	36,914 25	89,703 68	2,519 51	4,077 44	39,433 76	93,781 12	38,888 13	48,929 28	*Idem.*
Poitiers	Facultés	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892) [par semestre]	430,000 00	4 10	40	878,451 20	142,118 59	461,186 88	10,262 28	21,961 28	152,380 87	483,148 16	277,619 13	395,303 04	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Rennes	*Idem*	Convention du 10 novembre 1887 (1896)	100,000 00	3 65	40	190,928 00	25,831 05	81,144 40	2,066 04	4,773 20	27,897 09	85,917 60	72,102 91	105,010 40	*Idem.*
		TOTAUX	2,083,523 28	.....	.....	4,161,430 10	783,645 62	2,231,958 63	51,972 09	105,591 11	785,617 71	2,337,549 74	1,297,905 57	1,823,880 36	

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1913. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1913. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1913. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1913. Annuités payées. 16	Totaux au 31 décembre 1913. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 31 décembre 1913. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1913. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.				fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° LYCÉES DE GARÇONS.																				
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	"	"	"	"	92,272 00	29,433 52	62,425 08	2,158 35	3,141 75	31,591 87	65,566 83	22,358 13	26,705 17
Bar-le-Duc	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	3 50	595 30	30	"	"	"	"	17,859 00	4,814 60	10,120 10	379 78	595 30	5,194 38	10,715 40	5,748 62	7,143 60
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	3 50	9,477 50	39	"	"	"	"	369,622 50	58,455 40	165,856 25	4,523 41	9,477 50	62,978 81	175,333 75	137,021 19	194,288 75
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	"	"	"	"	763,135 00	235,020 00	537,827 50	10,000 00	17,417 50	245,000 00	555,245 00	155,000 00	207,890 00
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	"	"	"	"	85,705 87	26,308 77	56,588 57	1,960 21	2,911 73	28,268 98	59,500 30	21,731 02	26,205 57
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	"	"	"	"	337,753 50	116,671 25	244,946 86	8,342 83	11,600 83	125,014 08	256,547 69	69,485 92	81,205 81
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.	"	Annuités variables.	33	205,968 29	39,164 11	122,891 67	2,721 09	5,135 08	41,885 20	128,026 75	58,114 80	77,941 54
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"	"	63,924 55	9,880 63	30,697 18	769 52	1,665 86	10,650 15	32,363 04	21,669 85	31,561 51
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	*Idem.*	33	"	"	"	"	191,708 57	64,600 62	135,593 29	4,681 21	6,508 75	69,281 83	142,102 04	42,318 17	49,606 53
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	"	"	"	"	777,556 21	126,558 56	405,899 68	9,139 45	19,560 87	135,698 01	425,460 55	247,301 99	352,095 66
Laon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	"	"	"	"	141,768 80	23,616 37	74,428 62	1,698 63	3,544 22	25,315 00	77,972 84	44,835 00	63,795 96
Laval	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,060 99	40	"	"	"	"	42,439 60	9,203 52	26,524 75	589 14	1,060 99	9,792 66	27,585 74	11,207 34	14,853 86
Idem	*Idem.*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40	"	"	"	"	8,218 00	1,566 94	4,725 35	105 45	205 45	1,672 39	4,930 80	2,393 96	3,287 20
Lyon	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141 83	40	"	"	"	"	45,673 20	9,294 89	27,403 92	609 60	1,141 83	9,904 49	28,545 75	12,695 51	17,127 45
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	25,150 00	4 00	1,270 67	40	"	"	"	"	50,826 80	9,697 38	29,225 41	652 30	1,270 67	10,349 68	30,496 08	14,800 32	20,330 72
Montluçon	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30	"	"	"	"	17,299 37	4,886 32	10,893 63	376 44	582 34	5,262 76	11,475 97	4,737 24	5,823 40
Montpellier	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er octobre 1890	20,665 21	3 75	1,075 82	35	"	"	"	"	37,653 70	9,739 50	23,668 04	665 03	1,075 82	10,404 53	24,743 86	10,260 68	12,909 84
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1891	975 00	4 00	49 26	40	"	"	"	"	1,970 40	327 81	1,034 46	23 34	49 26	351 15	1,083 72	623 85	886 68
Nantes	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30	"	"	"	"	65,212 20	17,742 62	39,127 32	1,388 85	2,173 74	19,131 47	41,301 06	19,341 92	23,911 14
Nîmes	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35	"	"	"	"	632,691 25	122,495 13	333,480 25	9,528 08	18,134 00	132,023 21	351,614 25	207,976 79	281,077 00
A reporter			2,089,392 95								3,949,258 81	919,457 94	2,343,357 93	60,312 71	107,253 49	979,770 65	2,450,611 42	1,109 622 30	1,498,647 39

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — CAPITAL TOTAL à amortir. 4	TAUX de l'intérêt nominal annuel. 5	MONTANT de l'annuité. 6	NOMBRE d'années de l'amortissement. 7	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	NOUVEAU taux d'intérêt. 9	MONTANT de la nouvelle annuité. 10	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	MONTANT total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1913. Capital amorti. 13	Annuités payées. 14	PENDANT L'ANNÉE 1913. Capital amorti. 15	Annuités payées. 16	TOTAUX au 31 décembre 1913. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1913. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report.....	.....	.....	2,089,392 95	"	"	"	.....	"	"	"	3,949,258 81	919,457 94	2,343,357 93	60,312 71	107,253 49	979,770 65	2,450,611 42	1,109,622 30	1,498,647 39
Périgueux.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er sept. 1894...	29,788 64	3 775	1,449 69	40	.....	"	"	"	57,987 60	8,271 03	26,094 42	643 37	1,449 69	8,914 40	27,544 11	20,874 24	30,443 49
Reims.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1887..	7,000 00	4 00	353 66	40	.....	"	"	"	14,146 40	3,067 78	8,841 50	196 35	353 66	3,264 13	9,195 16	3,735 87	4,951 24
Idem.....	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er avril 1889....	245,000 00	3 90	Annuités variables.	30	.....	"	"	"	393,102 50	195,999 84	337,414 00	8,166 66	10,396 17	204,166 50	347,810 17	40,833 50	45,292 33
Idem.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1890.	1,410 00	4 00	71 23	40	.....	"	"	"	2,849 20	508 10	1,567 06	35 15	71 23	543 25	1,638 29	866 75	1,210 91
Rochefort.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887..	50,750 00	4 00	Annuités variables.	40	.....	"	"	"	108,336 05	29,750 00	70,699 10	2,750 00	2,715 45	32,500 00	73,414 55	18,250 00	34,921 50
Idem.....	Loi de finances du 17 juillet 1889.	16 août 1888.....	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	.....	"	"	"	225,327 70	34,500 00	134,839 65	1,500 00	5,553 20	36,000 00	140,392 85	69,250 00	84,934 85
La Roche-sur-Yon.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 février 1892..	16,000 00	4 10	931 75	30	.....	"	"	"	27,952 50	8,418 46	18,635 03	627 20	931 75	9,045 66	19,566 78	6,954 34	8,385 72
Rouen.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1888..	275,000 00	4 00	13,893 96	40	.....	"	"	"	555,758 40	113,103 19	333,455 04	7,418 06	13,893 96	120,521 25	347,349 00	154,478 75	208,409 40
Saint-Étienne.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er juillet 1887..	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893. — Même date.	3 75	65,863 76	34 ans et 6 m	2,612,286 90	551,001 65	1,591,398 62	35,350 68	65,863 76	586,352 33	1,657,262 38	787,084 72	955,024 52
Saint-Omer.....	Loi de finances du 26 déc. 1890.	25 février 1893...	100,000 00	4 10	5,107 28	40	.....	"	"	"	202,263 01	28,570 02	95,010 13	2,212 71	5,107 28	30,782 73	100,117 41	69,217 27	102,145 60
Saint-Quentin.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1893..	3,940 37	4 00	228 24	30	.....	"	"	"	6,847 20	1,932 22	4,336 56	146 55	228 24	2,078 77	4,564 80	1,861 60	2,282 40
Toulon.....	*Idem*.....	1er janvier 1891..	3,467 33	4 00	175 18	40	.....	"	"	"	7,007 20	1,166 59	3,678 78	83 15	175 18	1,249 74	3,853 96	2,217 59	3,153 24
Troyes.....	Loi de finances du 8 août 1885	1er janvier 1888..	10,313 00	4 00	521 05	40	.....	"	"	"	20,842 00	4,241 61	12,505 20	278 19	521 05	4,519 80	13,026 25	5,793 20	7,815 75
Totaux.....	.....	.....	4,310,749 34	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8,183,965 47	1,899,988 43	4,981,833 02	119,720 78	214,514 11	2,019,709 21	5,196,347 13	2,291,040 13	2,987,618 34

Tableau de la Dette publique concernant les constructions

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10
			fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.									
Alais	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	//	//	//
Albi (1)	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892. (Dcns mle, 12 mars 1909.)	1er janvier 1895	96,600 00	3 70	Annuités variables.	30	//	//	//
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895.	20,000 00	4 00	1,010 47	40	//	//	//
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890.	19,000 00	4 30	1,133 24	30	//	//	//
Castres	Loi de finances du 26 déc 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	//	//	//
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	//	Annuités variables.
Grenoble	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	//	//	//
Guéret	Loi de finances du 26 déc. 1890.	*Idem*	10,000 00	4 10	582 35	30	//	//	//
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	//	//	//
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	//	//	//
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	//	//	//
Moulins	Loi de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888.	445,509 00	4 45048	23,943 94	40	//	//	//
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1893	13,150 00	4 10	765 78	30	//	//	//
Reims	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	15,498 10	4 00	783 01	40	//	//	//
Saint-Quentin	Loi de finances du 30 mars 1888.	*Idem*	19,362 39	4 00	978 23	40	//	//	//
Tarbes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1889	117,150 00	4 00	5,918 83	40	//	//	//
Tournon	Loi de finances du 29 déc. 1888.	21 janvier 1889	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	//	//	//
Valenciennes	Loi de finances du 27 février 1887.	27 septembre 1887	75,000 00	4 50	*Idem*.	30	//	//	//
		TOTAUX	1,366,025 49						

(1) Après entente avec la ville, et à la suite de la liquidation définitive des travaux d'appropriation du lycée de jeunes filles d'Albi, le capital a été ramené au chiffre de 96,600 francs, par la délibération du 12 mars 1909.

scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

L'ÉTAT. — Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1913. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1913. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1913. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1913. Annuités payées. 16	Totaux au 31 décembre 1913. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 31 décembre 1913. Annuités payées (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1913. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
//	14,504 80	2,346 01	7,615 02	169 37	362 62	2,515 38	7,977 64	4,584 62	6,527 16
//	159,498 40	41,645 33	89,845 25	3,434 66	5,343 40	45,079 99	95,188 65	51,520 01	64,309 75
//	40,418 80	5,823 84	19,198 93	443 41	1,010 47	6,267 25	20,209 40	13,732 75	20,209 40
//	33,253 26	11,386 78	24,187 34	809 69	1,133 24	12,196 47	25,320 58	6,803 53	7,932 68
//	155,818 95	22,058 18	73,624 95	1,691 17	3,914 00	23,749 35	77,538 95	53,750 65	78,280 00
35	513,164 71	88,826 29	281,356 97	6,589 49	13,094 68	95,415 78	294,451 65	157,884 22	218,713 06
//	202,005 20	32,673 14	106,052 73	2,379 66	5,050 13	35,052 80	111,102 86	63,828 20	90,902 34
//	17,345 23	5,262 04	11,521 69	393 86	582 35	5,655 90	12,104 04	4,344 10	5,241 19
//	34,154 00	6,091 08	18,784 70	421 51	853 85	6,512 59	19,638 55	10,387 41	14,515 45
//	3,384 80	524 62	1,692 40	38 58	84 62	563 20	1,777 02	1,111 80	1,607 78
//	72,955 20	13,010 58	40,125 36	900 30	1,823 88	13,910 88	41,949 24	22,189 12	31,005 96
//	909,155 40	173,524 97	526,052 36	11,970 90	23,943 94	185,495 87	549,996 30	260,013 13	359,159 10
//	22,808 66	6,919 21	15,150 86	515 47	765 78	7,434 68	15,916 64	5,715 32	6,892 02
//	31,320 40	5,585 64	17,226 22	386 52	783 01	5,972 16	18,009 23	9,525 94	13,311 17
//	39,129 20	6,978 21	21,521 06	481 87	978 23	7,460 08	22,499 29	11,902 31	16,629 91
//	236,753 20	45,143 62	136,133 09	3,038 57	5,918 83	48,182 19	142,051 92	68,967 81	94,701 28
//	84,158 77	15,952 59	47,928 06	1,139 48	1,918 23	17,092 07	49,846 29	26,207 93	34,312 48
//	138,180 00	55,250 00	115,707 50	3,750 00	4,546 25	59,000 00	120,253 75	16,000 00	17,926 25
.....	2,708,008 98	539,002 13	1,553,724 49	38,554 51	72,107 51	577,556 64	1,625,832 00	788,468 85	1,082,176 98

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1913. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1913. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1913. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1913. Annuités payées. 16	Totaux au 31 décembre 1913. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 31 décembre 1913. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1913. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																				
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	"	"	"	"	18,999 00	6,148 02	13,299 30	443 78	623 30	6,591 80	13,932 60	4,283 20	5,066 40
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	"	"	"	"	203,284 82	33,043 77	106,246 50	2,386 21	5,107 28	35,429 98	111,353 78	64,570 02	91,931 04
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1890.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	"	"	"	"	246,538 07	59,988 51	130,777 25	5,028 65	8,268 63	65,017 16	139,045 88	84,982 84	107,492 19
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	"	"	"	"	172,689 20	35,144 15	103,613 52	2,304 97	4,317 23	37,449 12	107,930 75	48,000 88	64,758 45
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	"	"	"	"	35,106 55	10,668 06	23,299 45	794 82	1,180 71	11,462 88	24,480 16	8,812 12	10,626 39
Falaise	Loi du 20 juin 1885	25 août 1890	20,000 00	4 40	1,207 07	30	"	"	"	"	36,212 10	11,516 64	25,952 00	843 09	1,207 07	12,359 73	27,159 07	7,640 27	9,053 03
Fontainebleau	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.	*Idem*	33,328 73	4 40	2,011 57	30	"	"	"	"	59,553 93	19,886 24	43,461 37	1,435 66	2,011 57	21,321 90	45,472 94	12,006 83	14,080 99
Fontenay-le-Comte	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893, 25 novembre 1892.	4 00	4,707 42	24	141,819 20	62,758 01	122,989 52	4,057 92	4,707 42	66,815 93	127,696 94	13,184 07	14,122 36
Gray	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er janvier 1893	4,000 00	4 00	202 09	40	"	"	"	"	8,083 60	1,164 67	3,839 71	88 66	202 09	1,253 33	4,041 80	2,746 67	4,041 80
Issoire	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	6,000 00	4 10	349 41	30	"	"	"	"	10,482 30	3,391 44	7,337 61	244 26	349 41	3,635 70	7,687 02	2,264 30	2,795 28
Joigny	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893	30,000 00	4 10	1,532 18	40	"	"	"	"	61,287 20	8,245 15	28,345 33	646 74	1,532 18	8,891 89	29,877 51	21,108 11	31,409 69
La Châtre	Lois de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	4,395 40	4 10	255 96	30	"	"	"	"	7,678 80	2,312 40	5,119 20	172 22	255 96	2,484 62	5,375 16	1,910 78	2,303 64
Le Blanc	Loi du 20 juin 1885	25 février 1893	3,100 00	4 10	174 80	32	"	"	"	"	5,551 24	1,455 74	3,453 64	108 38	174 80	1,564 12	3,628 44	1,535 88	1,922 80
Meaux	*Idem*	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897, 1er mai 1897.	3 50	Annuités variables.	21	283,231 23	114,778 09	228,145 68	7,526 53	9,297 21	122,304 62	237,442 89	41,395 38	45,788 34
Idem	*Idem*	25 août 1892	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897, 25 mai 1897.	3 50	*Idem.*	26	49,181 25	15,998 47	32,465 42	978 67	1,492 48	16,977 14	33,957 90	12,722 86	15,223 35
Mortain	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	15,000 00	4 10	873 52	30	"	"	"	"	25,829 76	8,480 66	17,968 08	612 43	873 52	9,093 09	18,841 60	5,906 91	6,988 16
Nyons	Loi du 20 juin 1885	30 novembre 1889	10,100 00	4 00	532 27	40	"	"	"	"	21,290 80	3,765 60	12,242 53	260 71	532 27	4,026 31	12,774 80	6,073 69	8,516 00
Pézenas	Lois de finances des 29 déc. 1888 et 26 janvier 1892.	25 février 1892	31,106 30	4 10	1,681 63	35	"	"	"	"	58,369 36	12,404 45	33,144 91	924 22	1,681 63	13,328 67	34,826 54	17,777 63	23,542 82
Remiremont	Loi du 20 juin 1885	*Idem*	9,500 00	4 10	553 23	30	"	"	"	"	16,166 99	5,370 83	11,187 92	387 81	553 23	5,758 64	11,741 15	3,741 36	4,425 84
Riom	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40	"	"	"	"	61,234 40	12,461 84	36,740 64	817 32	1,530 86	13,279 16	38,271 50	17,020 84	22,962 90
Saint-Nazaire	*Idem*	1er janvier 1893	10,842 07	4 00	547 78	40	"	"	"	"	21,911 20	3,157 36	10,407 82	240 41	547 78	3,397 77	10,955 60	7,444 30	10,955 60
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1889.	25 août 1892	49,850 00	4 10	2,902 99	30	"	"	"	"	86,294 86	25,281 54	55,813 47	1,915 01	2,902 99	27,196 55	58,716 46	22,653 45	27,578 40
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	584 08	30	"	"	"	"	17,522 40	7,037 93	14,017 92	461 57	584 08	7,499 50	14,602 00	2,600 50	2,920 40
Tonnerre	*Idem*	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30	"	"	"	"	30,960 00	9,633 91	21,672 00	706 18	1,032 00	10,340 09	22,704 00	6,859 91	8,256 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40	"	"	"	"	97,445 50	13,714 69	43,321 10	1,073 55	2,460 20	14,788 24	45,781 30	35,211 76	51,664 20
TOTAUX			974,822 50								1,776,723 76	487,808 17	1,134,861 89	34,459 77	53,435 90	522,267 94	1,188,297 79	452,554 56	588,425 97

RÉCAPITULATION.

Lycées de garçons	4,310,749 34	"	"	"	"	"	"	"	8,183,965 47	1,899,988 43	4,981,833 02	119,720 78	214,514 11	2,019,709 21	5,196,347 13	2,291,040 13	2,987,618 34
Lycées et collèges de jeunes filles	1,366,025 49	"	"	"	"	"	"	"	2,708,008 98	539,002 13	1,553,724 49	38,554 51	72,107 51	577,556 64	1,625,832 00	788,468 85	1,082,176 98
Collèges de garçons	974,822 50	"	"	"	"	"	"	"	1,776,723 76	487,808 17	1,134,861 89	34,459 77	53,435 90	522,267 94	1,188,297 79	452,554 56	588,425 97
ENSEMBLE	6,651,597 33								12,668,698 21	2,926,798 73	7,670,419 40	192,735 06	340,057 52	3,119,533 79	8,010,476 92	3,532,063 54	4,658,221 29

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement primaire.

TAUX DE L'INTÉRÊT.	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté.	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1913.	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1913.	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1913.	CAPITAL RESTANT à amortir au 31 décembre 1913.	ANNUITÉS RESTANT DUES au 31 décembre 1913.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Emprunts à 4 60 p. 100 payables par semestre	32,140 98	1,923 64	22,057 91	1,543 06	8,540 01	9,802 90	
— 4 50 —	71,365 75	4,358 36	48,557 57	3,369 51	19,438 67	21,948 51	
— 4 45 —	28,727 00	1,744 18	19,491 57	1,350 02	7,885 41	8,918 40	
— 4 40 —	2,864,974 25	172,735 48	1,760,553 29	125,527 21	978,893 75	1,141,660 32	
— 4 375 —	7,123 72	430 92	4,615 96	324 51	2,183 25	2,574 70	
— 4 30 —	26,583 70	1,585 46	17,982 41	1,228 89	7,372 40	8,400 19	
— 4 26 —	56,466 50	3,352 52	39,378 98	2,652 51	14,435 01	16,201 99	
— 4 25 —	6,804 00	403 40	4,421 77	305 33	2,076 90	2,369 18	
— 4 20 —	446,323 43	25,921 50	253,180 43	17,996 70	175,146 30	214,894 89	
— 4 16 —	13,720 00	805 00	7,427 88	544 59	5,747 53	6,842 50	
— 4 11 —	8,890 88	518 22	6,159 34	410 05	2,321 49	2,591 10	
— 4 10 —	11,500,978 74	669,062 08	6,058,612 30	450,676 91	4,991,689 53	6,035,243 14	
— 4 05 —	21,645 00	1,253 54	9,904 97	785 98	10,954 05	13,788 94	
— 4 00 —	1,017,936 41	58,507 10	669,856 49	45,029 64	303,050 28	351,833 70	
— 3 932 —	225,000 00	13,000 48	182,879 44	11,455 81	30,664 75	32,501 20	
— 3 93 —	17,868 80	1,019 84	12,050 19	796 85	5,021 76	5,609 12	
— 3 91 —	8,700 00	495 28	6,269 85	404 13	2,026 02	2,228 76	
— 3 90 —	11,745 00	667 46	8,738 48	555 69	2,450 83	2,669 84	
— 3 85 —	799,554 37	45,177 90	398,870 22	30,038 26	370,645 89	454,176 55	
— 3 80 —	376,247 39	21,240 32	251,781 88	16,667 09	107,798 42	124,861 59	
— 3 75 —	123,411 17	6,961 00	81,249 41	5,430 38	36,731 38	42,178 18	
— 3 70 —	45,789 00	2,547 44	25,661 00	1,819 25	18,308 75	21,490 68	
— 3 65 —	16,970 00	939 78	9,186 70	661 57	7,121 73	8,480 40	
— 3 60 —	133,798 46	7,948 72	80,777 94	6,081 04	46,939 48	54,874 44	
— 3 5725 —	11,340 00	618 42	7,069 11	470 04	3,800 85	4,328 94	
— 3 52 —	17,615 40	955 50	9,288 26	668 21	7,658 93	9,077 25	
— 3 50 —	142,192 78	7,784 96	91,335 33	6,057 40	44,800 05	51,249 07	
— 3 417 —	43,950 00	2,429 64	35,998 00	2,176 32	5,775 68	6,074 10	
— 3 40 —	7,840 00	430 06	4,687 79	325 60	2,826 61	3,225 45	
— 3 38 —	10,582 00	582 84	8,672 84	522 64	1,386 52	1,457 09	
— 3 35 —	47,486 72	2,568 96	29,449 49	1,980 39	16,056 84	18,579 84	
— 3 30 —	16,800 00	919 26	10,735 40	724 97	5,339 63	5,975 19	
— 3 25 —	40,202 60	2,242 10	23,997 00	1,729 20	14,476 40	16,409 99	
— 3 15 —	9,610 00	495 98	5,552 28	372 57	3,685 15	4,215 83	
— 3 00 —	45,395 10	2,337 34	26 046 67	1,769 67	17,578 76	20,456 05	
TOTAUX	18,255,779 15	1,063,964 68	10,232,498 15	742,451 99	7,280,829 01	8,727,190 02	

18,255,779f 15c

ANNUITÉS

REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT

AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

Extrait de la loi du 10 avril 1908.

.....

ART. 2. — Des prêts au taux de 2 p. o/o peuvent être consentis par l'État aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet :

1° De consentir aux emprunteurs remplissant les conditions prévues par la présente loi des prêts hypothécaires individuels destinés, soit à l'acquisition de champs ou jardins dans les termes indiqués à l'article 1er, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitations à bon marché, constituées selon la loi du 12 avril 1906, pour celles de leurs opérations effectuées en conformité du paragraphe précédent.

.....

ART. 6. — Le total des avances que pourra faire l'État aux sociétés de crédit immobilier, dans les conditions de la présente loi, est fixé à cent millions de francs (100,000,000 fr.).

Le Ministre des Finances est autorisé à se procurer les fonds nécessaires, dans les limites d'un crédit ouvert chaque année par la loi de finances, au moyen d'avances qui pourront être faites au Trésor par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces avances seront représentées par des titres d'annuités dont les intérêts seront réglés trimestriellement au taux fixé pour le tarif de la dite caisse conformément à l'article 12 de la loi du 20 juillet 1886 et en vigueur au moment de la réalisation de chaque prêt.

Les prêts aux sociétés sont effectués, pour le compte de l'État, par la Caisse nationale des retraites sur la désignation d'une Commission spéciale instituée auprès du Ministre du Travail par l'article 8 de la présente loi. Les frais d'administration afférents à ce service sont remboursés chaque année à la Caisse nationale.

Une décision ministérielle en date du 10 juillet 1909 a déterminé les conditions d'application des articles 2 et 6 de la loi du 10 avril 1908. L'analyse de cette décision a été donnée au premier volume du Compte général, page 643, dans les développements du compte de services spéciaux : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations (loi du 10 avril 1908).*

Aux opérations retracées au compte de services spéciaux, et dont le solde représente la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, correspondent des opérations budgétaires de dépenses et de recettes.

Le budget du Ministère du Travail supporte l'amortissement des obligations émises par le Trésor et le payement des intérêts en cours.

D'autre part, les sommes remboursées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations et versées au Trésor par cette caisse figurent en recette au compte de produits divers du budget : *Annuités à verser par les sociétés de crédit immobilier pour l'amortissement des prêts à elles consentis pour le compte de l'État par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

La dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts a donc pour contre-partie la dette des sociétés de crédit immobilier vis-à-vis du Trésor.

SITUATION DE LA DETTE EN CAPITAL AU 1er JANVIER 1914.

Situation au 1er janvier 1913			3,327,400f 00c
Augmentations	Opérations du 1er trimestre 1913	1,034,400 00	8,365,000 00
	Opérations du 2e trimestre 1913	1,665,200 00	
	Opérations du 3e trimestre 1913	2,498,000 00	
	Opérations du 4e trimestre 1913	3,167,400 00	
TOTAL			11,692,400 00
Diminutions	Remboursements au 31 mars 1913	27,800f 00c	133,200 00
	Remboursements au 30 septembre 1913	105,400 00	
SITUATION au 1er janvier 1914 (A)			11,559,200 00

Le montant des versements effectués au Trésor, pour le compte des sociétés de crédit immobilier, par la Caisse des dépôts, pendant l'année 1913, s'est élevé à 228,258 fr. 95. (Voir 1er volume du Compte général, page 113.)

(A) La situation ressortant des écritures du Trésor (voir 1er volume, page 643)..... 8,391,800f 00c
ne comprend pas les opérations du 4e trimestre 1913, ci..... 3,167,400 00
pour lesquelles les titres d'annuités n'ont été remis à la Caisse des dépôts que postérieurement au 1er janvier 1914.

Le Trésor n'en est pas moins débiteur, à cette date, de la somme susindiquée de..... 11,559,200 00

TABLEAU D'ÉCHÉANCE

DES OBLIGATIONS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 1913 (1).

ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.	ÉCHÉANCES.	CAPITAUX.
	francs.		francs.
31 mars 1914	129,800	Report	6,445,000
30 septembre 1914	322,400	30 septembre 1926	399,400
31 mars 1915	134,800	31 mars 1927	164,600
30 septembre 1915	332,000	30 septembre 1927	403,000
31 mars 1916	138,600	31 mars 1928	160,400
30 septembre 1916	343,000	30 septembre 1928	386,000
31 mars 1917	143,200	31 mars 1929	136,800
30 septembre 1917	354,200	30 septembre 1929	345,200
31 mars 1918	147,000	31 mars 1930	139,600
30 septembre 1918	363,600	30 septembre 1930	347,600
31 mars 1919	150,200	31 mars 1931	140,200
30 septembre 1919	375,200	30 septembre 1931	348,000
31 mars 1920	155,400	31 mars 1932	135,400
30 septembre 1920	384,200	30 septembre 1932	329,600
31 mars 1921	158,600	31 mars 1933	131,800
30 septembre 1921	393,600	30 septembre 1933	294,400
31 mars 1922	161,000	31 mars 1934	77,800
30 septembre 1922	402,600	30 septembre 1934	185,000
31 mars 1923	163,200	31 mars 1935	80,200
30 septembre 1923	406,000	30 septembre 1935	187,200
31 mars 1924	163,200	31 mars 1936	76,800
30 septembre 1924	394,800	30 septembre 1936	188,600
31 mars 1925	164,800	31 mars 1937	74,200
30 septembre 1925	402,800	30 septembre 1937	185,000
31 mars 1926	160,800	31 mars 1938	64,400
		30 septembre 1938	133,000
A reporter	6,445,000	TOTAL	11,559,200

(1) Ces échéances sont établies par la Caisse des dépôts d'après celles de l'ensemble des emprunts correspondants consentis aux sociétés de crédit immobilier.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable par annuités.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu desdites conventions.

Les annuités échues en 1912 correspondent aux avances en travaux et en argent faites de 1884 à 1911 par les Compagnies de l'Est et de Paris-Lyon-Méditerranée, aux avances en travaux faites pendant la même période par la Compagnie du Midi, aux avances en travaux et en argent faites de 1889 à 1912 par la Compagnie d'Orléans, enfin aux avances en argent faites de 1884 à 1910 par la Compagnie du Midi. Ces avances s'élèvent à 1,067,999,000 francs, déduction faite de 150,857,000 francs considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

I. — TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1914.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des annuités. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des dépenses effectuées pendant l'année 1913.	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.					
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,300,000f	989,000f	989,000f	Divers.	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
Total pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883, à reporter	22,300,000	989,000	989,000		
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	22,300,000f	989,000f	989,000f		
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.					
Avances remboursables en annuités.					
COMPAGNIE DE L'EST.					
Lignes diverses	213,992,000	9,290,000	9,290,000	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.					
Lignes diverses	260,939,000	11,616,000	11,616,000	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.					
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses	577,318,000	24,662,000	24,662,000	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A déduire	(a) 150,857,000	6,000,000	6,000,000	3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — Reste	426,461,000	18,662,000	18,662,000		
COMPAGNIE DU MIDI.					
Lignes diverses	217,931,000	10,132,000	10,132,000	(b) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
Total	1,119,323,000	49,700,000	49,700,000		
Total général au 1er janvier 1914	1,141,623,000	50,689,000	50,689,000		

(a) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la Compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(b) Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

Nota. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1914.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1913.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1913.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1914.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1914.		
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	22,300,000f	39,310,000f	61,610,000f	1,912,000f	7,779,000f	9,691,000f	211,000f	778,000f	989,000f	2,123,000f	8,557,000f	10,680,000f	20,177,000f	30,753,000f	50,930,000f
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Lignes diverses	213,992,000	358,460,000	572,452,000	26,988,000	155,681,000	182,669,000	1,949,000	7,341,000	9,290,000	28,937,000	163,022,000	191,959,000	185,055,000	195,438,000	380,493,000
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Lignes diverses	260,939,000	382,097,000	643,036,000	25,416,000	136,903,000	162,319,000	2,437,000	9,179,000	11,616,000	27,853,000	146,082,000	173,935,000	233,086,000	236,015,000	469,101,000
COMPAGNIE P.-L.-M. Lignes diverses	577,318,000	875,806,000	1,453,124,000	44,142,000	260,869,000	305,011,000	4,689,000	19,973,000	24,662,000	48,831,000	280,842,000	329,673,000	528,487,000	594,964,000	1,123,451,000
COMPAGNIE P.-L.-M. *A déduire*	*150,857,000*	*221,143,000*	*372,000,000*	*9,234,000*	*86,766,000*	*96,000,000*	*774,000*	*5,226,000*	*6,000,000*	*10,008,000*	*91,992,000*	*102,000,000*	*140,849,000*	*129,151,000*	*270,000,000*
COMPAGNIE P.-L.-M. Reste	426,461,000	654,663,000	1,081,124,000	34,908,000	174,103,000	209,011,000	3,915,000	14,747,000	18,662,000	38,823,000	188,850,000	227,673,000	387,638,000	465,813,000	853,451,000
COMPAGNIE DU MIDI.															
Lignes diverses	217,931,000	331,338,000	549,269,000	16,448,000	84,948,000	101,396,000	2,125,000	8,007,000	10,132,000	18,573,000	92,955,000	111,528,000	199,358,000	238,383,000	437,741,000
TOTAUX pour les conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	1,119,323,000	1,726,558,000	2,845,881,000	103,760,000	551,635,000	655,395,000	10,426,000	39,274,000	49,700,000	114,186,000	590,909,000	705,095,000	1,005,137,000	1,135,649,000	2,140,786,000
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1914	1,141,623,000	1,765,868,000	2,907,491,000	105,672,000	559,414,000	665,086,000	10,637,000	40,052,000	50,689,000	116,309,000	599,466,000	715,775,000	1,025,314,000	1,166,402,000	2,191,716,000

ANNUITÉ DE RACHAT

DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

(LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

Une loi du 13 juillet 1908 a autorisé le Ministre des Travaux publics à procéder au rachat à l'égard de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Le prix de ce rachat a été déterminé par une convention du 28 octobre 1909 approuvée par la loi du 21 décembre suivant et dont l'article 4 est ainsi conçu:

« L'État payera à la Compagnie, pour chacune des années à courir depuis le 1er janvier 1909 jusqu'au 31 décembre 1956:

« 1° Une somme de 11,550,000 francs, laquelle sera toutefois réduite à 6,300,000 francs pour les cinq dernières années;

« 2° Une somme égale aux charges effectives, tant principales qu'accessoires, y compris l'abonnement au timbre et les frais de service, fixée à dix centimes (0 fr. 10) par titre, de tous les emprunts réalisés par la Compagnie au 31 décembre 1907.

« Le tableau annexé à la présente convention détermine pour chaque année le montant réel des sommes à payer à la Compagnie, ainsi que la date des payements.

« Il sera délivré à la Compagnie, en représentation de ces sommes, un titre spécial, exempt de timbre et inaliénable, dont les coupons auront la valeur et les dates d'échéance des payements indiqués audit tableau. Ces coupons seront payés à la Compagnie, à première présentation, par le Trésor public.

« Sur les sommes ainsi payées, la Compagnie ne pourra être assujettie personnellement à aucun impôt ultérieurement établi; il est en outre précisé que le droit de timbre qu'elle acquitte ne sera désormais exigible que sur ses obligations et dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

« L'État versera, en outre, chaque année, à la Compagnie, et dans les mêmes conditions, une somme égale aux charges effectives tant principales qu'accessoires, calculées ainsi qu'il vient d'être dit, de tous les emprunts réalisés par elle postérieurement au 1er janvier 1908, tant pour couvrir les dépenses de l'année 1908 que pour assurer le règlement définitif de tous comptes entre la Compagnie et l'État. Le tableau des payements complémentaires à effectuer de ce chef sera arrêté, après avis de la Commission supérieure de vérification des comptes des Compagnies de chemin de fer, la Compagnie entendue, par une décision concertée du Ministre des Travaux Publics et du Ministre des Finances; la Compagnie déclare accepter par avance ladite décision.

« Un titre spécial, constitué comme il est dit ci-dessus, sera remis à la Compagnie en représentation des sommes complémentaires inscrites à ce tableau.

« Il est entendu que toutes les annuités précédemment servies par l'État à la Compagnie étant comprises dans le tableau des payements prévus par le présent article cesseront, à partir de l'année 1909, d'être versées distinctement à la Compagnie ».

Les sommes dues en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article ci-dessus ont fait l'objet d'un tableau annexé à la convention.

A l'origine, la dette de l'État envers l'ancienne Compagnie de l'Ouest ne comprenait pas les emprunts réalisés après le 1er janvier 1908, lesquels devaient donner lieu à payements complémentaires. Conformément au paragraphe 7 de l'article 4 de la convention, une décision interministérielle du 31 juillet 1912 a prescrit de délivrer à la Compagnie un nouveau titre, dont un tableau annexe fixe la valeur des coupons, payables dans les mêmes conditions et aux mêmes échéances que celles de l'annuité principale. A partir de l'année 1912, l'annuité complémentaire se superpose donc à la première.

Prise ainsi dans son ensemble, cette dette n'est définie que par la valeur et le nombre des annuités et ce sont celles-ci qui font l'objet d'un compte de services spéciaux du Trésor. Pour évaluer la dette en capital, on a dû déterminer les valeurs actuelles au 1er janvier de chaque année, à un taux nécessairement arbitraire et que l'on a supposé égal à 3 p. 100.

Les valeurs ont été d'abord calculées au 29 mars pour les premières trimestrialités de chaque année, au 28 juin pour les deuxièmes, au 28 septembre et 29 décembre pour les deux autres; puis on les a escomptées pour les ramener à la date du 1er janvier.

Les tableaux ci-après indiquent les calculs opérés et leurs résultats.

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909).

(ANNUITÉ PRINCIPALE).

ANNÉES.	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 48 ans.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants.	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants.	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants.	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants.	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.)	ANNÉES.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	13,633,874 06	13,633,874 06	41,445,263 09	41,445,263 09	26,572,633 36	26,572,633 36	24,498,927 01	24,498,927 01	1909.
1910	0 9708.7379	19,792,872 86	19,216,381 49	41,699,445 88	40,484,899 06	26,648,649 78	25,872,475 61	24,287,377 68	23,579,978 42	1910.
1911	0 9425.9591	19,670,425 14	18,541,262 28	41,963,564 16	39,554,683 95	26,726,636 80	25,192,418 54	24,030,328 28	22,669,741 07	1911.
1912	0 9151.4166	19,532,375 86	17,874,890 87	42,240,433 54	38,655,980 47	26,803,132 94	24,528,663 57	23,803,444 50	21,783,523 71	1912.
1913	0 8884.8705	19,390,132 91	17,227,881 99	42,518,144 27	37,776,820 57	26,884,538 62	23,886,564 41	23,548,505 85	20,922,542 49	1913.
1914	0 8626.0878	19,244,784 90	16,600,720 42	42,811,774 87	36,929,812 89	26,968,094 14	23,262,914 69	23,286,355 14	20,087,014 30	1914.
1915	0 8374.8426	19,094,932 27	15,991,705 22	43,106,918 44	36,101,365 69	27,052,142 91	22,655,743 89	23,018,798 96	19,277,881 81	1915.
1916	0 8130.9151	18,941,718 95	15,401,350 86	43,415,881 21	35,301,084 41	27,139,696 17	22,067,056 54	22,742,202 87	18,491,492 07	1916.
1917	0 7894.0923	18,782,468 48	14,827,053 98	43,735,054 43	34,524,855 34	27,228,593 38	21,494,502 93	22,457,251 64	17,727,961 73	1917.
1918	0 7664.1673	18,619,584 00	14,270,360 68	44,060,622 31	33,768,798 07	27,319,368 14	20,938,020 80	22,167,444 60	16,989,500 40	1918.
1919	0 7440.9391	18,451,657 29	13,729,765 82	44,395,504 23	33,034,424 33	27,337,568 18	20,341,718 00	21,866,144 65	16,270,465 07	1919.
1920	0 7224.2128	18,279,747 74	13,205,678 76	44,740,448 32	32,321,451 94	27,430,929 71	19,816,687 35	21,557,337 31	15,573,479 21	1920.
1921	0 7013.7988	18,103,865 74	12,697,645 10	45,099,604 84	31,631,955 43	27,527,791 13	19,307,438 84	21,237,100 04	14,895,274 68	1921.
1922	0 6809.5134	17,921,140 23	12,203,424 45	45,464,111 92	30,958,847 93	27,628,460 83	18,813,637 42	20,911,204 98	14,239,513 05	1922.
1923	0 6611.1781	17,734,101 52	11,724,329 36	45,843,130 45	30,307,710 01	27,729,149 30	18,332,234 46	20,575,914 59	13,603,103 59	1923.
1924	0 6418.6195	17,542,541 34	11,259,889 79	46,233,003 89	29,675,206 03	27,834,604 29	17,865,973 39	20,229,366 87	12,984,460 87	1924.
1925	0 6231.6694	17,154,988 81	10,690,421 88	46,633,373 74	29,060,376 82	27,944,879 71	17,414,325 18	19,797,216 92	12,336,971 09	1925.
1926	0 6050.1645	16,845,102 09	10,191,563 87	47,047,640 84	28,464,596 64	28,061,142 33	16,977,452 72	19,329,824 36	11,694,861 71	1926.
1927	0 5873.9461	16,629,838 56	9,768,271 66	47,474,938 57	27,886,523 03	28,178,619 43	16,551,969 17	18,949,837 30	11,131,032 29	1927.
1928	0 5702.8603	16,408,316 77	9,357,433 83	47,918,965 52	27,327,516 61	28,300,049 60	16,139,122 94	18,557,610 72	10,583,146 14	1928.
1929	0 5536.7575	16,180,339 12	8,958,661 40	48,372,002 88	26,782,404 97	28,423,666 83	15,737,493 05	18,154,285 18	10,051,587 46	1929.
1930	0 5375.4928	15,945,730 05	8,571,615 71	48,840,191 29	26,254,009 66	28,553,171 69	15,348,736 88	17,738,409 15	9,535,269 07	1930.
1931	0 5218.9250	15,704,252 97	8,195,931 84	49,323,829 23	25,741,736 55	28,682,739 88	14,969,306 82	17,314,264 26	9,036,184 66	1931.
1932	0 5066.9175	15,455,755 50	7,831,303 80	49,818,367 99	25,242,556 06	28,815,597 53	14,600,625 54	16,875,369 99	8,550,610 76	1932.
1933	0 4919.3374	15,200,031 24	7,477,408 22	50,332,432 49	24,760,221 76	28,954,448 46	14,243,670 12	16,422,705 73	8,078,883 05	1933.
1934	0 4776.0557	14,936,825 83	7,133,911 21	50,854,757 08	24,288,515 24	29,094,901 14	13,895,886 84	15,959,166 84	7,622,186 97	1934.
1935	0 4636.9473	14,665,953 09	6,800,525 16	51,402,401 84	23,835,022 82	29,239,142 89	13,558,036 47	15,480,556 59	7,178,252 51	1935.
1936	0 4501.8906	14,387,180 24	6,476,951 15	51,957,975 24	23,390,912 01	29,387,856 99	13,230,091 72	14,993,486 62	6,709,386 63	1936.
1937	0 4370.7675	14,100,265 49	6,162,898 21	52,536,885 49	22,962,651 13	29,538,141 26	12,910,434 78	14,395,895 38	6,292,111 17	1937.
1938	0 4243.4636	13,805,000 32	5,858,101 64	53,130,042 83	22,545,540 27	29,693,166 14	12,600,186 97	13,873,306 36	5,887,087 06	1938.
1939	0 4119.8676	13,501,126 14	5,562,285 21	53,742,202 40	22,141,075 84	29,854,031 83	12,299,465 85	12,988,157 89	5,350,949 09	1939.
1940	0 3999.8715	13,188,419 39	5,275,198 28	54,382,541 89	21,752,317 94	30,014,356 89	12,005,357 07	12,427,789 77	4,970,956 21	1940.
1941	0 3883.3703	12,866,627 52	4,996,587 92	55,037,173 77	21,372,972 60	30,184,784 93	11,721,869 73	11,852,447 50	4,602,744 26	1941.
1942	0 3770.2625	12,535,399 00	4,726,174 48	55,714,831 51	21,005,953 99	30,354,370 05	11,444,356 61	11,259,464 64	4,245,113 72	1942.
1943	0 3660.4490	12,194,529 89	4,463,745 47	56,410,598 63	20,648,811 93	30,530,486 90	11,175,529 02	10,650,234 36	3,898,463 97	1943.
1944	0 3553.8340	11,843,700 86	4,209,054 68	57,128,368 36	20,302,473 78	30,711,422 39	10,914,329 71	10,023,093 78	3,562,041 15	1944.
1945	0 3450.3243	11,482,614 03	3,961,874 22	57,869,227 78	19,966,760 28	30,893,121 10	10,659,128 64	9,377,345 73	3,235,488 38	1945.
1946	0 3349.8294	11,111,022 24	3,722,002 90	58,631,229 73	19,640,461 71	31,084,178 50	10,412,669 50	8,713,806 42	2,918,976 49	1946.
1947	0 3252.2615	10,728,546 66	3,489,203 93	59,416,190 42	19,323,698 86	31,276,505 25	10,171,937 39	8,030,267 91	2,611,653 12	1947.
1948	0 3157.5355	10,334,916 91	3,263,286 70	60,221,901 91	19,015,279 32	31,474,173 76	9,938,082 10	7,328,031 74	2,313,852 04	1948.
1949	0 3065.5684	9,929,798 24	3,044,047 57	61,057,165 74	18,717,491 78	31,676,619 89	9,710,684 50	6,604,265 12	2,024,582 65	1949.
1950	0 2976.2800	9,512,852 87	2,831,291 37	61,912,899 12	18,427,012 34	31,884,850 03	9,489,824 14	5,860,256 49	1,744,176 42	1950.
1951	0 2889.5922	9,083,720 48	2,624,824 78	62,797,640 49	18,145,957 21	32,098,374 51	9,275,092 37	5,095,147 51	1,472,289 85	1951.
1952	0 2805.4294	8,642,044 01	2,424,464 43	31,781 51	8,916 08	32,328,544 01	9,069,544 78	25,784 22	7,233 58	1952.
1953	0 2723.7178	8,200,204 22	2,233,504 22	25,784 22	7,022 89	32,757,704 22	8,922,274 21	19,612 69	5,341 94	1953.
1954	0 2644.3862	7,745,472 69	2,048,202 11	19,612 69	5,186 35	33,200,972 69	8,779,619 40	13,261 62	3,506 88	1954.
1955	0 2567.3653	7,277,451 62	1,868,387 68	13,261 62	3,404 74	33,656,951 62	8,640,968 97	6,725 68	1,726 73	1955.
1956	0 2492.5876	6,795,750 68	1,693,900 39	6,725 68	1,676 43	34,124,250 68	8,505,768 41	//	//	1956.
1957	0 2419.9880	6,300,000 00	1,524,592 44	//	//	//	//	//	//	1957.
			415,843,843 49		1,181,502,216 85		742,262,527 40		461,251,526 53	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 412,816,523 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 1,164,328,373 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 726,106,661 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 447,889,492 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 2,751,141,049 fr.

ANNUITÉ DE RACHAT À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. (LOIS DES 13 JUILLET 1908 ET 21 DÉCEMBRE 1909.)

ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE (Décision ministérielle du 31 juillet 1912).

ANNÉES. (1)	VALEURS ESCOMPTÉES de 1 franc payable après 0, 1, 2, 3, etc., 47 ans. (2)	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Montants. (3)	PREMIÈRE ÉCHÉANCE 29 MARS. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 mars 1909.) (4)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Montants. (5)	DEUXIÈME ÉCHÉANCE 28 JUIN. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 juin 1909.) (6)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Montants. (7)	TROISIÈME ÉCHÉANCE 28 SEPTEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 28 septembre 1909.) (8)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Montants. (9)	QUATRIÈME ÉCHÉANCE 29 DÉCEMBRE. Sommes réduites par l'escompte. (Valeur au 29 décembre 1909.) (10)	ANNÉES. (11)
	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1909	1 0000.0000	906,144 05	906,144 05	13,786 50	13,786 50	1,634,686 50	1,634,686 50	13,667 10	13,667 10	1909.
1910	0 9708 7379	1,110,299 30	1,077,960 48	15,888 99	15,426 20	1,994.035 24	1,935,956 55	15,728 90	15,270 77	1910.
1911	0 9425.9591	1,181,527 66	1,113,703 13	15,728 91	14,826 00	1,999.527 66	1,884,746 59	15,620 15	14,723 49	1911.
1912	0 9151.4166	1,191,111 66	1,090,035 90	15,946 20	14,593 03	2,081,394 42	1,904,770 74	15,772 61	14,434 17	1912.
1913	0 8884.8505	1,185,181 35	1,053,018 28	15,772 60	14,013 75	2,078,681 35	1,846,881 46	15,593 90	13,854 98	1913.
1914	0 8626.0878	1,171,772 66	1,010,781 38	15,593 91	13,451 44	2,092,272 66	1,804,812 77	15,409 80	13,292 62	1914.
1915	0 8374.8426	1,157,957 30	969,771 10	15,409 80	12,905 46	2,105,457 30	1,763,287 35	15,220 30	12,746 76	1915.
1916	0 8130.9151	1,143,736 54	929,962 47	15,220 29	12,375 48	2,119,236 54	1,723,133 24	15,025 20	12,216 86	1916.
1917	0 7894.0923	1,129,095 20	891,318 17	15,025 20	11,861 03	2,133,595 20	1,684,279 74	14,824 30	11,702 44	1917.
1918	0 7664.1673	1,114,016 79	853,801 10	14,824 29	11,361 58	2,148,016 80	1,646,276 02	14,617 51	11,203 10	1918.
1919	0 7440.9391	1,098,495 01	817,383 44	14,617 50	10,876 78	2,162,995 01	1,609,471 41	14,404 60	10,718 37	1919.
1920	0 7224.2128	1,082,514 60	782,031 58	14,404 60	10,406 18	2,179,014 60	1,574,166 52	14,185 30	10,247 76	1920.
1921	0 7013.7988	1,066,052 79	747,707 97	14,185 29	9,949 27	2,195,052 80	1,539,566 32	13,959 51	9,790 92	1921.
1922	0 6809.5134	1,049,102 01	714,387 41	13,959 50	9,505 74	2,210,602 01	1,505,312 40	13,727 20	9,347 55	1922.
1923	0 6611.1781	1,031,662 20	682,050 25	13,727 20	9,075 29	2,229,162 20	1,473,738 83	13,487 70	8,916 96	1923.
1924	0 6418.6195	1,013,681 45	650.643 55	13,487 70	8,657 24	2,245,681 45	1,441,417 47	13,241 30	8,499 09	1924.
1925	0 6231.6694	995,181 31	620,164 09	13,241 31	8,251 54	2,263,681 30	1,410,651 35	12,987 60	8,093 44	1925.
1926	0 6050.1645	976,131 33	590,575 51	12,987 59	7,857 70	2,282,631 33	1,381,029 50	12,726 30	7,699 62	1926.
1927	0 5873.9461	956,510 06	561,848 85	12,726 31	7,475 36	2,301,510 06	1,351,894 60	12,457 31	7,317 36	1927.
1928	0 5702.8603	936,309 79	533,964 39	12,457 30	7,104 22	2,321,309 79	1,323,810 54	12,180 31	6,946 26	1928.
1929	0 5536.7575	915,507 80	506,894 46	12,180 30	6,743 93	2,341,507 81	1,296,436 09	11,895 10	6,586 03	1929.
1930	0 5375.4928	894.088 84	480,616 81	11,895 09	6,394 19	2,362,088 84	1,269,739 15	11,601 50	6,236 38	1930.
1931	0 5218.9250	872,037 76	455,110 86	11,601 51	6,054 74	2,384,037 76	1,244,211 42	11,299 09	5,896 91	1931.
1932	0 5066.9175	849,324 10	430,345 51	11,299 09	5,725 15	2,405,324 10	1,218,757 87	10,987 90	5,567 48	1932.
1933	0 4919.3374	825,947 89	406,311 63	10,987 90	5,405 31	2,428,947 89	1,194,881 42	10,667 30	5,247 60	1933.
1934	0 4776.0557	801.864 79	382,975 09	10,667 30	5,094 76	2,452,864 79	1,171,263 08	10,337 20	4,937 10	1934.
1935	0 4636.9473	777,067 20	360,321 96	10,337 20	4,793 30	2,476,567 20	1,148.371 16	9,997 30	4.635 69	1935.
1936	0 4501.8906	751,531 06	338,331 06	9,997 31	4,500 67	2,501,031 06	1,125,936 82	9,647 40	4,343 15	1936.
1937	0 4370.7675	725,242 40	316,986 59	9,647 40	4,216 65	2,526,742 40	1,104,380 36	9,287 10	4,059 17	1937.
1938	0 4243.4636	698,170 84	296,266 25	9,287 09	3,940 94	2,553,170 84	1,083,428 75	8,916 10	3,783 51	1938.
1939	0 4119.8676	670,294 84	276,152 59	8,916 09	3,673 31	2,579,794 84	1,062,841 32	8,534 21	3,515 98	1939.
1940	0 3999.8715	641,597 97	256,630 94	8,534 21	3,413 57	2,608,097 96	1,043,205 67	8,140 89	3,256 25	1940.
1941	0 3883.3703	613,043 41	237,679 12	8,140 91	3,161 41	2,636,543 40	1,023,867 43	7,736 00	3,004 17	1941.
1942	0 3770.2625	581,614 73	219,284 02	7,735 99	2,916 67	2,666,114 74	1,005,195 24	7,319 10	2,759 49	1942.
1943	0 3660.4490	550,282 86	201,428 23	7,319 11	2,679 12	2,696,782 86	987,143 61	6,889 80	2,521 97	1943.
1944	0 3553.8340	518,017 30	184,094 74	6,889 80	2,448 52	2,728,017 30	969,492 06	6,447 80	2,291 44	1944.
1945	0 3450.3243	484,795 30	167,270 10	6,447 80	2,224 70	2,761,295 30	952.736 43	5,992 49	2,067 60	1945.
1946	0 3349.8294	450.572 49	150,934 09	5,992 49	2,007 38	2,793,572 49	935,799 13	5,523 90	1,850 41	1946.
1947	0 3252.2615	415,347 66	135,081 92	5,523 91	1,796 51	2,828,347 66	919,882 62	5,041 29	1,639 56	1947.
1948	0 3157.5355	379,068 81	119.692 32	5,041 31	1,591 81	2,863,568 81	904,182 01	4,544 39	1,434 91	1948.
1949	0 3065.5684	341,713 13	104,754 49	4,544 38	1,393 11	2,899,713 14	888,927 00	4,032 80	1,236 28	1949.
1950	0 2976.2800	303,250 30	90,255 78	4,032 80	1,200 27	2,937,750 30	874,356 75	3,505 90	1,043 45	1950.
1951	0 2889.5922	263,635 91	76,180 02	3,505 91	1,013 06	2,976,135 91	859,981 91	2,963 40	856 30	1951.
1952	0 2805.4294	222,845 90	62,517 84	2,963 40	831 36	3,014,845 90	845,793 73	2,404 99	674 70	1952.
1953	0 2723.7178	180,858 75	49,260 78	2,404 99	655 05	3,056,358 74	832,465 87	1,829 90	498 41	1953.
1954	0 2644.3862	137,613 66	36,390 36	1,829 91	483 90	3,098,613 66	819,393 12	1,237 70	327 29	1954.
1955	0 2567.3653	93,080 21	23,897 09	1,237 71	317 76	3,142,080 20	806,686 77	627 90	161 20	1955.
1956	0 2492.5876	47,221 65	11,770 40	627 90	156 50	3,186,721 65	794,317 59	//	//	1956.
			22,974,688 15		308,593 44		60,823,534 28		301,122 05	
			Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 22,807,434 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 304,107 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 59,499,650 fr.		Valeur ramenée au 1er janvier 1909 : 292,398 fr.	

Valeur actuelle totale au 1er janvier 1909 : 82,903,589 fr.

On a vu dans le Compte général des finances de l'année 1909 (2e vol., p. 158) comment a été dressé le tableau d'amortissement de la dette correspondant à l'annuité principale. Le même procédé a été employé pour l'annuité complémentaire (voir page 168 du Compte général des finances de 1912, 2e volume).

Le tableau ci-après présente ainsi la dette totale de l'État en capital au 1er janvier de chaque année (valeur actuelle à cette date des trimestrialités non échues), avec le montant de l'amortissement de l'année (diminution de la valeur actuelle), et permet de suivre cette dette depuis son origine jusqu'à son extinction.

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
1909.....	2,751,141	24,751	82,903	114	2,834,044	24,865
1910.....	2,726,390	31,915	82,789	692	2,809,179	32,607
1911.....	2,694,475	32,857	82,097	792	2,776,572	33,649
1912.....	2,661,618	33,812	81,305	908	2,742,923	34,720
1913.....	2,627,806	34,790	80,397	926	2,708,203	35,716
1914.....	2,593,016	35,805	79,471	953	2,672,487	36,758
1915.....	2,557,211	36,843	78,518	981	2,635,729	37,824
1916.....	2,520,368	37,916	77,537	1,009	2,597,905	38,925
1917.....	2,482,452	39,020	76,528	1,038	2,558,980	40,058
1918.....	2,443,432	40,156	75,490	1,069	2,518,922	41,225
1919.....	2,403,276	41,246	74,421	1.099	2,477,697	42,345
1920.....	2,362,030	42,443	73,322	1,131	2,435,352	43,574
1921.....	2,319,587	43,677	72,191	1,165	2,391,778	44,842
1922.....	2,275,910	44,947	71,026	1,197	2,346,936	46,144
1923.....	2,230,963	46,255	69,829	1,234	2,300,792	47,489
1924.....	2,184,708	47,603	68,595	1,268	2,253,303	48,871
1925.....	2,137,105	48,719	67,327	1,305	2,204,432	50,024
1926.....	2,088,386	49,934	66,022	1,343	2,154,408	51,277
1927.....	2,038,452	51,384	64,679	1,382	2,103,131	52,766
1928.....	1,987,068	52,880	63,297	1,422	2,050,365	54,302
1929.....	1,934,188	54,414	61,875	1,464	1,996,063	55,878
1930.....	1,879,774	55,996	60,411	1,505	1,940,185	57,501
1931.....	1,823,778	57,627	58,906	1.550	1,882,684	59,177
1932.....	1,766,151	59,298	57,356	1,594	1,823,507	60,892
1933.....	1,706,853	61,025	55,762	1,641	1,762,615	62,666
1934.....	1,645,828	62,794	54,121	1,688	1,699,949	64,482
1935.....	1,583,034	64,624	52,433	1,737	1,635,467	66,361
1936.....	1,518,410	66,414	50,696	1,788	1,569,106	68,202
1937.....	1,451,996	68,344	48,908	1,839	1,500,904	70,183
1938.....	1,383,652	70,329	47,069	1,893	1,430,721	72,222
1939.....	1,313,323	72,025	45,176	1,947	1,358,499	73,972
A reporter.....	.....	1,509,843	.....	39,674	.....	1,549,517

ANNÉES.	ANNUITÉ PRINCIPALE.		ANNUITÉ COMPLÉMENTAIRE.		ANNUITÉ TOTALE.	
	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle.)	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.	Dette en capital au 1er janvier (valeur actuelle).	Amortissements de l'année.
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Report.....	.....	1,509,843	.....	39,674	.....	1,549,517
1940.....	1,241,298	74,118	43,229	2,003	1,284,527	76,121
1941.....	1,167,180	76,273	41,226	2,062	1,208,406	78,335
1942.....	1,090,907	78,488	39,164	2,121	1,130,071	80,609
1943.....	1,012,419	80,769	37,043	2,183	1,049,462	82,952
1944.....	931,650	83,116	34,860	2,246	966,510	85,362
1945.....	848,534	85,530	32,614	2,312	881,148	87,842
1946.....	763,004	88,019	30,302	2,378	793,306	90,397
1947.....	674,985	90,575	27,924	2,448	702,909	93,023
1948.....	584,410	93,204	25,476	2,518	609,886	95,722
1949.....	491,206	95,914	22,958	2,591	514,164	98,505
1950.....	395,292	98,699	20,367	2,667	415,659	101,366
1951.....	296,593	101,569	17,700	2,744	314,293	104,313
1952.....	195,024	35,618	14,956	2,822	209,980	38,440
1953.....	159,406	36,654	12,134	2,904	171,540	39,558
1954.....	122,752	37,723	9,230	2,989	131,982	40,712
1955.....	85,029	38,823	6,241	3,076	91,270	41,899
1956.....	46,206	39,952	3,165	3,165	49,371	43,117
1957.....	6,254	6,254	"	"	6,254	6,254
TOTAL.....	.....	2,751,141	.....	82,903	.....	2,834,044

Sur la dette primitive de.....		2,751,141,000f	
correspondant à l'annuité principale, il a été amorti, pendant les années 1909 à 1913, un capital de.....		158,125,000	
et, au 1er janvier 1914, il reste à amortir.....		2,593,016,000	2,593,016,000f
En ce qui concerne la dette complémentaire de.....		82,903,000f	
on a considéré comme appartenant à 1912 toutes les échéances antérieures.			
D'où, pour l'année 1912 un amortissement global de.....	2,506,000		
Amortissement de l'année 1913.....	926,000		
	3,432,000	3,432,000	
Le capital subsistant à ce titre, au 1er janvier 1914, est donc de.....		79,471,000	79,471,000
Soit, à cette date, comme dette totale.....			2,672,487,000

CAUTIONNEMENTS.

Ce compte présente la situation des cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1913 sont de	5,535,180f 00c
Les remboursements autorisés montent à	9,726,060 35
Dépenses excédant les recettes	4,190,880 35 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1913 s'élevaient à	104,354,149 31 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1914, s'élèvent à la somme totale de	100,163,268 96 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,642 parties.	63,110,695f 74c
Ministère des finances	3,080 parties.	10,697,248 38
Ministère des affaires étrangères	144 parties.	395,100 00
Ministère de l'agriculture	6 parties.	25,500 00
Ministère des colonies	18 parties.	41,122 10
Ministère du commerce	1,678 parties.	3,426,870 29
Ministère de la guerre	206 parties.	233,828 28
Ministère de l'instruction publique	234 parties.	329,180 00
Ministère de l'intérieur	13 parties.	10,287 28
Ministère de la marine	15 parties.	90,670 00
Ministère des travaux publics	13 parties.	36,429 84
Agents de change et courtiers	409 parties.	21,728,585 22
Assujettis non classés	4	37,751 83
	28,458	100,163,268 96

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 109,770f 00c, du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1913, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898.

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 104,354,149f 31 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1913, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1913	100,163,268f 96c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	346,609 46
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1914 est de	100,509,878 42

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1914, des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1913.		RECETTES DE L'ANNÉE 1913. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1913. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1914.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1913.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	419	21,859,585f 22c	1,242,000f 00c	//	1,242,000f 00c	1,373,000f 00c	//	1,373,000f 00c	409	21,728,585f 22c	//	10	//	131,000f 00c	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	2,957	9,046,809 54	493,400 00	//	493,400 00	487,400 00	//	487,400 00	3,022	9,052,809 54	65	//	6,000f 00c	//	
Greffiers des cours et tribunaux	3,933	8,379,571 05	754,400 00	//	754,400 00	757,850 00	//	757,850 00	3,931	8,376,121 05	//	2	//	3,450 00	
Huissiers, commissaires-priseurs	6,881	10,563,658 28	581,330 00	//	581,330 00	645,060 00	//	645,060 00	6,874	10,499,928 28	//	7	//	63,730 00	
Notaires	8,997	34,967,536 87	2,101,400 00	//	2,101,400 00	1,943,300 00	//	1,943,300 00	8,797	35,125,636 87	//	200	158,100 00	//	
Comptables et préposés divers	32	62,200 00	1,000 00	1,000 00	2,000 00	7,000 00	1,000 00	8,000 00	18	56,200 00	//	14	//	6,000 00	
	22,800	63,019,775 74	3,931,530 00	1,000 00	3,932,530 00	3,840,610 00	1,000 00	3,841,610 00	22,642	63,110,695 74	65	223	164,100 00	73,180 00	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	143	392,300 00	27,900 00	//	27,900 00	25,100 00	//	25,100 00	144	395,100 00	1	//	2,800 00	//	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	5	15,287 28	//	//	//	5,000 00	//	5,000 00	13	10,287 28	8	//	//	5,000 00	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	646	1,782,859 27	20,500 00	//	20,500 00	494,179 49	//	494,179 49	458	1,309,179 78	//	188	//	473,679 49	
Manufactures de l'État	17	85,530 00	//	//	//	24,340 00	//	24,340 00	8	61,190 00	//	9	//	24,340 00	
Douanes	84	267,138 96	3,000 00	//	3,000 00	72,330 00	//	72,330 00	65	197,808 96	//	19	//	69,330 00	
Enregistrement	449	2,437,093 91	39,100 00	//	39,100 00	748,162 24	//	748,162 24	352	1,728,031 67	//	97	//	709,062 24	
Octrois	2,143	818,876 11	39,750 00	//	39,750 00	280,576 99	//	280,576 99	1,771	578,049 12	//	372	//	240,826 99	
Percepteurs et receveurs municipaux	446	4,195,740 48	70,400 00	122,400 00	192,800 00	1,007,924 76	108,900 00	1,116,824 76	353	3,271,715 72	//	93	//	924,024 76	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	77	4,098,756 23	29,500 00	132,000 00	161,500 00	727,983 10	132,000 00	859,983 10	69	3,400,273 13	//	8	//	698,483 10	
Comptables et préposés divers	4	151,000 00	//	//	//	//	//	//	4	151,000 00	//	//	//	//	
	3,866	13,836,994 96	202,250 00	254,400 00	456,650 00	3,355,496 58	240,900 00	3,596,396 58	3,080	10,697,248 38	//	786	//	3,139,746 58	
A reporter	27,233	99,123,943 20	5,403,680 00	255,400 00	5,659,080 00	8,599,206 58	241,900 00	8,841,106 58	26,288	95,941,916 62	74	1,019	166,900 00	3,348,926 58	

Suite du COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1914, des capitaux de cautionnements en numéraire.*

MINISTERES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1913.		RECETTES DE L'ANNÉE 1913. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1913. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1914.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, des mouvements de l'année 1913.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes. (A)	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes. (A)	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report	27,233	99,123,943f 20c	5,403,680f 00c	255,400f 00c	5,659,080f 00c	8,599,206f 58c	241,900f 00c	8,841,106f 58c	26,288	95,941,916f 62c	74	1,019	166,900f 00c	3,348,926f 58c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers	9	70,500 00	"	"	"	45,000 00	"	45,000 00	6	25,500 00	"	3	"	45,000 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE.															
Comptables et préposés divers	4	4,330 00	"	"	"	1,330 00	"	1,330 00	3	3,000 00	"	1	"	1,330 00	
Postes et télégraphes	1,954	4,146,267 40	81,000 00	"	81,000 00	803,397 11	"	803,397 11	1,675	3,423,870 29	"	289	"	722,397 11	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers	193	303,664 94	8,500 00	"	8,500 00	78,336 66	"	78,336 66	206	233,828 28	13	"	"	69,836 66	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.															
Comptables et préposés divers	307	473,600 00	31,500 00	21,600 00	53,100 00	162,420 00	35,100 00	197,520 00	234	329,180 00	"	73	"	144,420 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers	16	101,340 00	"	"	"	10,670 00	"	10,670 00	15	90,670 00	"	1	"	10,670 00	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers	17	39,122 10	4,000 00	"	4,000 00	2,000 00	"	2,000 00	18	41,122 10	1	"	2,000 00	"	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer	30	53,629 84	6,500 00	"	6,500 00	23,700 00	"	23,700 00	13	36,429 84	"	17	"	17,200 00	
Assujettis non classés	"	37,751 83	"	"	"	"	"	"	"	37,751 83	"	"	"	"	
	29,773	104,354,149 31	5,535,180 00	277,000 00	5,812,180 00	9,726,060 35	277,000 00	10,003,060 35	28,458	100,163,268 96	88	1,403	168,900 00	4,359,780 35	(A) Voir page 171.
											— 1,315		— 4,190,880f 35		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1913 (voir année 1912, page 161), à la somme de 105,033,678f 57c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite	104,354,149f 31c	
Capitaux restant à payer après ordonnancement	679,529 26	
TOTAL ÉGAL	105,033,678 57	

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

LOI DU 13 AVRIL 1898 (ART. 56).

Le montant de ces cautionnements s'élève au 31 décembre 1913 à 64,635,739 fr. 38 c., savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère des finances	2,988	58,721,632f 00c	1,771,126f
Ministère de la justice	16	102,700 00	3,197
Ministère des affaires étrangères	98	319,000 00	10,059
Ministère de l'intérieur	9	247,425 00	7,541
Ministère de la guerre	197	658,611 00	31,097
Ministère de la marine	11	378,711 38	10,487
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	122	846,420 00	28,063
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	820	2,931,570 00	91,024
Ministère des colonies	8	37,000 00	1,146
Ministère de l'agriculture	13	213,000 00	7,104
Ministère des travaux publics	6	179,670 00	4,695
	4,288	64,635,739 38	1,965,539

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation au 31 décembre 1913 des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1914.		RENTES	
	Nombre de parties.	Capitaux.	3 p. o/o.	3 p. o/o amort.
		fr. c.		
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Contributions indirectes	598	1,622,430 00	47,919f	6,045f
Manufactures de l'État	62	305,990 00	7,953	1,500
Douanes	61	326,150 00	11,156	1,440
Enregistrement	526	3,539,980 00	70,877	26,265
Octrois	55	202,350 00	6,397	240
Percepteurs et receveurs municipaux	1,217	21,725,761 00	574,169	97,515
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	455	30,748,471 00	618,563	294,315
Comptables et préposés divers	14	250,500 00	2,962	3,810
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Comptables et préposés divers	16	102,700 00	3,197	//
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Comptables et préposés divers	98	319,000 00	8,889	1,170
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Comptables et préposés divers	9	217,425 00	7,511	30
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
Comptables et préposés divers	3	20,000 00	632	//
Postes et télégraphes	817	2,911,570 00	86,207	4,185
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Comptables et préposés divers	197	658,611 00	20,162	10,935
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.				
Comptables et préposés divers	122	846,420 00	25,393	2,670
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Comptables et préposés divers	11	378,711 38	10,442	45
MINISTÈRE DES COLONIES.				
Comptables et préposés divers	8	37,000 00	1,146	//
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Comptables et préposés divers	13	213,000 00	5,634	1,470
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				
Comptables et préposés divers	6	179,670 00	4,245	450
TOTAUX	4,288	64,635,739 38	1,513,454	452,085
			1,965,539 fr.	

CAUTIONNEMENT MUTUEL.

Aux termes de la loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 41), les comptables de deniers publics et autres fonctionnaires, membres d'associations françaises de cautionnement mutuel agréées par le Ministre des finances, ont été admis à remplacer leur cautionnement par la caution solidaire fournie par leur association.

Le montant de ces cautionnements s'élève, au 31 décembre 1913, à 181,561,506 fr. 68, savoir :

MINISTÈRES.	CAUTIONNEMENTS.	
	NOMBRE DE PARTIES.	CAPITAUX.
Ministère de la Justice	55	143,500f 00c
— des Finances	20,192	155,141,265 08
— de l'Agriculture	42	258,000 00
— du Commerce	5,452	21,944,661 60
— de la Guerre	309	1,196,500 00
— de l'Instruction publique	156	1,599,100 00
— de l'Intérieur	4	118,650 00
— de la Marine	76	1,001,330 00
— des Travaux publics	6	158,500 00
TOTAUX	26,292	181,561,506 68

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS REMPLACÉS PAR UNE GARANTIE MUTUELLE.

Situation au 1er janvier 1914.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.		CAUTIONNEMENTS CONSTITUÉS.	
		Nombre de parties.	Capitaux.
Ministère de la Justice. — Comptables et préposés divers		55	143,500f 00c
— des Finances.	Contributions indirectes	5,224	17,796,780 00
	Manufactures de l'État	107	557,660 00
	Douanes	537	3,106,000 00
	Enregistrement	3,971	30,007,082 03
	Octrois	2,990	3,217,255 66
	Percepteurs	6,000	78,165,667 95
	Receveurs spéciaux	789	17,174,806 44
	Receveurs de syndicats	331	258,473 00
	Payeurs aux armées et Trésoreries d'Algérie	26	284,000 00
	Receveurs des finances	188	4,302,540 00
	Comptables et préposés divers	29	271,000 00
— de l'Agriculture. — Comptables et préposés divers		42	258,000 00
— du Commerce. — Comptables et préposés divers		7	81,000 00
— de la Guerre. — Comptables et proposés divers		309	1,196,500 00
— de l'Instruction publique. — Comptables et préposés divers		156	1,599,100 00
— de l'Intérieur. — Comptables et préposés divers		4	118,650 00
— de la Marine. — Comptables et préposés divers		76	1,001,330 00
— des Travaux publics		6	158,500 00
Préposés des Postes et Télégraphes		5,445	21,863,661 60
TOTAUX		26,292	181,561,506 68

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 566 et 567.

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1913.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII^e^ siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1^er^ janvier 1913 (voir page 182 du Compte de 1912), à une partie, pour 790 francs.

Elle n'a éprouvé aucune modification pendant l'année 1913.

PENSIONS INSCRITES AU GRAND-LIVRE

DE LA DETTE VIAGÈRE.

Au 1er janvier 1913, les différentes natures de pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère étaient les suivantes :

1° *Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing ;*
2° *Pensions civiles (1790)* ;
3° *Pensions de donataires dépossédés ;*
4° *Pensions militaires de la Guerre ;*
5° *Pensions militaires de la Marine ;*
6° *Pensions militaires des Colonies ;*
7° *Pensions et indemnités de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe ;*
8° *Pensions à titre de récompense nationale ;*
9° *Pensions civiles (1853)* ;
10° *Pensions des grands fonctionnaires ;*
11° *Pensions ecclésiastiques sardes ;*
12° *Indemnités viagères aux victimes du Coup d'État du 2 décembre 1851 ;*
13° *Pensions de réforme de la magistrature ;*
14° *Indemnités viagères aux anciens professeurs de théologie catholique et protestante ;*
15° *Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves et orphelins ;*
16° *Pensions des ministres des cultes ;*
17° *Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

La Dette viagère comprend également les *suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves* (loi du 18 août 1881), les *allocations supplémentaires aux anciens militaires, marins, agents du service actif des douanes et des forêts, et à leurs veuves* (loi du 26 janvier 1892 et lois subséquentes) et les *compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins* (loi du 8 avril 1910). Ces indemnités, attribuées à des bénéficiaires de pensions déjà comprises dans la nomenclature précédente, accroissent les charges de la Dette viagère sans modifier le nombre des parties prenantes.

Le présent compte comprend trois parties :

La première fait connaître l'emploi, pendant l'année 1913, des crédits d'inscription mis à la disposition du Ministre des Finances.

Il est rendu, par les Ministres de la Guerre et de la Marine, un compte spécial de l'emploi des crédits mis à leur disposition par les lois annuelles de finances (Lois des 25 mars 1817, 14 juillet 1819, 17 avril 1833 et 22 juin 1878. Règlement du 3 avril 1869. Loi du 5 août 1879).

La deuxième partie présente, en deux tableaux distincts, la situation des pensions de toutes natures inscrites et en payement au 1er janvier 1914.

La troisième partie indique le montant des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués pendant l'exercice 1912, dernier exercice réglé.

Le compte est complété par des tableaux statistiques concernant les pensions civiles (1853) et les pensions militaires.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTE D'EMPLOI DES CRÉDITS D'INSCRIPTION

MIS À LA DISPOSITION DU MINISTRE DES FINANCES.

§ 1er. — *Pensions civiles (1853).*

Aux termes de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853, il ne peut être concédé annuellement de pension, en vertu de la présente loi, que dans la limite des extinctions réalisées sur les pensions inscrites. Dans le cas, toutefois, où cette limite devrait être dépassée par suite de l'accroissement de liquidation auquel donneront lieu les nouvelles catégories de fonctionnaires soumis à la retenue et appelés à la pension par l'article 3, l'augmentation de crédit nécessaire sera l'objet d'une loi spéciale.

Cette disposition a été complétée par l'article 51 de la loi de finances du 26 janvier 1892, ainsi conçu :

« Les crédits d'inscription ouverts au budget de chaque année, soit en vertu des dispositions de la loi de finances, soit par suite de l'extinction des pensions en cours, seront exclusivement affectés à l'inscription des pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette même année. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures à prendre pour assurer l'affectation du crédit d'inscription de chaque année à l'inscription de pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de cette année, mais qui n'auraient pu être liquidées avant le 31 décembre. »

Le règlement d'administration publique visé à l'article précédent est intervenu le 8 août 1892. Il dispose que les crédits d'inscription alloués pour un exercice déterminé peuvent être employés jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. Passé cette date, les portions de crédit non employées sont annulées dans la comptabilité de l'exercice (art. 1er).

Toutefois, les pensions correspondant à des droits nés pendant le cours de chaque année et qui n'auraient pu être inscrites avant le 31 juillet de l'année suivante peuvent l'être par voie de rappel et dans la limite des crédits annulés sur l'année de l'admission à la retraite ou du décès. Cette faculté est seulement limitée aux pensions dont l'inscription serait réclamée avant l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit (art. 2 et 4).

Au cas où le montant des pensions d'exercices clos à inscrire excéderait le montant des annulations, un crédit supplémentaire d'inscription peut être ouvert, par décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances et après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, jusqu'à concurrence des extinctions nouvellement révélées sur cet exercice et en vertu d'une loi au delà de cette limite (art. 3).

Les inscriptions qu'il y aurait lieu d'effectuer après l'expiration de la cinquième année qui suit celle de l'ouverture du droit ne peuvent l'être qu'en vertu de crédits législatifs extraordinaires (art. 4).

Enfin l'article 5 du même règlement, stipule qu'un décret rendu sur le rapport du Ministre des Finances, après avis de la Section des Finances du Conseil d'État, détermine la portion afférente à chacun des départements ministériels et au fonds commun (pensions de veuves et secours annuels d'orphelins).

Les tableaux A, B et C ci-après présentent l'ensemble des opérations effectuées pendant l'année 1913, conformément aux dispositions ci-dessus rappelées.

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Mouvement, pendant l'année 1913, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles (1853).

Tableau A.

1	EXERCICE 1912. (2e PARTIE.) 2	EXERCICE 1913. SERVICE de l'exercice courant. 3	SERVICE des exercices clos. 4	SERVICE des exercices périmés. 5	TOTAUX. 6	TOTAUX GÉNÉRAUX. 7	OBSERVATIONS. 8
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.							
Reliquat disponible au 1er janvier 1913	4,871,012	"	753,978	"	753,978	5,624,990	
Loi du 28 mars 1913. (Crédit supplémentaire-Fonds commun.)	"	"	"	312	312	312	
Décret du 12 avril 1913. (Extinctions 1912.)	"	6,105,767	"	"	6,105,767	6,105,767	
Loi du 6 juin 1913 (Crédit supplémentaire)-Fonds commun	"	"	"	103	103	103	
Report du reliquat disponible à la clôture de l'exercice 1912	"	"	512,282	"	512,282	512,282	
Loi du 2 août 1913 et décret du 16 août suivant. (Crédit supplémentaire.)	"	4,800,000	"	"	4,800,000	4,860,000	
Décret du 30 novembre 1913. (Fonds commun 1912.)	"	"	50,000	"	50,000	50,000	
Loi du 30 novembre 1913. (Crédit supplémentaire-Fonds commun.)	"	"	"	412	412	412	
TOTAL	4,871,012	10,905,767	1,316,260	827	12,222,854	17,093,866	
A DÉDUIRE : Annulations de crédits :							
a) Crédits annulés à la clôture de l'exercice 1912 (art. 13 du projet de loi portant règlement définitif de cet exercice) et reportés à l'exercice courant (art 2 du décret du 8 août 1892)	*512,282*	"	"	"	"	*660,380*	
b) Crédits définitivement annulés (art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892)	"	"	*148,098*	"	*148,098*		
TOTAUX des crédits accordés	4,358,730	10,905,767	1,168,162	827	12,074,756	16,433,486	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.							
Pensions concédées	4,384,694	6,413,810	317,372	415	6,731,597	11,116,291	
A DÉDUIRE :							
Pensions annulées par suite de nouvelles liquidations	*25,964*	*18,767*	*47,703*	"	*66,470*	*92,434*	
TOTAUX des crédits employés	4,358,730	6,395,043	269,669	415	6,665,127	11,023,857	
RELIQUAT disponible au 31 décembre 1913	"	4,510,724	898,493	412	5,409,629	5,409,629	

Apurement des crédits d'exercices clos et périmés employés pour l'inscription, en 1913, des pensions civiles (1853).

Tableau B.

1	EXERCICES CLOS. 1912. 2	1911. 3	1910. 4	1909. 5	1908. 6	TOTAUX. 7	EXERCICES PÉRIMÉS. 1907. 8	1905. 9	1896. 10	TOTAUX. 11	OBSERVATIONS. 12
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
I. — ORIGINE DES CRÉDITS.											
Crédits reportés des exercices antérieurs. — Reliquat disponible au 1er janvier 1913	"	328,532	128,838	145,841	150,767	753,978	"	"	"	"	
Loi du 28 mars 1913. (Fonds commun.)	"	"	"	"	"	"	"	312	"	312	
Loi du 6 juin 1913. (Fonds commun.)	"	"	"	"	"	"	103	"	"	103	
Report du reliquat de l'exercice 1912 au 31 juillet 1913	512,282	"	"	"	"	512,282	"	"	"	"	
Décret du 30 novembre 1913	50,000	"	"	"	"	50,000	"	"	"	"	
Loi du 30 décembre 1913. (Fonds commun.)	"	"	"	"	"	"	"	"	412	412	
TOTAL	562,282	328,532	128,838	145,841	150,767	1,316,260	103	312	412	827	
II. — EMPLOI DES CRÉDITS.											
Pensions d'exercices clos et périmés concédées et inscrites en 1913	205,083	72,432	23,548	6,884	9,425	317,372	103	312	"	415	
A DÉDUIRE :											
Pensions annulées par suite des nouvelles liquidations	*8,764*	*9,724*	*16,902*	*5,557*	*6,756*	*47,703*	"	"	"	"	
Crédits à reporter à l'exercice 1914	365,963	265,824	122,192	144,514	"	898,493	"	"	412	412	
Crédits définitivement annulés au 31 décembre 1913	"	"	"	"	148,098 (*a*)	148,098 (*a*)	"	"	"	"	(*a*) Crédits non utilisés et annulés définitivement (Art. 2 et 4 du décret du 8 août 1892).

Tableau C. *Développement, par ministères et services, du mouvement pendant l'année 1913 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire. 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Services de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
I. — EXERCICE 1912 (2e partie).								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913	657,019	50,619	50,439	34,503	63,685	1,376,538	132,471	67,316
Crédits ouverts en 1913	"	"	"	"	"	"	"	"
A déduire : Annulations de crédits	"	"	"	"	"	"	*400*	"
Totaux des crédits accordés	657,019	50,619	50,439	34,503	63,685	1,376,538	132,071	67,316
Pensions concédées	607,184	33,088	48,499	35,352	56,726	1,161,562	80,716	51,780
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*1,061*	"	"	*892*	"	*5,709*	"	"
Totaux des crédits employés	606,123	33,088	48,499	34,460	56,726	1,155,853	80,716	51,780
Reliquat disponible au 31 juillet 1913 (clôture de l'exercice) et reporté aux exercices clos	50,896	17,531	1,940	43	6,959	220,685	51,355	15,536
II. — EXERCICE 1913.								
Crédits ouverts en 1913	1,605,767	170,000	149,000	100,000	100,000	2,515,000	233,000	90,000
A déduire : Annulations de crédits	"	"	"	"	"	"	"	"
Totaux des crédits accordés	1,605,767	170,000	149,000	100,000	100,000	2,515,000	233,000	90,000
Pensions concédées	1,051,723	113,434	100,162	71,973	41,202	899,146	51,259	2,764
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*400*	"	*825*	"	"	*1,650*	"	"
Totaux des crédits employés	1,051,323	113,434	99,337	71,973	41,202	897,496	51,259	2,764
Reliquat disponible au 31 décembre 1913	554,444	56,566	49,663	28,027	58,798	1,617,504	181,741	87,236
III. — EXERCICES CLOS.								
a) EXERCICE 1908.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913	43,435	10,112	3,257	"	7,975	39,774	2,966	17,329
Crédits ouverts en 1913	"	"	"	"	"	"	"	"
A déduire : Annulations de crédits	*42,060*	*10,112*	*3,257*	"	*7,975*	*38,480*	*2,966*	*17,329*
Totaux des crédits accordés	1,375	"	"	"	"	1,294	"	"
Pensions concédées	1,425	"	"	"	"	8,000	"	"
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	*50*	"	"	"	"	*6,706*	"	"
Totaux des crédits employés	1,375	"	"	"	"	1,294	"	"
Reliquat disponible au 31 décembre 1913	"	"	"	"	"	"	"	"
b) EXERCICE 1909.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913	25,524	74	1,425	"	1,443	60,785	6,604	9,604
Crédits ouverts en 1913	"	"	"	"	"	"	"	"
A déduire : Annulations de crédits	"	"	"	"	"	"	"	"
Totaux des crédits accordés	25,524	74	1,425	"	1,443	60,785	6,604	9,604
Pensions concédées	373	"	"	"	"	4,000	"	"
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	"	"	"	"	"	*3,466*	"	"
Totaux des crédits employés	373	"	"	"	"	534	"	"
Reliquat disponible au 31 décembre 1913	25,151	74	1,425	"	1,443	60,251	6,604	9,604

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
75,757	2,239	892,800	333,123	34,323	88,109	159,857	31,498	2,579	105,157	712,980	4,871,012
"	"	"	"	400	"	"	"	"	"	"	400
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	*400*
75,757	2,239	892,800	333,123	34,723	88,109	159,857	31,498	2,579	105,157	712,980	4,871,012
44,559	"	896,531	317,408	27,261	35,896	157,806	14,333	2,252	99,391	714,350	4,384,694
"	"	*6,780*	*5,173*	"	*611*	"	"	"	"	*5,738*	*25,964*
44,559	"	889,751	312,235	27,261	35,285	157,806	14,333	2,252	99,391	708,612	4,358,730
31,198	2,239	3,049	20,888	7,462	52,824	2,051	17,165	327	5,766	4,368	512,282
52,000	18,500	2,685,000	730,000	50,000	70,000	305,000	65,000	9,000	519,500	1,439,000	10,905,767
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
52,000	18,500	2,685,000	730,000	50,000	70,000	305,000	65,000	9,000	519,500	1,439,000	10,905,767
19,466	14,000	2,106,460	647,256	27,227	15,327	112,280	36,860	3,817	407,357	692,097	6,413,810
"	"	*3,287*	*1,243*	"	"	"	"	"	"	*11,362*	*18,767*
19,466	14,000	2,103,173	646,013	27,227	15,327	112,280	36,860	3,817	407,357	680,735	6,395,043
32,534	4,500	581,827	83,987	22,773	54,673	192,720	28,140	5,183	112,143	758,265	4,510,724
134	"	10,534	3,604	467	2,716	422	278	2,897	440	4,427	150,767
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
134	"	*10,534*	*3,604*	*467*	*2,716*	*422*	*278*	*2,897*	*440*	*4,427*	*148,098*
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,669
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,425
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	*6,756*
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,669
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
71	"	1,837	3,145	1,077	654	587	1,636	4,625	410	26,340	145,841
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
71	"	1,837	3,145	1,077	654	587	1,636	4,625	410	26,340	145,841
"	"	"	2,511	"	"	"	"	"	"	"	6,884
"	"	"	*2,091*	"	"	"	"	"	"	"	*5,557*
"	"	"	420	"	"	"	"	"	"	"	1,327
71	"	1,837	2,725	1,077	654	587	1,636	4,625	410	26,340	144,514

Tableau C. (Suite.) *Développements, par ministères et services du mouvement pendant l'année 1913 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	FONDS commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire. 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
c) EXERCICE 1910.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913....	63,549	6,708	7,773	//	668	21,131	4,362	420
Crédits ouverts en 1913	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	63,549	6,708	7,773	//	668	21,131	4,362	420
Pensions concédées	1,292	//	//	//	//	12,000	879	//
A déduire : Pensions annulées par suite de nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	*10,398*	//	//
TOTAUX des crédits employés	1,292	//	//	//	//	1,602	879	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1913..	62,257	6,708	7,773	//	668	19,529	3,483	420
d) EXERCICE 1911.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913....	66,817	1,287	3,727	480	14,235	54,803	48,570	12,551
Crédits ouverts en 1913	//	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	66,817	1,287	3,727	480	14,235	54,803	48,570	12,551
Pensions concédées	18,058	//	//	//	//	13,496	2,056	2,873
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*275*	//	//	//	//	*2,135*	//	//
TOTAUX des crédits employés	17,783	//	//	//	//	11,361	2,056	2,873
Reliquat disponible au 31 décembre 1913..	49,034	1,287	3,727	480	14,235	43,442	46,514	9,678
e) EXERCICE 1912.								
Reliquat au 1er août 1913	50,896	17,531	1,940	43	6,959	220,685	51,355	15,536
Crédits ouverts en 1913	50,000	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulation de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	100,896	17,531	1,940	43	6,959	220,685	51,355	15,536
Pensions concédées	57,410	//	//	//	//	113,544	7,282	5,834
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	*1,035*	//	//	//	//	*3,549*	//	*520*
TOTAUX des crédits employés	56,375	//	//	//	//	109,995	7,282	5,314
Reliquat disponible au 31 décembre 1913..	44,521	17,531	1,940	43	6,959	110,690	44,073	10,222
IV. — EXERCICES PÉRIMÉS. (Voir tableau B.)								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913....	//	//	//	//	//	//	//	//
Crédits ouverts en 1913	827	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Annulations de crédits	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits accordés	827	//	//	//	//	//	//	//
Pensions concédées	415	//	//	//	//	//	//	//
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation	//	//	//	//	//	//	//	//
TOTAUX des crédits employés	415	//	//	//	//	//	//	//
Reliquat disponible au 31 décembre 1913..	412	//	//	//	//	//	//	//

MINISTÈRES ET SERVICES.

GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL. 18	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
88	39	14,121	6,085	//	630	1,140	392	//	653	1,079	128,838
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
88	39	14.121	6,085	//	630	1,140	392	//	653	1,079	128,838
//	//	1,926	2,983	//	1,782	1,085	//	//	342	1,259	23,548
//	//	//	*2,858*	//	*1,728*	*1,079*	//	//	//	*839*	*16,902*
//	//	1,926	125	//	54	6	//	//	342	420	6,646
88	39	12,195	5,960	//	576	1,134	392	//	311	659	122,192
6,267	474	30,047	1,654	7,201	70,592	818	1,564	1,818	1,812	3,815	328,532
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
6,267	474	30,047	1,654	7,201	70,592	818	1,564	1,818	1,812	3,815	328,532
//	//	30,570	//	//	3,168	//	//	//	//	2,211	72,432
//	//	*5,253*	//	//	//	//	//	//	//	*2,061*	*9,724*
//	//	25,317	//	//	3,168	//	//	//	//	150	62,708
6,267	474	4,730	1,654	7,201	67,424	818	1,564	1,818	1,812	3,665	265,824
31,198	2,239	3,049	20,888	7,462	52,824	2,051	17,165	327	5,766	4,368	512,282
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	50,000
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
31,198	2,239	3,049	20,888	7,462	52,824	2,051	17,165	327	5,766	4,368	562,282
//	//	1,019	3,634	1,151	//	//	9,331	//	1,989	3,889	205,083
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	*3,660*	*8,764*
//	//	1,019	3,634	1,151	//	//	9,331	//	1,989	229	196,319
31,198	2,239	2,030	17,254	6,311	52,824	2,051	7,834	327	3,777	4,139	365,963
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	827
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	827
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	415
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	415
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	412

Tableau C. (Suite.) *Développements, par ministères et services du mouvement pendant l'année 1913 des crédits d'inscription de pensions civiles (1853).*

1	Fonds commun pour les veuves et les orphelins. 2	JUSTICE. Magistrats. 3	JUSTICE. Autres fonctionnaires. 4	JUSTICE. Administration pénitentiaire. 5	AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 6	FINANCES. 7	INTÉRIEUR. Services métropolitains. 8	INTÉRIEUR. Service de l'Algérie. 9
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RÉCAPITULATION.								
Reliquat disponible au 1er janvier 1913....	856,344	68,800	66,621	34,983	88,006	1,553,031	194,973	107,220
Crédits ouverts en 1913.....	1,656,594	170,000	149,000	100,000	100,000	2,515,000	233,000	90,000
A déduire : Annulations de crédits.....	*42,060*	*10,112*	*3,257*	*»*	*7,975*	*38,480*	*3,366*	*17,329*
Totaux des crédits accordés.....	2,470,878	228,688	212,364	134,983	180,031	4,029,551	424,607	179,891
Pensions concédées.....	1,737,880	146,522	148,661	107,325	97,928	2,211,748	142,192	63,251
A déduire : Pensions annulées pour nouvelle liquidation.....	*2,821*	*»*	*825*	*892*	*»*	*33,613*	*»*	*520*
Totaux des crédits employés.....	1.735,059	146,522	147,836	106,433	97,928	2,178,135	142,192	62,731
Reliquat disponible au 31 décembre 1913..	735,819	82,166	64,528	28,550	82,103	1,851,416	282,415	117,160

MINISTÈRES ET SERVICES.											
GUERRE. 10	MARINE. 11	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Enseignement primaire. 12	INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS. Autres services. 13	COMMERCE et INDUSTRIE. 14	COLONIES. 15	AGRICULTURE. Forêts. 16	AGRICULTURE. Autres services. 17	TRAVAIL 18	TRAVAUX PUBLICS, ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Travaux publics. 19	TRAVAUX PUBLICS, ET POSTES ET TÉLÉGRAPHES. Postes et télégraphes. 20	TOTAUX. 21
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
82,317	2,752	949,339	347,611	43,068	162,701	162,824	35,368	11,919	108,472	748,641	5,624,990
52,000	18,500	2,685,000	730,000	50,400	70,000	305,000	65,000	9,000	519,500	1,439,000	10,956,994
134	*»*	*10,534*	*3,604*	*467*	*2,716*	*422*	*278*	*2,897*	*440*	*4,427*	*148,498*
134,183	21,252	3,623,805	1,074,007	93,001	229,985	467,402	100,090	18,022	627,532	2,183,214	16,433,486
64,025	14,000	3,036,506	973,792	55,639	56,173	271,171	60,524	6,069	509,079	1,413,806	11,116,291
»	*»*	*15,320*	*11,365*	*»*	*2,339*	*1,079*	*»*	*»*	*»*	*23,660*	*92,434*
64,025	14,000	3,021,186	962,427	55,639	53,834	270,092	60,524	6,069	509,079	1,390,146	11,023,857
70,158	7,252	602,619	111,580	37,362	176,151	197,310	39,566	11,953	118,453	793,068	5,409,629

§ II. — *Pensions civiles (1790).*

Le crédit d'inscription des *pensions civiles (1790)* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion de ce crédit annuellement utilisable est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier de l'année et le chiffre du crédit initial.

Le crédit permanent étant de.....	3,000,000f 00c
et les pensions inscrites au 1er janvier 1913 s'élevant à.....	448,601 31
le crédit utilisable en 1913 était de.....	2,551,398 69
Sur ce crédit, des décrets divers ont concédé, en 1913, des pensions s'élevant à.	36,384 00
ramenant ainsi à.....	2,515,014 69
le crédit sans emploi au 31 décembre 1913.	
Mais ce chiffre doit être accru de.....	20,782 95
montant des extinctions notifiées en cours d'année, ce qui porte définitivement à...	2,535,797 64

le crédit non utilisé au 31 décembre 1913.

§ III. — *Pensions diverses.*

Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Les inscriptions faites, depuis l'origine, en vertu de concessions directes, ont atteint les sommes con-

signées dans le tableau ci-dessous. La différence entre le crédit initial et le montant de ces concessions fait ressortir l'excédent de crédit non utilisé, excédent qu'il y aura lieu d'annuler dans la comptabilité lors de la disparition du dernier bénéficiaire de chacune de ces pensions.

NATURE DES PENSIONS.	LOIS ET DÉCRETS qui ont ouvert les crédits.	CRÉDIT D'INSCRIPTION.	TOTAL DES PENSIONS inscrites depuis l'origine.	EXCÉDENT DE CRÉDIT.
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire..	Diverses lois ...	279,000f	279,000f	"
Pensions à titre de récompense nationale	*Idem*.....	1,510,900	1,503,525	7,375f
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882.	8,310,000	8,299,450	10,550
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.	Loi du 18 avril 1888.	200,000	199,650	350
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884.	1,500,000	1,374,327	125,673

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante, pensions aux ministres des cultes, pensions accordées en vertu de la loi du 25 mars 1885 ou provenant de la Caisse des retraites ecclésiastiques.*

2e PARTIE.

COMPTE DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES AU COURS DE L'ANNÉE 1913.

TABLEAU D. — Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1914 (accroissements et décroissements de l'année 1913).

TABLEAU E. — Situation des pensions en payement au 1er janvier 1914 (suspensions prononcées à divers titres : remise en activité, interdiction du cumul, condamnation, perte de la qualité de Français, etc.).

2e PARTIE.

Tableau D. — *I. Situation des pensions de toutes natures inscrites au 1er janvier 1914.*

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1913.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1913. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1914.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	151,426 30	"	1,714 26	1,714 26	3,999 94	149,140 62
Pensions civiles (1790)	448,601 31	36,384 00	"	36,384 00	20,782 95	464,202 36
Pensions de donataires dépossédés	55,298 00	"	"	"	4,250 00	51,048 00
Pensions militaires de la guerre	128,866,264 72	10,125,884 38	12,453 00	10,138,337 38	5,007,562 45	133,997,039 65
Pensions militaires de la marine	45,488,578 00	3,117,906 00	20,513 00	3,138,419 00	2,908,041 00	45,718,956 00
Pensions militaires des colonies	2,258,616 00	320,074 00	819,759 00	1,139,833 00	81,124 00	3,317,325 00
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	718 00	"	"	"	"	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	3,900 00	"	"	"	"	3,900 00
Pensions civiles (1853.)	117,924,855 00	11,116,291 00	20,436 00	11,136,727 00	6,639,752 00	122,421,830 00
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	54,000 00	"	"	"	"	54,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	1,145 69	"	"	"	"	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,725,763 00	"	13,158 00	13,158 00	107,463 00	1,631,458 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	313,407 00	"	3,209 00	3,209 00	31,982 00	284,634 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	43,721 00	"	"	"	5,000 00	38,721 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	39,356 00	"	150 00	150 00	5,575 00	33,931 00
Pensions des ministres des cultes	7,852,293 00	"	12,502 00	12,502 00	407,374 00	7,457,421 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	180,300 00	"	"	"	19,700 00	160,600 00
TOTAUX	305,408,243 02	24,716,539 38	908,894 26	25,620,433 64	15,242,606 34	315,786,070 32
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,640,679 00	"	"	"	173,133 00	1,467,546 00
Allocations supplémentaires	2,801,008 00	"	67 00	67 00	277,128 00	2,523,947 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	400,000 00	"	20,000 00	20,000 00	"	420,000 00
TOTAUX	310,249,930 02	24,716,539 38	928,961 26	25,640,500 64	15,692,867 34	320,197,563 32

NOMBRE DE PARTIES.	SITUATION au 1er janvier 1913.	MOUVEMENTS pendant l'année 1913. Accroissements	Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1914.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	136	3	7	132
Pensions civiles (1790)	388	15	19	384
Pensions de donataires dépossédés	138	"	10	128
Pensions militaires de la guerre	31,313	10,259	4,715	136,857
Pensions militaires de la marine	46,193	3,109	2,577	46,725
Pensions militaires des colonies	1,047	489	36	1,500
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	2	"	"	2
Pensions à titre de récompense nationale	8	"	"	8
Pensions civiles (1853.)	118,657	9,285	6,383	121,559
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	8	"	"	8
Pensions ecclésiastiques sardes	2	"	"	2
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	10,979	123	472	10,630
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	265	4	19	250
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	19	"	2	17
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	116	3	10	109
Pensions des ministres des cultes	12,566	25	551	12,040
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	332	"	38	294
TOTAUX	322,169	23,315	14,839	330,645
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	"	"	"	"
Allocations supplémentaires	"	"	"	"
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	"	"	"	"
TOTAUX	322,169	23,315	14,839	330,645

MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.		MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.		OBSERVATIONS
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.				
Réversions	1,714 26 / 1,714 26	Décès notifiés	571 42	
		Prescription quinquennale	3,428 52 / 3,999 94	
Pensions civiles (1790).				
Concessions	36,184 00	Décès notifiés	20,532 95	
Rétablissements	200 00 / 36,384 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	250 00	
		Nouvelles liquidations	" / 20,782 95	
Pensions de donataires dépossédés.				
	"	Décès notifiés	4,000 00	
		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	250 00	
		Réunions	" / 4,250 00	
Pensions militaires de la guerre.				
Concessions	10,125,884 38	Décès notifiés	4,559,692 33	
Rétablissements	2,211 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	188,103 42	
Divisions	645 00 / 10,138,337 38	Expiration de droit	69,750 00	
Réunions	9,597 00	Divisions	"	
		Réunions	5,051 00 / 5,007,562 45	
		Nouvelles liquidations	182,668 70	
		Motifs divers	2,297 00	
Pensions militaires de la marine.				
Concessions	3,117,906 00	Décès notifiés	1,921,133 00	
Rétablissements	4,353 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	53,440 00	
Divisions	1,173 00 / 3,138,419 00	Expiration de droit	71,428 00	
Réunions	14,987 00	Divisions	1,173 00	
		Réunions	8,366 00 / 2,908,041 00	
		Nouvelles liquidations	23,446 00	
		Opérations d'ordre (1)	819,759 00	
		Motifs divers	9,296 00	
Pensions militaires des colonies.				
Concessions	320,074 00	Décès notifiés	75,697 00	
Opérations d'ordre (1)	819,759 00 / 1,139,833 00	Expiration de droit	2,977 00	
		Nouvelle liquidation	2,450 00 / 81,124 00	
Pensions et indemnités viagères de retraite (liste civile).				
	"		" / "	
Pensions à titre de récompense nationale.				
	"	Décès notifiés	"	
		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	" / "	
Pensions civiles. (1853.)				
Concessions	11,116,291 00	Décès notifiés	6,235,472 00	
Rétablissements	2,709 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	234,952 00	
Divisions	1,802 00 / 11,136,727 00	Expiration de droit	76,791 00	
Réunions	15,925 00	Réunions	14,130 00 / 6,639,752 00	
		Divisions	3,115 00	
		Nouvelles liquidations	73,928 00	
		Motifs divers	1,364 00	
Pensions ecclésiastiques sardes.				
	"	Décès notifiés	" / "	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.				
Concessions	12,900 00	Décès notifiés	101,930 00	
Rétablissements	258 00 / 13,158 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	5,483 00	
		Expiration de droit	"	
		Motifs divers	50 00 / 107,463 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.				
Concessions	3,209 00 / 3,209 00	Décès notifiés	31,982 00 / 31,982 00	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante.				
	"	Décès notifiés	5,000 00 / 5,000 00	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.				
Concessions	150 00 / 150 00	Décès notifiés	3,375 00	
		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	2,200 00 / 5,575 00	
Pensions aux ministres des cultes.				
Concessions	1,977 00	Décès notifiés	403,549 00	
Rétablissements	10,525 00 / 12,502 00	Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	3,600 00	
		Expiration de droit	225 00 / 407,374 00	
		Nouvelles liquidations		
		Motifs divers		
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques.				
	"	Décès notifiés	16,600 00	
		Déchéance (art. 30, l. 9 juin 1853)	3,100 00 / 19,700 00	
TOTAL	25,620,433 64	TOTAL	15,242,606 34	

(1) Création d'un compte spécial pour les pensions militaires des colonies (décision ministérielle du 12 novembre 1909). Les opérations d'ordre n'étaient pas complètement achevées au 1er janvier 1914.

II. *Situation des pensions en payement au 1er janvier 1914.*

Tableau E.

NATURE DES PENSIONS.	PENSIONS INSCRITES au 1er janvier 1914.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	132	149,140f 62c	"	"	132	149,140f 62c
Pensions civiles (1790)	384	464,202 36	10	8,120f 00c	374	456,082 36
Pensions de donataires dépossédés	128	51,048 00	7	1,332 00	121	49,716 00
Pensions militaires de la guerre	136,857	133,997,039 65	1,159	529,773 98	135,698	133,467,265 67
Pensions militaires de la marine	46,725	45,718,956 00	97	67,342 96	46,628	45,651,613 04
Pensions militaires des colonies	1,500	3,317,325 00	"	5,635 50	1,500	3,311,689 50
Pensions et indemnités viagères de retraites aux employés de l'ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	2	718 00	"	"	2	718 00
Pensions à titre de récompense nationale	8	3,900 00	"	"	8	3,900 00
Pensions civiles (1853)	121,559	122,421,830 00	54	112,850 00	121,505	122,308,980 00
Pensions des grands fonctionnaires	8	54,000 00	"	"	8	54,000 00
Pensions ecclésiastiques sardes	2	1,145 69	"	"	2	1,145 69
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	10,630	1,631,458 00	5	1,100 00	10,625	1,630,358 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	250	284,634 00	"	"	250	284,634 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique et protestante	17	38,721 00	1	2,500 00	16	36,221 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	109	33,931 00	"	"	109	33,931 00
Pensions aux ministres des cultes	12,040	7,457,421 00	2	1,750 00	12,038	7,455,671 00
Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	294	160,600 00	"	"	294	160,600 00
TOTAUX	330,645	315,786,070 32	1,335	730,404 44	329,310	315,055,665 88
Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	"	1,467,546 00	"	116,369 00	"	1,351,177 00
Allocations supplémentaires	"	2,523,947 00	"	"	"	2,523,947 00
Compléments de pensions aux officiers mariniers et assimilés, à leurs veuves et orphelins	"	420,000 00	"	"	"	420,000 00
TOTAUX	330,645	320,197,563 32	1,335	846,773 44	329,310	319,350,789 88

3e PARTIE

COMPTE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES PAYEMENTS EFFECTUÉS

AU TITRE DE L'EXERCICE 1912.

Tableau F. *Situation des crédits affectés à la Dette viagère*

N°s des CHAPITRES. 1	DÉSIGNATION DES CHAPITRES. 2	CRÉDITS ALLOUÉS — par LA LOI DE FINANCES. 3	AUGMENTATIONS. 4	DIMINUTIONS. 5	TOTAL. 6
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
17	Pensions civiles (1790)	431,000 00	(A) 15,000 00	"	446,000 00
19	Pensions de donataires dépossédés	61,000 00	"	"	61,000 00
20	Pensions militaires de la Guerre	129,307,000 00	"	"	129,307,000 00
21	Pensions militaires de la Marine et des Colonies	48,007,000 00	"	"	48,007,000 00
22	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe	1,031 00	"	"	1,031 00
23	Pensions à titre de récompense nationale	5,725 00	"	"	5,725 00
25	Pensions civiles (1853)	117,310,000 00	(B) 1,000,000 00	"	118,310,000 00
26	Pensions des grands fonctionnaires	54,000 00	"	"	54,000 00
27	Pensions ecclésiastiques sardes	3,438 00	"	"	3,438 00
28	Suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves	1,841,000 00	"	"	1,841,000 00
29	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	1,840,000 00	"	"	1,840,000 00
30	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	362,000 00	"	"	362,000 00
31	Indemnités aux anciens professeurs de Facultés de théologie catholique et protestante	43,721 00	"	"	43,721 00
32	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	46,000 00	"	"	46,000 00
33	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la Préfecture de la Seine et de la Préfecture de police et des services de l'Algérie	29,000 00	"	"	29,000 00
34	Allocations supplémentaires	3,111,000 00	"	"	3,111,000 00
35	Compléments de pension aux officiers mariniers, à leurs veuves et orphelins	400,000 00	"	"	400,000 00
36	Pensions aux ministres des cultes	8,342,000 00	"	"	8,342,000 00
37	Pensions accordées en vertu de la loi du 21 mars 1885 ou provenant de la caisse des retraites ecclésiastiques	201,000 00	"	"	201,000 00
	TOTAUX	311,395,915 00	1,015,000 00	"	312,410,915 00

et des payements effectués sur l'exercice 1912.

PAYEMENTS EFFECTUÉS — propres À L'EXERCICE 1912. 7	propres AUX EXERCICES antérieurs. 8	TOTAL. 9	EXCÉDENT DES PAYEMENTS sur les crédits. 10	EXCÉDENT DES CRÉDITS sur les payements. 11	OBSERVATIONS. 12
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
430,924 72	14,816 62	445,741 34	"	258 66	(A) Loi du 28 juin 1913. (Crédit supplémentaire.)
48,463 68	3,948 44	52,412 12	"	8,587 88	
126,881,664 12	769,056 84	127,650,720 96	"	1,656,279 04	
46,835,339 53	273,532 88	47,108,872 41	"	898,127 59	
692 50	25 50	718 00	"	313 00	
3,479 23	375 00	3,854 23	"	1,870 77	
114,821,554 97	873,229 48	115,694,784 45	"	2,615,215 55	(B) Loi du 12 juillet 1912. (Crédit supplémentaire.)
46,000 00	"	46,000 00	"	8,000 00	
1,275 22	"	1,275 22	"	2,162 78	
1,535,190 24	8,679 57	1,543,869 81	"	297,130 19	
1,665,368 27	28,657 32	1,694,025 59	"	145,974 41	
311,729 61	8,378 20	320,107 81	"	41,892 19	
41,221 00	"	41,221 00	"	2,500 00	
34,351 88	1,222 94	35,574 82	"	10,425 18	
"	"	"	"	(C) 29,000 00	(C) Dépenses restant à ordonnancer.
2,681,471 36	15,861 74	2,697,333 10	"	413,666 90	
383,332 43	1,022 89	384,355 32	"	15,644 68	
7,829,943 94	70,750 48	7,900,694 42	"	441,305 58	
164,694 05	1,285 15	165,979 20	"	35,020 80	
303,716,696 75	2,070,843 05	305,787,539 80	"	6,623,375 20	

STATISTIQUE DES PENSIONS.

Civiles (1853).

I. Statistique des pensions concédées en 1913.

II. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913.

III. Pensions inscrites au 1er janvier 1914.

IV. Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854.

V. Relevé annuel des retenues et autres recettes perçues pour le compte des pensions civiles depuis la loi du 9 juin 1853.

Militaires de la Guerre.

VI. Statistique des pensions concédées en 1913.

VII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913.

VIII. Pensions inscrites au 1er janvier 1914.

Militaires de la Marine.

IX. Statistique des pensions concédées en 1913.

X. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913.

XI. Pensions inscrites au 1er janvier 1914.

Militaires des Colonies.

XII. Statistique des pensions concédées en 1913.

XIII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913.

XIV. Pensions inscrites au 1er janvier 1914.

Nota. — La statistique des fonctionnaires et agents assujettis à la loi du 9 juin 1853 est publiée, chaque année, au projet de budget.

I. — *Statistique des pensions civiles (1853) concédées en 1913, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation et la quotité moyenne des pensions.*

MINISTÈRES ET SERVICES.			PENSIONS D'ANCIENNETÉ. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN lors de l'admission à la retraite.	DURÉE moyenne des services.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	PENSIONS EXCEPTIONNELLES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.	DURÉE moyenne des services.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	TOTAUX. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN	DURÉE moyenne des services.	QUOTITÉ moyenne des pensions.	OBSERVATIONS.
				francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.	
Justice	Magistrats		63	231,790	69.6	37.6	3,679 20	7	11,811	69.7	23.10	1,687 28	70	243,601	69.6	36.1	3,480 01	
	Fonctionnaires		29	52,287	64.3	36.3	1,803 00	1	863	68.6	25.11	863 00	30	53,150	64.2	35.11	1,771 66	
	Services pénitentiaires	Sédentaires	5	11,126	60.6	35.1	2,225 20	"	"	"	"	"	5	11,126	60.6	35.1	2,225 20	
		Actifs	90	88,900	57.5	31.4	987 77	12	5,731	53.1	21.5	477 58	102	94,631	56.11	30.	927 75	
Affaires étrangères			17	97,928	58.6	34.4	5,760 47	"	"	"	"	"	17	97,928	58.6	34.4	5,760 47	
Intérieur	Services métropolitains.	Sédentaires	21	60,716	61.	34.3	2,891 23	4	8,666	52.6	23.1	2,166 50	25	69,382	59.7	32.10	2,775 20	
		Actifs	34	62,453	58.3	30.11	1,836 85	9	10,357	56.11	18.7	1,150 77	43	72,810	58.	28.4	1,693 25	
	Services algériens	Sédentaires	7	9,696	57.5	22.4	1,385 14	1	59	52.6	6.8	59 00	8	9,755	56.9	20.3	1,219 37	
		Actifs	86	49,637	55.	19.11	577 17	6	3,859	55.9	14.10	643 16	92	53,496	54.10	19.6	581 47	
	Cultes		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Finances	Services sédentaires		319	1,028,636	61.1	35.8	3,224 56	16	38,339	56.6	26.7	2,396 18	335	1,066,975	60.11	35.2	3,185 00	
	Services actifs	Contributions directes	37	125,579	59.1	35.10	3,394 02	"	"	"	"	"	37	125,579	59.1	35.10	3,394 02	
		Douanes	474	459,385	49.2	27.4	969 16	16	11,091	40.5	18.5	693 18	490	470,476	48.10	26.11	960 15	
		Contributions indirectes	236	505,376	59.	36.5	2,141 42	9	11,525	49.7	22.3	1,280 55	245	516,901	59.6	35.10	2,109 79	
		Manufactures de l'État	22	31,817	59.4	33.10	1,446 22	"	"	"	"	"	22	31,817	59.4	33.10	1,446 22	
Guerre	Services sédentaires		42	55,653	64.7	27.7	1,325 07	"	"	"	"	"	42	55,653	64.7	27.7	1,325 07	
	Services actifs		6	8,372	58.2	32.10	1,395 33	"	"	"	"	"	6	8,372	58.2	32.10	1,395 33	
Marine			3	14,000	58.6	36.5	4,666 66	"	"	"	"	"	3	14,000	58.6	36.5	4,666 66	
Colonies	Services sédentaires		19	46,639	61.6	34.5	2,454 68	2	1,075	46.6	12.4	537 50	21	47,714	60.	32.4	2,272 09	
	Services actifs		15	7,870	62.2	34.7	524 66	2	589	53.	26.2	294 50	17	8,459	60.7	33.7	497 58	
Instruction publique.	Services sédentaires		334	1,014,181	61.5	35.11	3,036 47	10	15,535	57.1	25.3	1,553 50	344	1,029,716	61.4	35.6	2,993 36	
	Services actifs		2,196	2,970,902	55.7	33.3	1,352 86	16	9,680	49.3	19.9	505 00	2,212	2,980,582	55.7	33.6	1,347 46	
Commerce	Services sédentaires		21	42,703	61.9	34.10	2,033 47	1	828	71.6	25.1	828 00	22	43,531	62.2	34.3	1,978 68	
	Services actifs		2	8,649	62.	35.5	4,324 50	1	3,459	56.6	24.1	3,459 00	3	12,108	62.10	31.7	4,036 00	
Agriculture	Services sédentaires		16	52,331	63.7	35.4	3,270 68	1	1,197	66.6	27.	1,197 00	17	53,528	63.9	34.9	3,148 70	
	Services actifs	Haras	41	38,381	57.1	33.11	936 12	1	616	48.6	24.7	616 00	42	38,997	56.11	36.3	928 50	
		Forêts	202	236,498	58.3	31.5	1,170 78	4	2,672	47.9	17.6	668 00	206	239,170	58.1	31.7	1,161 06	
Travail	Services sédentaires		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Services actifs		2	3,923	63.6	29.2	1,961 50	1	2,146	58.6	23.3	2,146 00	3	6,069	61.10	27.4	2,023 00	
Travaux publics	Services sédentaires		154	451,043	61.9	38.8	2,928 85	1	2,097	56.6	32.4	2,097 00	155	453,140	61.9	39.3	2,942 46	
	Services actifs		93	53,781	62.9	33.2	578 29	4	2,158	55.9	26.	539 50	97	55,939	62.6	33.3	576 69	
Postes et Télégraphes.	Services sédentaires		357	667,595	59.8	35.7	1,870 01	29	22,940	56.10	25.9	791 03	386	690,535	59.1	35.3	1,788 95	
	Services actifs		706	692,838	57.	32.3	981 35	49	30,433	48.6	21.8	621 08	755	723,271	56.5	31.11	957 97	
TOTAUX	Services sédentaires		1,407	3,836,324	61.	35.8	2,726 59	73	103,410	57.11	24.11	1,416 57	1,480	3,939,734	60.10	35.7	2,661 98	
	Services actifs		4,242	5,344,361	55.9	32.2	1,259 86	130	94,316	49.5	20.7	725 43	4,372	5,438,677	55.6	32.3	1,243 97	
TOTAUX			5,649	9,180,685	57.	33.6	1,625 18	203	197,726	52.6	22.7	974 01	5,852	9,378,411	57.6	33.1	1,602 59	
Veuves	Concessions directes		896	502,762	47.5	"	561 11	"	"	"	"	"	3,188	1,666,067	60.5	"	522 60	
	Reversions		2,292	1,163,305	65.6	"	570 75	"	"	"	"	"						
Orphelins	Concessions directes		88	32,382	12.8	"	367 97	"	"	"	"	"	178	71,813	14.2	"	403 44	
	Reversions		90	39,431	13.10	"	438 12	"	"	"	"	"						
TOTAUX			3,366	1,737,880	"	"	"	"	"	"	"	"	3,366	1,737,880	"	"	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX			9,015	10,918,565	"	"	"	203	197,726	"	"	"	9,218	11,116,291	"	"	"	

II. — *Statistique faisant ressortir par ministère et par service, le nombre et le montant au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des extinctions réalisées pendant l'année 1913, l'âge moyen des titulaires de la pension et l'âge moyen au moment du décès.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	SERVICES SÉDENTAIRES.					SERVICES ACTIFS.					TOTAUX.					TOTAUX.	
	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension,	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.
		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.
Pensions antérieures au 1er janvier 1854	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Justice — Magistrats des cours, parquets et tribunaux	68	184,612	68.8	8.5	77.1	//	//	//	//	//	68	184,612	68.8	8.5	77.1	141	259,763
Justice — Fonctionnaires	22	33,713	62.6	11.7	74.1	//	//	//	//	//	22	33,713	62.6	11.7	74.1		
Justice — Services pénitentiaires	//	//	//	//	//	51	41,438	55.8	12.7	68.3	51	41,438	55.8	12.7	68.3		
Affaires étrangères	17	88,670	60.10	12.6	73.4	//	//	//	//	//	17	88,670	60.10	12.6	73.4	17	88,670
Intérieur — Services métropolitains	29	69,671	58.11	14.	72.11	14	19,020	59.2	6.8	66.10	43	88,691	59.1	10.4	69.5	86	127,504
Intérieur — Services d'Algérie	9	14,122	59.10	5.7	65.5	34	24,691	54.7	5.10	60.5	43	38,813	57.5	5.8	63.1		
Finances — Services sédentaires	362	958,948	62.	13.5	75.5	//	//	//	//	//	362	958,948	62.	13.5	75.5	1,197	1,863,236
Finances — Services actifs — Contributions directes	//	//	//	//	//	23	53,146	56.9	6.6	63.3	23	53,146	56.	12.4	68.4		
Finances — Services actifs — Douanes	//	//	//	//	//	610	514,075	51.9	18.2	69.11	610	514,075					
Finances — Services actifs — Contributions indirectes	//	//	//	//	//	188	308,146	56.6	13.4	70.10	188	308,146					
Finances — Services actifs — Manufactures de l'État	//	//	//	//	//	14	28,921	58.10	12.6	71.4	14	28,921					
Guerre	34	61,966	62.6	6.2	68.8	11	9,672	59.3	21.9	81.	45	71,638	60.10	13.11	74.9	45	71,638
Marine	14	39,332	61.2	18.11	80.1	//	//	//	//	//	14	39,332	61.2	18.11	80.1	14	39,332
Colonies	30	48,622	62.6	11.2	73.8	25	18,683	59.4	9.8	69.	55	67,305	60.11	10.5	71.4	55	67,305
Instruction publique	194	489,168	62.6	11.6	74.	1,128	1,255,188	56.11	14.2	71.1	1,322	1,744,956	59.8	12.10	72.6	1,322	1,744,956
Commerce	19	29,568	61.11	14.8	76.7	//	//	//	//	//	19	29,568	61.11	14.8	76.7	19	29,568
Agriculture — Services sédentaires	22	73,759	61.7	13.1	74.8	//	//	//	//	//	22	73,759	61.7	13.1	74.8	138	162,431
Agriculture — Services actifs — Haras	//	//	//	//	//	15	10,421	55.2	10.7	65.9	15	10,421	56.8	12.9	69.5		
Agriculture — Services actifs — Forêts	//	//	//	//	//	101	78,251	58.2	15.1	73.3	101	78,251					
Travail	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Travaux publics	114	281,471	63.2	10.9	74.11	60	28,160	66.10	10.	76.10	174	309,631	65.	10.4	75.4	174	309,631
Postes et Télégraphes	237	389,307	59.9	14.	73.9	642	479,898	57.11	12.7	70.6	879	869,205	58.10	13.3	72.1	879	869,205
TOTAUX	1,171	2,762,929	62.	11.10	73.10	2,916	2,870,310	57.8	12.1	69.9	4,087	5,633,239	59.10	11.11	71.9	4,087	5,633,239
Veuves	2,072	920,617	58.8	14.10	73.6	//	//	//	//	//	2,072	920,617	58.8	14.10	73.6	2,072	920,617
Orphelins	224	85,896	15.2	5.3	20.5	//	//	//	//	//	224	85,896	15.2	5.3	20.5	224	85,896
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,467	3,769,442	//	//	//	2,916	2,870,310	//	//	//	6,383	6,639,752	//	//	//	6,383	6,639,752

III. — *Statistique, par ministère et par service, du nombre et du montant des pensions civiles inscrites au 1er janvier 1914.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	SERVICES SÉDENTAIRES.		SERVICES ACTIFS.		TOTAUX PAR SERVICES.		TOTAUX PAR MINISTÈRE.		OBSERVATIONS.
	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	
		francs.		francs.		francs.		francs.	
Pensions antérieures au 1er janvier 1854	10	3,988	"	"	10	3,988	10	3,988	
Justice — Magistrats	559	1,903,107	"	"	559	1,903,107	854	2,376,033	
Justice — Fonctionnaires	244	419,733	51	53,193	295	472,926			
Affaires étrangères	257	1,488,134	"	"	257	1,488,134	257	1,488,134	
Intérieur — Services métropolitains	1,012	1,388,253	821	781,737	1,833	2,169,990			
Intérieur — Services de l'Algérie	229	360,301	744	558,534	973	918,835	2,815	3,106,406	
Intérieur — Cultes	9	17,581	"	"	9	17,581			
Finances — Services sédentaires	4,723	14,106,297	"	"	4,723	14,106,297			
Finances — Services actifs — Contributions directes	"	"	196	633,432	196	633,432			
Finances — Services actifs — Douanes	"	"	13,474	11,937,865	13,474	11,937,865	21,639	32,211,561	
Finances — Services actifs — Contributions indirectes	"	"	3,117	5,343,142	3,117	5,343,142			
Finances — Services actifs — Manufactures de l'État	"	"	129	190,825	129	190,825			
Guerre	309	563,530	262	175,061	571	738,591	571	738,591	
Marine	78	250,725	"	"	78	250,725	78	250,725	
Colonies	405	555,247	6	2,590	411	557,837	411	557,837	
Instruction publique	2,834	7,544,701	24,597	28,839,355	27,431	36,384,056	27,431	36,384,056	
Commerce	194	384,737	8	24,806	202	409,543	202	409,543	
Agriculture — Services sédentaires	200	234,100	"	"	200	234,100			
Agriculture — Services actifs — Haras	"	"	301	227,132	301	227,132	2,502	2,888,594	
Agriculture — Services actifs — Forêts	"	"	2,001	2,427,362	2,001	2,427,362			
Travail	9	26,811	7	15,764	16	42,575	16	42,575	
Travaux publics	1,981	3,830,280	271	158,125	2,252	3,988,405	2,252	3,988,405	
Postes et Télégraphes	4,455	7,207,641	11,194	8,793,583	15,649	16,001,224	15,649	16,001,224	
TOTAUX	17,508	40,285,166	57,179	60,162,506	74,687	100,447,672	74,687	100,447,672	
Veuves	44,418	20,856,322	"	"	44,418	20,856,322	46,872	21,974,158	
Orphelins	2,454	1,117,836	"	"	2,454	1,117,836			
TOTAUX	46,872	21,974,158	"	"	46,872	21,974,158			
TOTAUX GÉNÉRAUX	64,380	62,259,324	57,179	60,162,506	121,559	122,421,830	121,559	122,421,830	

IV. — *Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854.*

ANNÉES.	PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ MOYENNE des pensions.	OBSERVATIONS.
1853	//	//	//	
1854	2,055	1,437,909 00	699,71	
1855	2,049	1,448,355 00	706,85	
1856	2,193	1,558,237 00	710,55	
1857	2,208	1,484,569 00	672,35	
1858	2,361	1,577,579 00	668,18	
1859	1,718	1,258,791 00	732,70	
1860	2,284	1,605,525 33	702,94	
1861	2,657	1,801,066 00	677,85	
1862	3,127	2,017,542 00	645,20	
1863	2,917	2,014,456 00	690,59	
1864	3,294	2,267,017 00	688,22	
1865	3,202	2,182,271 00	664,92	
1866	3,745	2,848,465 00	760,60	
1867	4,549	3,199,379 00	703,31	
1868	4,065	2,674,593 00	657,95	
1869	3,955	2,696,314 00	681,74	
1870	4,285	2,722,978 00	635,23	
1871	2,231	1,765,862 00	791,51	
1872	6,651	4,756,571 00	715,16	
1873	6,640	4,900,563 00	738,03	
1874	5,556	3,835,376 00	690,28	
1875	5,528	3,781,014 00	683,97	
1876	4,950	3,313,272 00	669,34	
1877	6,221	4,454,679 00	716,07	
1878	6,000	4,647,007 00	774,05	
1879	5,713	4,745,420 00	844,63	
1880	5,774	4,812,987 00	833,56	
1881	7,327	6,199,335 00	846,09	
1882	5,528	4,684,274 00	847,37	
1883	5,663	4,509,049 00	796,22	
1884	6,066	5,201,925 00	857,55	
1885	5,740	4,888,741 00	851,69	
1886	5,881	5,076,762 00	871,78	
1887	5,300	4,794,353 00	904,63	
1888	5,427	4,646,706 00	856,22	
1889	5,719	4,852,805 00	848,54	
1890	5,314	4,558,862 00	857,89	
1891	4,679	4,022,585 00	859,71	
1892	6,347	5,650,681 00	890,29	
1893	5,622	4,865,062 00	865,36	
1894	6,132	5,597,472 00	912,82	
1895	8,153	7,429,992 00	911,32	
1896	5,162	4,797,723 00	929,43	
1897	5,867	5,792,171 00	987,24	
1898	7,603	7,738,031 00	1,017,76	
1899	6,683	6,530,390 00	977,16	
1900	6,930	6,915,031 00	997,83	
1901	7,831	7,952,397 00	1,015,50	
1902	7,020	7,270,057 00	1,035,62	
1903	7,034	7,196,056 00	1,023,03	
1904	6,391	6,605,195 00	1,033,51	
1905	8,427	8,794,243 00	1,043,57	
1906	7,362	7,843,724 00	1,065,43	
1907	9,188	9,678,174 00	1,053,34	
1908	8,322	9,433,326 00	1,133,54	
1909	9,019	9,507,970 00	1,054,21	
1910	9,540	10,702,787 00	1,121,88	
1911	10,838	12,502,728 00	1,153,60	
1912	9,262	11,350,722 00	1,225,51	
1913	9,218	11,116,291 00	1,205,93	

V. — *Développement, par nature de recettes, des retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles*

(Extrait des comptes définitifs des recettes des exercices 1853 à 1912.)

ANNÉES.	RETENUES DE 5 P. 0/0 sur les traitements.	RETENUES DU PREMIER MOIS d'appointements et du premier douzième des augmentations.	RETENUES POUR CAUSE de congés.	RETENUES PAR MESURES disciplinaires.	PRODUIT DES AMENDES et confiscations.	RECETTES DIVERSES.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1853	"	"	"	"	"	"	"	
1854	"	"	"	"	"	"	13,322,904 72	
1855	"	"	"	"	"	"	12,052,774 10	
1856	9,956,008 48	966,392 92	413,364 53	71,185 15	454,816 51	725 23	11,862,492 82	
1857	10,420,635 29	967,677 18	351,940 15	76,054 89	531,166 84	83 59	12,347,557 94	
							(1) + 27,531 32	
							(2) + 18,006 89	Total : 12,393,096 15.
1858	10,597,861 56	1,408,203 95	378,321 46	73,037 52	519,608 02	114 65	12,977,147 16	(1) Comptables aux colonies.
1859	11,003,333 61	1,941,186 64	413,110 93	85,892 75	474,444 83	116 16	13,218,084 92	(2) Virements de comptes (à ajouter).
1860	11,318,531 73	1,257,443 60	336,017 87	78,802 66	424,712 53	120 94	13,415,611 83	
1861	11,782,453 74	1,307,207 79	326,291 79	84,976 91	482,214 94	987 92	13,984,133 09	
1862	12,071,515 32	1,424,871 21	306,310 65	19,915 29	455,697 55	1,229 75	14,279,539 77	
1863	12,495,391 75	1,412,778 76	317,671 80	52,923 56	425,261 59	1,467 57	14,705,497 03	(3) La différence en moins par rapport à l'exercice 1900 provient du transport en 1901 des retenues pour pensions civiles à un compte de *Retenues à classer* inscrit parmi les services de trésorerie.
1864	12,806,736 40	1,166,278 44	340,691 23	44,867 97	431,332 52	1,689 36	14,551,495 92	
1865	12,705,143 71	1,167,347 96	294,935 86	40,507 29	426,662 85	5,124 15	14,639,721 82	
1866	12,808,359 55	984,367 88	349,003 06	36,278 60	455,656 99	12,106 28	14,645,772 36	
1867	12,826,133 34	1,189,490 12	272,372 96	34,070 55	457,931 48	8,281 78	14,788,280 18	
1868	13,016,440 98	1,234,959 44	236,357 55	33,914 69	502,968 93	3,875 01	15,028,516 60	
1869	13,221,812 14	1,309,180 07	288,894 08	32,789 45	523,128 36	2,736 82	15,378,540 92	
1870	13,092,501 40	1,171,176 82	190,464 83	33,053 41	343,079 02	1,433 46	14,821,708 94	
1871	13,048,480 08	1,561,283 82	262,080 83	34,851 99	407,661 43	3,745 87	15,318,104 62	(4) La différence en plus par rapport à l'exercice 1901 provient du rattachement à l'exercice 1902 des retenues de l'exercice 1901 transitoirement appliquées à un compte de *Retenues à classer*, inscrit parmi les services de trésorerie.
1872	13,664,266 91	1,849,378 80	252,252 64	37,441 65	1,183,762 71	23,676 32	17,010,779 03	
1873	13,816,837 09	1,712,486 43	208,089 00	29,222 71	1,953,676 88	80,672 14	17,800,984 25	
1874	14,052,730 47	1,673,589 32	245,077 76	27,875 23	1,981,396 66	15,045 55	17,995,714 99	
1875	14,374,818 48	1,572,096 95	270,228 05	30,304 44	2,133,350 20	10,533 02	18,391,241 14	
1876	14,806,782 64	1,844,532 39	265,135 69	33,627 47	2,032,708 34	3,388 36	18,986,164 89	
1877	15,399,632 90	2,299,961 78	240,910 87	26,967 24	1,520,620 39	3,009 13	19,491,102 21	
1878	15,897,245 32	2,328,661 17	249,676 95	21,245 36	1,413,604 65	1,890 89	19,912,324 34	(5) La différence en moins par rapport à l'exercice 1902 provient de ce qu'on avait rattaché à l'exercice 1902 des retenues de l'exercice 1901 transitoirement appliquées à un compte de *Retenues à classer*, inscrit parmi les services de trésorerie.
1879	16,606,093 85	2,674,644 17	271,749 94	18,099 69	1,172,926 08	2,004 82	20,745,518 55	
1880	17,040,621 53	2,904,657 67	308,732 83	16,417 38	994,311 94	776,303 76	22,041,045 11	
1881	17,718,087 75	3,866,422 32	299,671 85	18,531 31	670,307 00	6,177 10	21,579,197 31	
1882	18,777,604 93	3,086,483 12	157,149 85	22,644 99	638,361 35	15,894 66	22,698,138 90	
1883	19,505,270 99	3,694,009 50	343,085 93	19,078 83	822,100 97	18,679 16	23,402,225 38	
1884	20,303,390 95	2,765,019 59	154,926 63	22,610 30	1,180,641 89	32,092 16	24,348,681 52	
1885	20,347,455 31	3,026,889 31	165,081 75	15,801 99	1,139,833 98	28,755 90	23,723,818 24	
1886	21,030,248 27	1,916,162 24	164,274 72	17,811 96	1,012,198 48	58,565 80	24,199,261 47	
1887	21,204,353 20	1,690,880 66	249,817 86	18,200 81	1,188,633 96	71,462 63	24,523,349 12	
1888	21,240,509 62	1,873,799 61	282,911 43	21,231 29	1,525,887 27	75,690 46	25,020,029 68	
1889	21,475,145 50	1,530,471 71	232,708 10	21,367 74	1,091,470 92	114,309 82	24,465,473 79	
1890	21,666,969 44	1,877,649 58	226,597 14	15,264 16	1,068,413 46	77,168 17	24,932,061 95	
1891	21,822,802 90	1,727,888 76	264,890 75	17,413 11	1,099,157 39	124,087 68	25,050,240 59	
France 1892	21,075,232 61	1,971,690 95	212,433 25	11,913 53	1,121,932 32	91,979 57	24,485,172 23	
Algérie 1892	812,782 26	92,697 25	8,670 78	1,457 29	4,545 82	"	+ 930,153 40	Depuis la loi de finances du 26 décembre 1908 (art. 22), est désormais attribuée au Trésor la part qui était prélevée au profit du service des pensions civiles sur les produits d'amendes et de confiscations en matière de douanes, de contributions indirectes et de culture de tabac, ainsi que sur le montant des droits sur acquits-à-caution en matière de contributions indirectes.
F. 1893	22,144,917 76	2,226,544 31	201,062 86	24,558 05	1,073,167 47	192,593 93	25,862,844 38	
A. 1893	852,018 68	89,166 43	8,350 02	2,254 04	16,979 03	0 17	+ 968,767 77	
F. 1894	22,983,672 03	2,526,991 13	184,164 65	10,536 31	1,071,703 44	12,307 47	26,789,375 03	
A. 1894	889,229 40	119,779 81	10,189 73	1,420 14	11,276 94	0 23	+ 1,031,896 25	
F. 1895	23,008,459 10	2,090,856 33	284,868 91	11,380 03	1,215,243 89	11,516 96	26,622,325 22	
A. 1895	902,101 64	91,925 58	9,495 04	2,421 31	10,218 92	4,907 04	+ 1,021,069 53	
F. 1896	23,781,434 02	2,061,226 39	253,248 98	11,893 59	1,121,342 45	29,299 22	27,258,458 65	
A. 1896	927,304 32	91,666 08	8,188 18	1,736 80	10,428 03	1,519 03	+ 1,040,842 93	
F. 1897	24,659,713 13	2,052,284 20	241,403 45	13,187 59	1,064,499 97	63,425 94	28,094,514 28	
A. 1897	941,160 90	85,882 32	8,387 74	1,531 42	14,069 64	3,568 63	+ 1,054,600 65	
F. 1898	23,898,375 31	1,941,383 48	245,416 00	9,855 36	1,163,990 13	35,110 91	27,294,131 19	
A. 1898	963,224 78	82,523 00	8,976 11	1,911 55	16,809 87	14,351 07	+ 1,087,796 38	
F. 1899	24,211,115 55	2,027,139 65	223,191 57	18,286 38	950,100 74	22,347 16	27,452,171 05	
A. 1899	971,237 74	91,691 59	9,023 70	2,388 85	13,482 68	9,755 68	+ 1,097,580 24	
F. 1900	26,901,879 73	2,342,554 71	254,773 01	23,063 84	1,030,880 58	33,092 44	30,586,244 31	
A. 1900	1,042,302 87	99,503 52	10,188 98	2,195 52	15,224 88	4,286 43	+ 1,173,702 20	
F. 1901	25,859,129 82	2,216,573 12	295,249 84	7,555 32	932,703 42	23,863 26	29,335,073 78	
A. 1901	2,543 90	375 75	75 20	"	"	27 53	(3) + 3,022 38	
F. 1902	26,073,875 82	2,307,999 18	224,348 37	14,153 61	956,270 00	38,844 26	29,515,491 24	
A. 1902	1,320,605 06	117,795 39	10,583 45	"	"	2,212 18	(4) + 1,456,196 08	
F. 1903	26,810,590 89	2,339,305 08	266,292 18	7,261 99	997,934 53	33,330 69	30,454,705 36	
A. 1903	689,862 29	54,107 99	8,426 55	"	"	866 96	(5) + 753,263 79	
F. 1904	27,311,830 16	2,406,775 16	274,603 34	7,716 41	1,033,959 57	28,405 31	31,063,289 95	
A. 1904	695,430 81	67,887 11	6,417 46	"	"	103,998 58	+ 873,733 99	
F. 1905	28,266,739 54	3,060,301 22	292,424 07	7,047 23	1,169,330 61	17,843 04	32,813,685 71	
A. 1905	709,992 59	59,010 56	10,108 82	298 79	"	25,554 48	+ 804,895 24	
F. 1906	29,256,061 41	3,331,903 04	300,790 08	5,140 44	921,305 75	18,308 29	33,833,409 01	
A. 1906	744,161 87	78,550 72	9,453 34	139 70	"	18,695 44	+ 851,001 07	
F. 1907	30,317,487 65	3,077,523 55	382,079 65	9,006 59	1,218,979 88	19,404 95	35,024,482 27	
A. 1907	770,594 42	96,256 53	10,666 73	109 99	"	17,287 12	+ 894,914 79	
F. 1908	31,192,911 80	3,347,338 59	373,785 38	7,181 48	1,012,857 75	29,781 16	35,963,856 16	
A. 1908	813,182 54	85,979 67	11,250 50	139 82	"	18,932 57	+ 929,485 10	
F. 1909	31,678,853 28	2,830,710 17	446,412 56	57,344 24	(6) 14,596 17	15,409 33	35,043,325 75	
A. 1909	852,283 61	99,382 60	7,883 77	63 88	"	27,273 06	+ 986,886 92	
F. 1910	32,363,810 60	3,143,938 99	427,170 61	9,942 88	27,264 16	(7) 1.197,882 18	37,170,009 42	
A. 1910	877,338 03	78,492 12	11,414 32	269 89	"	43,029 88	1,010,544 22	
F. 1911	33,307,549 50	3,805,802 49	448,349 99	5,846 28	26,927 23	646,810 02	38,241,285 51	
A. 1911	897,014 03	82,564 54	9,177 18	443 61	"	53,344 54	1,042,543 90	
F. 1912	34,154,413 54	3,363,466 59	398,305 23	7,535 76	30,831 60	727,315 04	38,681,867 96	
A. 1912	918,425 07	82,147 19	12,909 40	341 89	"	62,785 98	1,076,609 53	

(3) Augmentation produite par le versement des retenues rétroactives effectué par les anciens surnuméraires ou stagiaires en vertu de l'article 85 de la loi de finances du 8 avril 1910.

VI. — *Statistique des pensions militaires de la Guerre inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1913.*

Nos d'ordre.	GRADES.	PENSIONS D'ANCIENNETÉ. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	PENSIONS POUR BLESSURES ET INFIRMITÉS. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	PENSIONS PROPORTIONNELLES. Parties.	Sommes.	Âge au moment de la mise à la retraite.	Services effectifs.	Moyenne de la pension.	TOTAUX. Parties.	Sommes.
			fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.
1	Généraux de division	2	20,563 00	78 6	45 11	10,281 50	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	20,563 00
2	Généraux de brigade	1	8,000 00	67 6	43 6	8,000 00	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	8,000 00
3	Colonels	60	337,131 00	59 9	38 11	5,618 85	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	60	337,131 00
4	Lieutenants-colonels et assimilés	81	368,126 00	57 1	35 3	4,544 64	2	9,155 00	55 11	30 11	4,577 50	//	//	//	//	//	83	377,281 00
5	Commandants	371	1,291,425 00	54 6	34	3,480 92	5	18,875 00	54	33 2	3,775 00	//	//	//	//	//	376	1,310,300 00
6	Capitaines	339	1,073,775 00	52 2	31 9	3,167 47	24	75,566 00	45 8	24 8	3,148 50	//	//	//	//	//	363	1,149,341 00
7	Lieutenants et sous-lieutenants	22	60,550 00	50 9	29 7	2,752 27	14	36,760 00	34 6	14 6	2,625 71	//	//	//	//	//	36	97,310 00
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	271	290,263 00	48 4	27 9	1,071 68	68	68,587 00	30 7	10 3	1,008 63	2,798	2,296,689 00	36 8	16 5	820 83	3,137	2,655,539 00
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	65	21,838 00	35	13 2	335 96	65	21,838 00
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives) [1]	2	//	50 6	27 11	//	5	61 95	40 8	15 10	12 39	138	1,125 72	39 10	15 11	8 15	145	1,187 67
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	35	24,183 00	50 6	27 8	690 94	241	162,015 00	26 2	4	672 26	1,450	956,912 00	36 11	15 11	659 93	1,726	1,143,110 00
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	//	//	//	//	//	23	7,660 00	28 1	5 1	333 04	628	142,289 00	34 9	13 9	226 57	651	149,949 00
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales (parts contributives)	1	//	50	25	//	30	1,031 15	28 6	5 6	34 37	367	1,598 56	40 8	15 7	4 35	398	2,629 71
14	Gendarmerie (troupe seulement)	909	980,544 00	48 2	25 11	1 078 70	47	44,753 00	38 1	15 6	952 19	507	287,113 00	37 6	16 3	566 29	1,463	1,312,410 00
15	Chefs ouvriers et ouvriers	24	23,502 00	58 8	36 3	979 25	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	24	23,502 00
	Totaux	2,118	4,478,062 00	//	//	//	459	424,464 10	//	//	//	5,953	3,707,565 28	//	//	//	8,530	8,610,091 38
	Veuves	1,627	1,446,999 00	52 8	//	889 36	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1,627	1,446,999 00
	Orphelins	85	68,794 00	13 1	//	809 34	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	85	68,794 00
	Totaux généraux	3,830	5,993,855 00	//	//	//	459	424,464 10	//	//	//	5,953	3,707,565 28	//	//	//	10,242	10,125,884 38
	Moyennes particulières. Officiers et assimilés (1 à 7)	876	3,159,570 00	54 3	33 7	3,606 81	45	140,356 00	43 9	22 11	3,119 02	//	//	//	//	//	//	//
	Moyennes particulières. Militaires des troupes métropolitaines (8 et 11)	306	314,446 00	48 7	27 9	1,027 60	309	230,602 00	27 2	5 5	746 28	4,248	3,253,601 00	36 9	16 3	765 91	//	//
	Moyennes particulières. Militaires des troupes indigènes de l'Algérie. (Loi du 11 juillet 1903.) [9 et 12]	//	//	//	//	//	23	7,660 00	28 1	5 1	333 04	693	164,127 00	34 10	13 10	236 83	//	//
	Moyennes générales	//	//	51 2	30 2	2,114 28	//	//	30 7	10 5	924 75	//	//	36 8	16	622 80	//	//

(1) Les pensions des militaires indigènes des troupes coloniales sont payées par imputation sur le budget métropolitain et remboursées par les colonies visées au décret du 25 septembre 1905. La métropole ne supporte, à titre de part contributive, que la rémunération des services accomplis hors desdites colonies. Cette part contributive figure seule dans le tableau.

VII. — *Statistique des pensions militaires de la Guerre annulées ou éteintes, pendant l'année 1913.*

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de LA MISE à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	a. m.	a. m.	a. m.	
1	Généraux de division	//	//	//	//	//	
2	Généraux de brigade	8	63,250 00	61 1	19 1	80 2	
3	Colonels	43	242,394 00	56 9	16 3	73 0	
4	Lieutenants-colonels et assimilés	37	162,447 00	54 5	15 1	69 6	
5	Commandants	203	710,668 00	53 5	15 0	68 5	
6	Capitaines	333	879,767 00	50 3	19 3	69 6	
7	Lieutenants et sous-lieutenants	51	94,666 00	43 9	21 5	65 2	
8-9-10	Sous-officiers. Troupes métropolitaines	988	781,780 00	40 3	18 5	58 8	
	Sous-officiers. Troupes indigènes de l'Algérie	27	21,808 00	39 6	10 7	50 1	
	Sous-officiers. Indigènes des troupes coloniales	20	31 70	39 9	1 0	40 9	
11-12-13	Caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	947	611,757 00	36 9	23 6	60 3	
	Caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	219	97,707 00	39 7	10 2	49 9	
	Caporaux et soldats. Indigènes des troupes coloniales	28	17 42	38 7	2 3	41 10	
14	Gendarmerie (troupe seulement)	544	398,354 00	45 5	19 0	64 5	
15	Chefs ouvriers et ouvriers	68	60,078 00	54 8	14 4	69 0	
	TOTAUX	3,516	4,124,725 12	//	//	//	
	Veuves	1,110	813,434 33	54 8	17 9	72 5	
	Orphelins	89	69,403 00	14 2	6 5	20 7	
	TOTAUX GÉNÉRAUX	4,715	5,007,562 45	//	//	//	
	TOTAUX et moyennes. Officiers et assimilés (1 à 7)	675	2,153,192 00	53 3	17 8	70 11	
	TOTAUX et moyennes. Sous-officiers, caporaux et soldats. Troupes métropolitaines	1,935	1,395,537 00	39 0	21 0	60 0	
	TOTAUX et moyennes. Sous-officiers, caporaux et soldats. Troupes indigènes de l'Algérie	246	119,515 00	40 1	11 10	51 11	
	Moyennes générales	//	//	45 3	19 8	64 11	

VIII. — *Nombre et montant des pensions militaires de la Guerre inscrites, au 1er janvier 1914.*

Nos D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	
1	Généraux de division.....	14	145,863 00	
2	Généraux de brigade.....	35	274,550 00	
3	Colonels.....	818	4,600,559 00	
4	Lieutenants-colonels..... et assimilés...	915	4,148,671 00	
5	Commandants.....	4,836	16,851,286 00	
6	Capitaines.....	6,348	17,147,165 00	
7	Lieutenants et sous-lieutenants.....	811	1,540,326 00	
8-9	Sous-officiers.....	38,014	32,399,510 00	
10-13	Parts contributives (sous-officiers, caporaux et soldats).....	2,505	7,710 65 (1)	(1) La part contributive de la Métropole seule figure dans ce tableau.
11-12	Caporaux et soldats.....	34,291	18,071,808 00	
14	Gendarmerie (troupe seulement).....	20,209	15,903,176 00	
15	Chefs ouvriers et ouvriers.....	867	786,013 00	
	TOTAUX.....	109,663	111,876,638 65	
	Veuves et orphelins.....	27,194	22,120,401 00	
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	136,857	133,997,039 65	

IX. — *Statistique des pensions militaires de la Marine inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1913.*

NUMÉROS D'ORDRE.	GRADES.	PENSIONS D'ANCIENNETÉ. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PENSIONS POUR BLESSURES ET INFIRMITÉS. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PENSIONS PROPORTIONNELLES PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	TOTAUX. PARTIES.	SOMMES.
			fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.	a. m.	a. m.	fr. c.		fr. c.
1	Vice-amiraux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Contre-amiraux	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3	Capitaines de vaisseau	23	136,388 00	59 8	40 2	5,929 91	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	23	136,388 00
4	Capitaines de frégate et assimilés	22	106,818 00	52 9	34 3	4,855 36	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	22	106,818 00
5	Capitaines de corvette	17	63,600 00	53 2	33 3	3,741 17	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17	63,600 00
6	Lieutenants de vaisseau	9	32,250 00	44 9	26 8	3,583 33	1	3,300 00	35 6	16 6	3,300 00	"	"	"	"	"	10	35,550 00
7	Enseignes et aspirants	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
8	Officiers mariniers	660	1,040,757 00	45 1	26 7	1,576 90	59	90,418 00	36 6	17 1	1,532 50	8	8,920 00	32 11	17 7	1,115 00	727	1,140,095 00
9	Quartiers-maîtres et marins	149	128,236 00	45 1	25 8	860 64	236	175,192 00	43 7	7 6	742 33	29	19,432 00	40 "	18 "	670 06	414	322,860 00
10	Troupes de la marine et gendarmerie	23	39,818 00	51	29 2	1,731 21	1	791 00	29 6	10 6	791 00	1	419 00	35 6	15 6	419 00	25	41,028 00
11	Chefs ouvriers et ouvriers	471	319,577 00	53 1	30 1	678 50	73	54,485 00	41 7	19 9	746 36	"	"	"	"	"	544	374,062 00
12	Personnel administratif	21	36,120 00	52 9	31 4	1,720 00	2	2,850 00	38 6	19 11	1,425 00	"	"	"	"	"	23	38,970 00
13	Agents techniques	103	168,600 00	53 1	32 11	1,636 89	3	5,690 00	39 6	20 "	1,896 66	"	"	"	"	"	106	174,290 00
14	Services divers	11	16,607 00	58	35 1	1,509 72	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11	16,607 00
	TOTAUX	1,509	2,088,771 00	"	"	"	375	332,726 00	"	"	"	38	28,771 00	"	"	"	1,922	2,450,268 00
	Veuves	1,022	599,657 00	49 9	"	586 74	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,022	599,657 00
	Orphelins	132	67,981 00	13	"	515 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	132	67,981 00
	TOTAUX GÉNÉRAUX	2,663	2,756,409 00	"	"	"	375	332,726 00	"	"	"	38	28,771 00	"	"	"	3,076	3,117,906 00
	Totaux et moyennes.. Officiers et assimilés, nos d'ordre (1 à 7)	71	339,056 00	54a 1	35a 1	4,775 43	1	3,300 00	35 6	16 6	3,300 00	"	"	"	"	"	"	"
	Totaux et moyennes.. Personnel non officier, nos d'ordre (8 à 11)	1,303	1,528,388 00	48 2	27 9	1,172 97	369	320,886 00	42 "	11 6	869 60	38	28,771 00	39 2	17 11	757 13	"	"
	Totaux et moyennes.. Personnel administratif et technique, nos d'ordre (12 à 14)	135	221,327 00	54 3	33 6	1,639 45	5	8,540 00	39 1	20 1	1,708 00	"	"	"	"	"	"	"
	Moyennes générales	"	"	48 11	28 7	1,384 20	"	"	41 11	11 7	887 26	"	"	39 2	17 11	757 13	"	"

X. — *Statistique des pensions militaires de la Marine annulées ou éteintes pendant l'année 1913.*

NUMÉROS d'ordre.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE AU MOMENT du décès.
			francs.	a. m.	a. m.	a. m.
1	Vice-amiraux (et assimilés)	//	//	//	//	//
2	Contre-amiraux (et assimilés)	2	13,538	62 0	9 0	71 0
3	Capitaines de vaisseau (et assimilés)	7	40,651	56 1	19 0	75 1
4	— de frégate (et assimilés)	7	34,485	54 1	13 4	67 5
5	— de corvette (et assimilés)	5	18,650	52 8	9 6	62 2
6	Lieutenants de vaisseau (et assimilés)	26	74,426	47 1	19 5	66 6
7	Enseignes et aspirants (et assimilés)	1	2,124	47 0	28 0	75 0
8	Officiers mariniers et chefs armuriers	290	402,263	45 6	14 3	59 9
9	Quartiers-maîtres et marins	233	176,398	36 7	11 6	48 1
10	Troupes de la Marine et gendarmerie	93	144,594	40 2	13 4	53 6
11	Chefs ouvriers et ouvriers	518	360,166	51 4	14 9	66 1
12	Personnel administratif	81	193,700	53 3	15 0	68 3
13	Agents techniques	44	78,270	52 7	5 6	58 1
14	Services divers	77	88,764	52 0	19 3	71 3
	TOTAUX	1,384	1,628,029	//	//	//
	Veuves	691	382,870	53 2	17 2	70 4
	Orphelins	156	77,383	15 0	6 1	21 1
	TOTAUX GÉNÉRAUX	2,231	2,088,282	//	//	//
	TOTAUX et moyennes. Officiers et assimilés (1 à 7)	48	183,874	54 5	17 10	72 3
	TOTAUX et moyennes. Personnel non-officier (8 à 11)	1,134	1,083,421	43 5	13 5	56 10
	TOTAUX et moyennes. Personnel administratif et technique (12 à 14)	202	360,734	52 7	13 9	66 4
	Moyennes générales	//	//	50 0	15 0	65 0

XI. — *Nombre et montant des pensions militaires de la Marine inscrites au 1er janvier 1914.*

NUMÉROS D'ORDRE.	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	
1	Vice-amiraux	1	10,500 00	
2	Contre-amiraux	14	100,550 00	
3	Capitaines de vaisseau	243	1,417,399 00	
4	— de frégate et assimilés	262	1,234,986 00	
5	— de corvette	246	874,543 00	
6	Lieutenants de vaisseau	500	1,486,797 00	
7	Enseignes et aspirants	74	164,723 00	
8	Officiers mariniers	7,972	11,500,376 00	
9	Quartiers-maîtres et marins	3,910	3,036,534 00	
10	Troupes de la marine et gendarmerie	2,609	3,180,876 00	
11	Chefs ouvriers et ouvriers	8,786	5,804,518 00	
12	Personnel administratif	694	1,368,706 00	
13	Agents techniques	2,034	3,176,639 00	
14	Services divers	1,010	1,271,244 00 (1)	(1) Y compris les pensions du personnel colonial non encore transférées au compte spécial des pensions militaires des colonies ouvert en vertu de la décision ministérielle du 12 novembre 1909. (Voir tableau XIV.)
	TOTAUX	28,355	34,628,391 00	
	Veuves et orphelins	18,370	11,090,565 00 (1)	
	TOTAUX GÉNÉRAUX	46,725	45,718,956 00	

XII. — *Statistique des pensions militaires des colonies inscrites du 1er janvier au 31 décembre 1913.*

Nos d'ordre	GRADES.	PENSIONS D'ANCIENNETÉ.					PENSIONS POUR BLESSURES.					TOTAUX GÉNÉRAUX.				
		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE au moment de la mise à la retraite.	SERVICES effectifs.	MOYENNE de la pension.
			francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.		francs.	ans mois.	ans mois.	fr. c.
1	Inspection des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux	4	24,825	54.2	30.9	6,206 25	"	"	"	"	"	4	24,825	54.2	30.9	6,206 25
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine	15	66,093	51.0	28.0	4,406 20	3	9,725	43.7	20.1	3,241 66	18	75,818	49.9	26.8	4,212 11
4	Surveillants militaires	22	33,894	49.2	27.0	1,540 63	5	7,023	40.7	19.7	1,404 60	27	40.917	47.7	25.7	1,515 44
5	Services administratifs	41	109,340	51.9	29.7	2,666 82	10	25,315	47.11	16.2	2,531 50	51	134,655	50.11	26.10	2,640 29
	TOTAUX et moyennes	82	234,152	51.0	28.7	2,855 51	18	42,063	45.1	17.9	2,336 83	100	276,215	50.2	26.8	2,762 15
	Veuves	34	34,090	44.3	"	1,002 64	"	"	"	"	"	43	43,859	"	"	"
	Orphelins	9	9,769	20.0	"	1,085 44	"	"	"	"	"					
	TOTAUX GÉNÉRAUX	125	278,011	"	"	"	18	42,063	"	"	"	143	320,074	"	"	"

XIII. — *Statistique des pensions militaires des colonies annulées ou éteintes pendant l'année 1913.*

Nos d'ordre	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE AU MOMENT de la mise à la retraite.	DURÉE MOYENNE de la pension.	ÂGE au DÉCÈS.
				ans mois.	ans mois.	
1	Inspection des colonies	1	2,500	46.0	1.0	47.0
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux	5	31,775	52.9	9.2	61.11
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine	3	7,300	50.0	3.8	53.8
4	Surveillants militaires	11	16,343	48.7	17.0	65.7
5	Services administratifs	7	17,625	50.8	9.8	60.4
	TOTAUX et moyennes	27	75,543	49.7	8,1	57.8
	Veuves	5	2,604	52.0	18.2	70.2
	Orphelins	4	2,977	13.6	7.6	21.0
	TOTAUX GÉNÉRAUX	36	81,124	"	"	"

XIV. — *Nombre et montant des pensions militaires des colonies inscrites, au 1er janvier 1914.*

Nos d'ordre	GRADES.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
			francs.	
1	Inspection des colonies	8	51,138	
2	Gouvernements coloniaux et secrétariats généraux	45	326,305	
3	Administrateurs coloniaux et services civils de l'Indo-Chine	298	1,098,907	
4	Surveillants militaires	472	760,878	
5	Services administratifs	275	676,203	
	TOTAUX	1,098	2,913,431	
	Veuves et orphelins	402	403,894	
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1,500	3,317,325	Voir le tableau XI et la note.

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages.

TABLE SOMMAIRE. 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1914). 4

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative. 14

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts. 16
2° Rentes provenant de conversions. 18
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. 20
Récapitulation des rentes créées. 22

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État. 24
2° Rentes annulées à la suite de conversions. 26
3° Rentes rachetées à la Bourse. 26
Récapitulation des rentes annulées. 26
Récapitulation générale. 28
Résultat des conversions. 30
Mouvement et situation des rentes 3 p. o/o. 32

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1914 34

État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, du 31 décembre 1894 au 31 décembre 1913 36

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. o/o, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1913 38

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1914, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement 42

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1914. (Rentes inscrites.) 56

Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 60

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative 63

Compte des annuités.

1° Relevé du résultat des émissions 64
2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 65
3° État des dépenses 66
4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 68
5° Observations sur le tableau des annuités 70

Compte des rentes.

1° État au 1er janvier 1914 des crédits d'inscription 72
2° Mouvement et situation des rentes 72
3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 73
4° Etat indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 73
5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1913 74

OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Résumé des dispositions législatives et réglementaires 75

Émissions 77

Tableau d'amortissement 78

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est 79

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 81

Pages.

NOTE sur l'annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. 82

NOTE sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus. 83

MOUVEMENT et situation des annuités au 1er janvier 1914. 84

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1914. 84

ÉTAT développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1914. (Subventions.). 94

ÉTAT développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1914. (Avances.). . 100

RÉSUMÉ de la situation des dépenses au 1er janvier 1914. 104

ÉTAT des annuités restant à amortir au 1er janvier 1914. 106

DÉVELOPPEMENT concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse). 107

DÉVELOPPEMENT concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse). 109

NOTE sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872. 111

RELEVÉ et composition des annuités. 116

ÉTAT des annuités restant à payer au 1er janvier 1914. 117

SITUATION des dépenses au 1er janvier 1914. 118

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902. (Chapitre 11 du budget du Ministère des finances.). 119

Annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations. — Amortissement de la rente 3 p. o/o émise en 1901. (Chapitre 3 du budget du Ministère des finances.). 121

Annuités au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 23 juillet 1909 (tremblements de terre du 11 juin 1909). 124

Remboursement à la Dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires. 127

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.

Dispositions législatives et réglementaires et note explicative. 128

Situation, au 1er janvier 1914, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing. 132

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1914. 133

Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1914. 134

État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1914. 136

Pages.

OBLIGATIONS À COURT TERME.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 617, 618, 640 et 645.).. 137

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE 139

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1914 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 140

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire 142

RÉCAPITULATION 148

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire 150

ANNUITÉS REMISES À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS EN REPRÉSENTATION DES PRÊTS CONSENTIS PAR L'ÉTAT AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES DE CRÉDIT IMMOBILIER.

NOTE EXPLICATIVE 152

SITUATION de la dette en capital au 1er janvier 1914 153

TABLEAU D'ÉCHÉANCE des obligations en cours au 31 décembre 1913 154

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

NOTE EXPLICATIVE 155

TABLEAU des annuités au 1er janvier 1914 156

ÉTAT développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1914 158

RACHAT DU RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE L'OUEST.

NOTE EXPLICATIVE 160

TABLEAU des annuités 162

TABLEAU de la dette en capital et des amortissements 164

Pages.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE, CAUTIONNEMENTS EN RENTES ET CAUTIONNEMENT MUTUEL.

NOTE EXPLICATIVE 169
SITUATION, au 1er janvier 1914, des capitaux de cautionnements en numéraire 170
CAUTIONNEMENTS en rentes (loi du 13 avril 1898) 174
SITUATION, au 1er janvier 1914, des capitaux de cautionnements en rentes sur l'État ... 175
CAUTIONNEMENT mutuel 176

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 566 et 567.) 177

DETTE VIAGÈRE.

RENTES viagères d'ancienne origine 180

PENSIONS INSCRITES AU GRAND LIVRE DE LA DETTE VIAGÈRE.

NOTE EXPLICATIVE 181
COMPTE d'emploi des crédits d'inscription (pensions civiles 1853) 183
MOUVEMENT, pendant l'année 1913, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions civiles 1853 184
APUREMENT des crédits d'exercices clos employés pour l'inscription, en 1913, des pensions civiles (1853) 185
DÉVELOPPEMENTS par ministères et par services du mouvement pendant l'année 1913, des crédits d'inscriptions de pensions civiles (1853) 186
PENSIONS civiles (1790) 192
PENSIONS diverses 192
SITUATION des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1914 196
SITUATION des pensions en payement au 1er janvier 1914 198
SITUATION des crédits affectés à la Dette viagère et des payements effectués sur l'exercice 1912 200

Pages.

STATISTIQUE DES PENSIONS.

Civiles (1853).

I. Statistique des pensions concédées en 1913 204

II. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913 206

III. Pensions inscrites au 1er janvier 1914 208

IV. Statistique des pensions civiles (1853) concédées annuellement depuis le 1er janvier 1854 210

V. Relevé annuel des retenues et autres recettes perçues pour le compte des pensions civiles depuis la loi du 9 juin 1853 211

Militaires de la Guerre.

VI. Statistique des pensions concédées en 1913 212

VII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913 214

VIII. Pensions inscrites au 1er janvier 1914 215

Militaires de la Marine.

IX. Statistique des pensions concédées en 1913 216

X. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913 218

XI. Pensions inscrites au 1er janvier 1914 219

Militaires des Colonies.

XII. Statistique des pensions concédées en 1913 220

XIII. Statistique des pensions éteintes ou annulées en 1913 220

XIV. Pensions inscrites au 1er janvier 1914 221

COMPTE GÉNÉRAL DES FINANCES POUR L'ANNÉE 1913. — 2e VOLUME.